

Rapport d'évaluation de l'impact des 15 ans de MedNET

Réseau de coopération en Méditerranée sur
les drogues et les addictions du Groupe Pompidou

GROUPE POMPIDOU

**Groupe de Coopération Internationale du Groupe
Pompidou sur les Drogues et les Addictions**



**P-PG/Med (2021) 36
21 février 2022**

Rapport d'évaluation de l'impact des 15 ans de MedNET ¹

**Réseau de coopération en Méditerranée sur les drogues et
les addictions du Groupe Pompidou.**

¹ Site internet <https://www.coe.int/fr/web/pompidou/activities/MedNET>.

Ce rapport d'évaluation indépendant a été préparé par une consultante en évaluation, le professeur Marie Claire Van Hout, PhD, LLM, Liverpool John Moore's University, UK.

Groupe Pompidou - Groupe de coopération internationale du Conseil de l'Europe sur les drogues et les addictions peut être contacté à l'adresse suivante :

Groupe Pompidou

Groupe de coopération internationale sur les drogues et les addictions

Conseil de l'Europe - Conseil de l'Europe F-67075,

Strasbourg Cedex

France

Pompidou.group@Conseil de l'Europe.int

PREFACE

2021 marque les 15 ans de la création de MedNET, le réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les addictions du Groupe Pompidou. Cette période a vu non seulement l'extension de 5 à 17 pays mais aussi un large développement des échanges de connaissances et d'activités.

Il était donc temps de procéder à une évaluation indépendante afin de mesurer l'impact de MedNET, d'évaluer les leçons apprises et de déterminer les nouveaux domaines de travail possibles dans un avenir proche.

Pour ce faire, le Secrétariat a pris l'initiative de faire appel à une consultante externe : Le Professeur Marie Claire Van Hout de l'Université de Liverpool John Moore qui a procédé avec une méthodologie sensible au genre, participative et inclusive.

Ce rapport exhaustif et inspirant est le résultat de cette évaluation et de la consultation de toutes les parties prenantes de MedNET et il donne des perspectives intéressantes pour la continuation de notre réseau qui seront discutées lors de notre prochaine réunion.

RESUME EXECUTIF

MedNET

MedNET fait partie intégrante du programme de travail du Groupe Pompidou. Il s'agit du réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les addictions du Groupe Pompidou qui vise à promouvoir la coopération, l'échange et le transfert mutuel de connaissances entre les pays des deux rives de la Méditerranée, dans le respect des droits de l'homme et de l'égalité des sexes.

Il a été créé en 2006, après une étude de faisabilité menée à l'initiative de la France et des Pays-Bas. Depuis lors, il n'a cessé de s'étendre, géographiquement et thématiquement, contribuant à l'élaboration de réponses efficaces et adaptées.

Les termes de référence de MedNET sont adoptés dans le cadre du programme de travail du Groupe Pompidou. En 2017, MedNET a adopté un document de consensus (P-PG/Med (2017) 24 E) qui a été approuvé par les correspondants permanents du Groupe Pompidou. Le document de consensus énonce les principes de base de cette coopération et définit des objectifs communs. Il n'est pas destiné à créer des droits ou des obligations juridiques pour les pays participants.

Le réseau MedNET comprend actuellement dix-sept pays : dix membres du Groupe Pompidou (Chypre, Croatie, France, Grèce, Italie, Malte, Maroc, Portugal, Suisse, Turquie) et sept non-membres (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Espagne, Palestine², Tunisie).

L'EMCDDA³ et la Commission européenne participent aux réunions en tant qu'observateurs.

Principaux objectifs de la coopération MedNET

La question des conduites addictives représente un défi majeur pour nos sociétés et appelle une réponse globale, fondée sur les droits de l'homme, qui associe la prévention, la santé, la lutte contre le trafic de drogue et la répression, ainsi que la formation et la recherche. Il est donc crucial de développer une coopération dynamique, y compris avec la société civile, qui reflète l'engagement pris par tous les membres du réseau.

L'objectif à long terme de MedNET est de promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques cohérentes en matière de drogues et de comportements addictifs, fondées sur des connaissances scientifiquement validées. Les pays participants s'engagent à soumettre des projets pour lesquels l'implication du réseau apportera une réelle valeur ajoutée.

Le réseau MedNET vise à promouvoir l'interaction entre la politique, la pratique et la science, en permettant d'adapter la mise en œuvre des projets aux conditions des différents pays. Depuis 2006, les pays MedNET ont travaillé ensemble pour lancer et mener des projets ambitieux, en s'appuyant sur la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et Sud-Nord pour assurer leur succès.

Tous les projets sont conçus et mis en œuvre en mettant l'accent sur les droits de l'homme et en tenant compte des questions d'égalité des sexes. Ils sont axés sur la demande : ils sont présentés par les représentants des pays et répondent aux besoins de ces derniers.

² Cette désignation ne doit pas être interprétée comme la reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice des positions individuelles des États membres du Conseil de l'Europe sur cette question.

³ Observatoire européen des drogues et des toxicomanies

Priorités

- Prévention des comportements addictifs ;
- Promotion de la collecte de données fiables, objectives et comparables et création ou soutien d'observatoires nationaux ;
- Développement de stratégies nationales équilibrées ;
- Soutien social et soins de santé pour les personnes ayant des comportements addictifs, réduction des risques et des dommages ;
- Application de la loi et lutte contre le trafic de drogue ;
- Formation et recherche.

Groupes cibles

Les groupes cibles de MedNET sont des professionnels : personnel médical, travailleurs sociaux, représentants d'ONG⁴, chercheurs, responsables de la prévention, de la santé, de la recherche et de l'application de la loi, et décideurs politiques.

Financement

Le budget de MedNET dispose d'un financement multi-sources. Les pays participants à MedNET s'engagent à contribuer au budget du réseau, soit financièrement, soit en mettant à disposition leurs ressources, afin d'assurer la réalisation des projets. Chaque projet est financé en partie par le pays demandeur et par une contribution financière ou en nature.

Objectif, portée et utilisation de l'évaluation des 15 ans

L'objectif de l'évaluation des 15 ans a été d'évaluer MedNET en termes d'impact et de déterminer dans quelle mesure ses objectifs principaux (promouvoir la coopération, les échanges et le transfert mutuel de connaissances) ont été atteints.

La portée géographique de l'évaluation a été les dix-sept pays MedNET.

Les résultats sont destinés à être utilisés par le Groupe Pompidou et les pays bénéficiaires de MedNET. L'EMCDDA et la Commission européenne en tant qu'observateurs peuvent également prendre en compte ces résultats pour leurs programmes respectifs. En particulier, ils serviront de source de référence pour les leçons apprises et informeront la poursuite/le développement futur du réseau et de ses programmes dans ce domaine.

Approche d'évaluation

Une méthodologie sensible au genre, participative et inclusive a été utilisée pour évaluer MedNET.

Une approche mixte utilisant une étude documentaire, une analyse SWOT⁵ et des entretiens semi-structurés avec les principales parties prenantes de MedNET a consisté en trois étapes :

- Examen documentaire des rapports nationaux MedNET (Algérie, Maroc, Tunisie, Liban, Jordanie, Egypte, Palestine), des rapports annuels d'activités régionales MedNET (2012 à 2021), des publications MedNET/MedSPAD, des activités, des publications de recherche et d'évaluation de la situation, et des communiqués de presse.
- Collecte de données qualitatives par le biais d'entretiens virtuels semi-structurés (via Blue Jeans) avec une sélection sélective de points focaux MedNET, d'observateurs, de consultants et du Groupe Pompidou lui-même.
- Analyse SWOT réalisée par les correspondants MedNET, et utilisée pour identifier les stratégies permettant d'accroître la valeur ajoutée actuelle et potentielle des programmes MedNET et du Groupe Pompidou.

⁴ Organisations non gouvernementales

⁵ Forces, faiblesses, opportunités et menaces.

L'évaluation de l'égalité des sexes et des droits de l'homme a fait l'objet d'une attention particulière tout au long du processus analytique, sans se limiter à des questions spécifiques mais en faisant partie intégrante du processus d'évaluation.

Echantillon

Dix-sept entretiens (huit hommes/neuf femmes) ont été menés dans seize pays MedNET (Algérie, Chypre, Croatie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Palestine, Portugal, Tunisie et Suisse). Neuf des dix membres du Groupe Pompidou (Chypre, Croatie, France, Grèce, Italie, Malte, Maroc, Portugal, Suisse) et les sept non-membres (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Palestine, Espagne, Tunisie) ont participé aux entretiens. Il n'y a pas eu de participation de la Turquie. Six entretiens ont été menés avec le Secrétariat du Groupe Pompidou, les consultants MedSPAD et l'EMCDDA en tant qu'observateur (six femmes). Aucun entretien n'a été réalisé avec la Commission européenne qui a le statut d'observateur.

Neuf évaluations SWOT ont été retournées au nom des pays MedNET (Egypte, Chypre, Suisse, Malte, Grèce, Portugal, Palestine, Italie et Tunisie).

Triangulation des données

Une attention particulière a été accordée à une approche impartiale et objective et à la triangulation des sources, des méthodes, des données et des théories dans les remarques conclusives. Les sources de données secondaires de l'étude documentaire ont été recoupées et triangulées par les données extraites des méthodes de recherche primaires. En outre, les analyses de données ont abordé les hypothèses faites dans la théorie du changement de MedNET sur la façon dont les programmes régionaux

et nationaux étaient censés produire les résultats escomptés.

Thèmes d'évaluation

L'évaluation présente une série de thèmes généraux représentant la coopération et les activités programmatiques de MedNET au niveau régional et national. Les thèmes clés sont centrés sur le rôle de MedNET dans :

- La sensibilisation, élaboration et mise en œuvre d'une politique nationale en matière de drogues ;
 - Les changements potentiels de la loi sur les drogues ;
 - La recherche, la collecte, l'analyse et l'interprétation des informations, la mise en place et le soutien de l'observatoire national des drogues ;
 - La prévention, le traitement et les soins ;
 - Les droits de l'homme et l'accès aux traitements et aux soins ;
 - L'intégration des droits de l'homme et de la dimension de genre dans les actions ;
 - application de la loi ;
 - Les échanges Sud-Sud, Nord-Sud et dans les échanges Sud-Nord.
- Elle a également évalué :
- La coopération avec l'EMCDDA, la Commission européenne par le biais des programmes conjoints du Conseil de l'Europe, l'UNICRI⁶, l'OMS⁷ et des ONG régionales telles que MENAHRA⁸ ;
 - Le fonctionnement, l'administration, la gestion du réseau par le Secrétariat du Groupe Pompidou au service des besoins des pays MedNET ;
 - L'impact du COVID-19 sur les opérations et les actions de MedNET au cours des deux dernières années ;
- Et identifié :
- Les orientations futures de MedNET.

⁶ Institut inter régional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice

⁷ Organisation mondiale de la santé.

⁸ Association pour la réduction des risques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Résultats de l'évaluation

Sensibilisation et contribution à l'élaboration de politiques nationales cohérentes en matière de drogues, fondées sur les droits, et efforts visant à stimuler la réforme législative.

L'évaluation souligne la manière dont la coopération MedNET, depuis le début, a contribué à la sensibilisation, à la réduction de la stigmatisation de la consommation de drogues et, en fin de compte, a soutenu le développement de politiques et de pratiques en matière de drogues fondées sur des preuves scientifiques et sur les droits de l'homme dans les pays du sud de la Méditerranée et dans la région méditerranéenne.

La coopération MedNET a amélioré la situation des personnes qui consomment des drogues et des personnes qui s'injectent des drogues dans les pays méditerranéens, en soutenant le développement d'une approche basée sur la santé publique et les droits de l'homme en matière de politique de drogues, de répression, de recherche et de surveillance des données, de formation professionnelle, de prévention, de traitement et de réinsertion.

Les réformes de la politique en matière de drogues, notamment en ce qui concerne la fourniture de TAO⁹ et la prévention dans les pays du sud de la Méditerranée, témoignent de l'évolution vers une approche de la consommation de drogues axée sur la santé publique, avec la mise en œuvre de programmes et de politiques fondés sur des données scientifiques ayant un fort impact sur le terrain.

Les concepts clés de santé publique et les droits fondamentaux sont axés sur une approche répressive centrée sur la santé publique, sur le respect du droit d'accès au traitement des addictions et aux soins appropriés, et sur la mise en œuvre de bonnes pratiques en matière

de prévention et de traitement dans toutes les stratégies de santé.

Le réseau a fortement évolué au fil du temps, avec un impact substantiel, et réussit particulièrement bien à adapter ces bonnes pratiques et les interventions et outils de recherche basés sur des preuves scientifiques aux environnements juridiques, sociaux et culturels locaux des pays MedNET. Il a gagné en dynamisme et a acquis la capacité d'organiser des événements à une fréquence accrue, et avec des relations renforcées entre les États membres.

Le rôle de MedNET dans la stimulation de réformes législatives est cependant long et moins efficace, et se concentre actuellement sur l'élaboration de projets de loi à examiner au Parlement. Cela s'explique par le fait que MedNET n'est pas une organisation supranationale mais un réseau où l'on échange des idées et des bonnes pratiques sans imposer de directives. En outre, le Groupe Pompidou n'est pas un organisme de normalisation et n'a pas de pouvoirs législatifs.

Application de la loi et réduction de l'offre

Le rôle de MedNET dans l'application de la loi et la réduction de l'offre concerne généralement la stimulation d'une approche de santé publique de l'application de la loi, et la participation continue des pays membres de MedNET aux activités d'application de la loi du Groupe Pompidou, comme le réseau de contrôle des précurseurs, le groupe sur les aéroports et l'aviation générale et le groupe de travail du Groupe Pompidou sur la cybercriminalité liée aux drogues. En plus de ces activités du Groupe Pompidou, dans certains pays : Algérie et Liban, des activités spécifiques de répression ont été organisées.

⁹ Traitement par agonistes opioïdes

Recherche, collecte, analyse et interprétation d'informations, dans la mise en place, le soutien à l'observatoire national des drogues et l'opérationnalisation de MedSPAD.

Le développement et l'opérationnalisation d'observatoires nationaux des drogues au Maroc, au Liban et en Égypte, ainsi que la facilitation de l'établissement de MedSPAD, une adaptation des enquêtes scolaires européennes ESPAD dans le contexte méditerranéen, ont été des réalisations clés de MedNET lui-même, et ont représenté une base durable pour informer la conception et l'opérationnalisation des politiques de drogues dans les pays méditerranéens.

Les enquêtes auprès des étudiants universitaires et de la population générale sont identifiées par les participants aux entretiens comme potentiellement utiles pour informer les futures politiques gouvernementales et les initiatives pratiques, sans se limiter aux enfants à l'école (MedSPAD). Avant l'évaluation, ces activités n'étaient pas demandées par les représentants des pays auprès de MedNET.

La charge de morbidité sous-tendue par la convergence de la prise de risque liée au sexe et à la drogue et des vulnérabilités connexes a été identifiée. Les enquêtes biocomportementales (axées sur la consommation de drogues injectables et la transmission sexuelle de maladies transmissibles telles que le VIH et l'hépatite virale, parmi les personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues) et les estimations de la taille des personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues sont identifiées par les participants aux entretiens comme nécessaires dans les pays MedNET. Avant l'évaluation, ces activités n'étaient pas demandées par les représentants des pays à MedNET. Les participants aux entretiens ont identifié

de nouveaux domaines de développement pour MedNET en termes de surveillance et de formation professionnelle, notamment les marchés de drogues en ligne, les substances psychoactives émergentes et les personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues vulnérables tels que les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les parents, les enfants, les personnes âgées, les victimes de la traite des êtres humains et de déplacements, et les personnes à double diagnostic. Avant l'évaluation, ces sujets n'étaient pas demandés comme activités par les représentants des pays auprès de MedNET.

Aller au-delà des milieux scolaires et de traitement a été indiqué comme un domaine prioritaire pour MedNET. On sait peu de choses sur la consommation de substances psychoactives, la prévention et le soutien aux personnes dans les prisons, les centres de détention pour immigrés et les structures humanitaires, avec des possibilités d'apprentissage identifiées dans les États membres du Conseil de l'Europe. Celles-ci pourraient compléter les efforts existants des agences de l'ONU. Le travail sur les migrants est cependant entrepris en ce moment par le Groupe Pompidou et implique la participation des pays MedNET. Une suggestion récente du Secrétariat de s'orienter vers une activité sur la santé et les drogues en prison a été accueillie favorablement et pourrait être étudiée dans un futur proche.

Il s'agit en outre d'un besoin d'investissement identifié pour publier et présenter des données comparables générées par MedNET au fil du temps, et les efforts pourraient être étendus pour inclure davantage d'activités de recherche telles que des articles universitaires, des résultats de politiques et d'orientations pratiques. La pratique actuelle du Groupe Pompidou /

Secrétariat MedNET est de publier les rapports finaux d'une activité sur le site web MedNET. Pour inclure plus de recherche, il faudrait plus de temps, plus de personnel et plus de financement.

Formation professionnelle et renforcement des capacités en matière de prévention, de traitement et de réinsertion des personnes qui consomment des drogues

Le rôle de MedNET dans le soutien de l'apprentissage fondé sur des données probantes, dans la formation, la certification professionnelle et le renforcement des capacités des professionnels des addictions impliqués dans la prévention des surdoses de drogue, la fourniture de traitement des addictions, la réadaptation et la réinsertion sociale, et les soins de santé connexes, a été une réalisation importante.

MedNET a un impact significatif sur les normes professionnelles et les pratiques fondées sur des données probantes en matière de prévention, de traitement et de prise en charge des addictions chez les personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues, y compris un accent particulier sur les droits de l'homme et les besoins des femmes.

Alors que le nombre de formations augmente au fil du temps dans le cadre de la coopération MedNET et que cela améliore potentiellement la prestation de services de traitement, il y a un manque de suivi efficace pour mesurer les changements de connaissances et d'attitudes liés à la formation. et la nécessité d'enquêtes régulières sur le CAP¹⁰, et d'un audit clinique de routine au niveau des services.

Cela nécessiterait davantage de ressources humaines, tant au niveau des pays qu'au niveau du Secrétariat.

Intégration des droits de l'homme et de la dimension de genre dans toutes les actions et notamment dans l'accès aux traitements et aux soins.

La coopération MedNET s'est fortement développée au fil du temps et est soutenue par un fort accent sur la diffusion et le débat afin de développer davantage la prise en compte des droits de l'homme et de l'intégration de la dimension de genre dans les addictions et le traitement dans la région méditerranéenne, à la fois à l'attention des décideurs, mais aussi des prestataires de traitement et de la sensibilisation du grand public. Les droits fondamentaux comprennent le droit à la santé et le droit à l'accès et à la disponibilité d'un traitement spécifique des addictions et de la réhabilitation dans la communauté.

Il existe une opportunité concrète pour les pays MedNET du Sud de tirer des enseignements du projet du Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe "Renforcer les réponses fondées sur les droits de l'homme aux troubles liés à la consommation de substances dans les prisons", qui a contribué à renforcer les systèmes de traitement des addictions dans les prisons d'Europe de l'Est et du Sud-Est.

La publication 2020 sur les droits de l'homme et les personnes qui consomment des drogues dans la région méditerranéenne : situation actuelle dans les 17 pays du réseau MedNET était une étape importante, et devrait être répétée régulièrement. La pandémie de COVID-19 a empêché la discussion du comité de pilotage 2020 sur les droits de l'homme et les personnes qui consomment des drogues. Cette discussion aura lieu en 2022.

¹⁰ Connaissance, attitude et pratique

Alors que les droits de l'homme et l'égalité des sexes sont débattus et discutés dans les réunions MedNET, et intégrés dans les projets, les activités et les actions, une gamme d'indicateurs des droits de l'homme et de l'égalité des sexes pourrait soutenir et surveiller cela dans la réalité et évaluer la pratique à l'avenir.

Echanges Sud-Sud, Nord-Sud et Sud-Nord

MedNET a considérablement facilité le dialogue entre l'Europe et ses pays voisins du sud de la Méditerranée par la coopération, l'échange et le renforcement des capacités, en favorisant non seulement les échanges Nord-Sud et Sud-Nord, mais aussi la coopération Sud-Sud.

La nature diverse et réciproque du réseau MedNET est évidente dans les échanges de connaissances Sud-Sud, Nord-Sud et Sud-Nord, le partage des bonnes pratiques, les innovations et l'adaptabilité culturelle des interventions et des méthodologies basées sur les preuves, et la coopération mutuelle. La fertilisation croisée des idées et des expériences, des leçons apprises et des bonnes pratiques s'est produite par le biais de réunions et de visites d'étude.

Le réseau a été décrit comme intégrant une perspective méditerranéenne et internationale plus large, et s'est élargi au fil du temps, avec l'adhésion de nouveaux pays. La mobilisation de l'expertise des pays du Nord et des pays voisins du Sud est soutenue par une dynamique et un engagement forts au sein du groupe.

Il est très important de se concentrer sur le maintien de MedNET afin de lui permettre d'évoluer, avec des discussions d'idées au niveau national équilibrées avec les fonds et les priorités. Il est impératif de maintenir la nature

opérationnelle de MedNET afin de rester en vie et pas seulement ses aspects conceptuels et politiques. Alors que MedNET est fonctionnel en tant que concept ou plateforme pour les soutiens institutionnels et financiers, certains participants aux entretiens ont observé que MedNET pourrait être menacé par une nouvelle expansion et qu'une approche prudente est justifiée.

Alors que les groupes cibles de MedNET sont des professionnels : personnel médical, travailleurs sociaux, représentants d'ONG, chercheurs, responsables de la prévention, de la santé, de la recherche et de l'application de la loi, et décideurs politiques, les représentants des points focaux de MedNET sont pour la plupart des professionnels de la médecine ou de l'application de la loi nommés par leur ministère en charge de la politique en matière de drogues et sont en mesure de représenter leur pays.

La participation des utilisateurs de services et de la société civile n'est pas suffisamment développée. Il est nécessaire d'élargir le réseau pour inclure des experts en travail social, d'anciennes personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues ayant une expérience vécue de la consommation de drogues, des utilisateurs de services et des organisations de la société civile (c'est-à-dire des ONG de personnes qui consomment des drogues, y compris MENANPUD¹¹). Cela pourrait être examiné au cas par cas pour chaque activité en fonction du pays.

Coopération avec les organisations internationales et la société civile aux niveaux européen, national et régional

Certains participants à l'entretien ont constaté le besoin d'un travail moins "fermé" (MedNET uniquement) et d'une

¹¹ Réseau du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de/pour les personnes qui consomment des drogues

plus grande coopération avec d'autres activités du Groupe Pompidou, afin de profiter davantage et de gagner plus avec les fonds limités disponibles, et d'une plus grande coopération avec les agences de l'ONUDC et de l'OMS pour maximiser l'impact et réduire la duplication ou la fragmentation des efforts.

Alors que la coopération avec l'EMCDDA en particulier et la Commission européenne est forte, des lacunes ont été observées dans la coopération avec le siège de l'OMS à Genève et le bureau EMRO de l'OMS ¹²en Égypte, et des déficits similaires dans la coopération avec l'ONUDC ¹³ROMENA ¹⁴en Égypte.

L'engagement avec l'ONG régionale MENAHRA ¹⁵et MENANPUD est actuellement nul, malgré l'histoire de l'engagement entre 2009 et 2011, lorsque MedNET a coopéré avec MENAHRA et a financé leur centre de connaissances sous-régional pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie pour la fourniture d'activités de formation sur la défense des besoins des injecteurs de drogues parmi les ONG. Cependant, aucun des pays n'a exprimé le souhait de renforcer le lien avec MENAHRA au cours des années.

Fonctionnement, administration, gestion du réseau par le secrétariat PG/MedNET au service des besoins des pays MedNET.

Les pays MedNET apprécient beaucoup le rôle du Secrétariat du Groupe Pompidou, qui est responsable de la mise en œuvre des travaux, du bon fonctionnement du réseau, de la gestion du budget et de la synergie entre les travaux du Groupe Pompidou et d'autres entités du Conseil de l'Europe.

Le Secrétariat de MedNET, bien qu'il s'agisse d'une petite équipe, est systématiquement suffisant, fiable, solidaire et proactif dans tous les échanges, la préparation des réunions, la facilitation des visites d'étude, les formations, offrant non seulement un soutien en ressources humaines mais aussi la rédaction de tous les contrats impliquant un soutien financier aux propositions des pays et, en premier lieu, la recherche de financement auprès des donateurs et des projets conjoints du Conseil de l'Europe et de l'UE ou de la stratégie de voisinage du Conseil de l'Europe. Le Secrétariat a facilité le progrès et le changement dans le domaine des drogues et des dépendances parmi les pays membres.

Le Secrétariat de MedNET est composé d'une personne permanente financée par le Conseil de l'Europe. Les contrats du personnel temporaire sont financés sur le financement extra budgétaire.

En 2021, il y a eu des retards dans le versement des contributions volontaires faites par les donateurs réguliers à MedNET en raison des règles du Conseil de l'Europe qui imposent une signature de contrat par le donateur pour chaque contribution volontaire. Il en résulte que les contributions volontaires sont bloquées sur un compte central avant d'être transférées sur le compte de MedNET et que les discussions avec l'administration et les donateurs prennent beaucoup de temps. Un financement stable est nécessaire afin de mettre en œuvre l'ensemble du programme annuel de MedNET tout en développant et en augmentant son portefeuille d'activités.

Menaces et opportunités pendant le COVID-19

MedNET a généré de nouvelles technologies, de nouvelles

¹² Bureau régional pour la Méditerranée orientale

¹² Bureau régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

¹³ Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

¹⁵ Association pour la réduction des risques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

méthodologies, a identifié de nouveaux groupes et de nouvelles situations au fil du temps. C'est particulièrement le cas pendant le COVID-19 avec de nombreux éléments utiles pour les futurs programmes et activités. Parmi les exemples, citons la télémédecine COVID-19, ainsi que les actions et activités ciblant et atteignant les personnes qui consomment des drogues sans domicile fixe et fournissant des soins TAO (conseils en ligne sur WhatsApp, unités de santé mobiles et distributeurs de méthadone).

Recommandations

L'évaluation a donné lieu à une série de recommandations distinctes et concrètes sur lesquelles le Groupe Pompidou et les points focaux MedNET devront se concentrer et se développer.

Le réseau MedNET et sa coopération

Il est recommandé de mener moins de travaux "fermés" (MedNET uniquement) et de coopérer davantage avec d'autres activités du Groupe Pompidou (ce qui n'est possible que si les pays décident de couvrir leur participation, par exemple en payant leurs frais de voyage et de séjour aux activités du Groupe Pompidou), afin de profiter davantage des fonds limités disponibles, et de s'engager dans une plus grande coopération avec l'ONU DC (par exemple ROMENA) et les agences de l'OMS (par exemple EMRO) pour maximiser l'impact et réduire la duplication ou la fragmentation des efforts, à condition que ces organisations soient intéressées et désireuses de travailler avec MedNET et de partager des informations avec nous.

Il est recommandé à MedNET de discuter d'un engagement potentiel rétabli avec l'ONG régionale MENAHRA et MENANPUD pour soutenir MedNET dans sa coopération, ses activités de recherche et de formation et son plaidoyer pour informer les réformes politiques et législatives.

Il est recommandé (au cas par cas) de créer des réseaux nationaux au niveau des pays eux-mêmes, par exemple deux représentants de chaque pays à élargir pour représenter tous les secteurs, et notamment les utilisateurs de services, les anciennes personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues et la société civile.

Opérations

La petite équipe du Secrétariat du Groupe Pompidou devrait être agrandie. Un financement stable et plus important est nécessaire, et les exigences administratives du Conseil de l'Europe devraient permettre le déblocage des fonds au premier mois de l'année civile.

Recherche et surveillance

Il est recommandé de développer un observatoire régional des drogues MedNET dans les pays du sud de la Méditerranée, qui comprendrait un système d'alerte précoce similaire à celui du réseau Trend de l'EMCDDA et qui pourrait se concentrer sur les marchés de drogues en ligne et les nouvelles substances psychoactives (NPS). Cela nécessiterait un secrétariat élargi, avec un financement plus important, et l'infrastructure nécessaire.

Il est recommandé d'étendre le champ d'action de MedNET au-delà des addictions pour inclure également la surveillance de la santé publique en ce qui concerne les données sur les virus transmis par le sang chez les personnes qui s'injectent des drogues.

Il est recommandé de poursuivre le développement, le renforcement des capacités et l'opérationnalisation des observatoires nationaux des drogues afin de mener des enquêtes sur la population générale et les étudiants universitaires, des enquêtes biocomportementales (axées sur les maladies transmissibles

telles que le VIH et l'hépatite virale et la consommation de drogues injectables) et des estimations de la taille des personnes qui consomment des drogues et personnes qui s'injectent des drogues dans les pays du sud de la Méditerranée.

Il est recommandé d'approfondir l'analyse des eaux usées pour déterminer le niveau de consommation de drogues illicites dans les pays MedNET.

Il est recommandé de poursuivre le développement de MedSPAD, les seules données disponibles en Méditerranée, afin d'inclure le dépistage des utilisateurs à risque, l'utilisation problématique du cannabis dans les médias sociaux, les jeux d'argent et de hasard, et d'étendre et de soutenir l'utilisation de MedSPAD pour informer les activités de prévention sélective et ciblée dans les écoles.

Il est recommandé de continuer à encourager les publications conjointes MedNET, les produits d'orientation politique et pratique, et de répéter régulièrement les publications sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes. La deuxième publication en 2022 sera la bienvenue.

Formation professionnelle et éducation

Il est recommandé de développer et de financer des mesures de suivi efficaces de la formation et de l'éducation professionnelles sous la forme d'une formation de routine sur le changement des connaissances et des attitudes (par exemple des enquêtes KAP), d'une évaluation de la cascade de formation de pair à pair et d'un audit clinique de routine au niveau des services.

Il est recommandé d'étendre la formation (entre autres) aux addictions comportementales, au TAO des femmes enceintes et au syndrome d'abstinence néo-natale.

Il est recommandé de développer davantage la formation MedNET pour les

acteurs du secteur de la justice pénale, et en collaboration avec les principales organisations de la société civile, les anciennes personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues et les utilisateurs de services.

Droits de l'homme et égalité des sexes

Il est recommandé d'utiliser une série d'indicateurs relatifs aux droits de l'homme et à l'égalité entre les hommes et les femmes pour soutenir et surveiller l'intégration des droits de l'homme et de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les projets, activités et actions, et dans la pratique à l'avenir.

Populations cibles et futurs domaines à prendre en considération

Il est recommandé de mettre davantage l'accent sur les programmes de réhabilitation et de réinsertion dans les activités et les actions de MedNET, en collaboration avec les principales organisations de la société civile et les ONG ; en ciblant les personnes qui consomment des drogues (y compris les femmes qui consomment des drogues) dans les prisons, les travailleurs du sexe et les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les victimes de la traite des êtres humains, les parents qui consomment des drogues, les enfants, les personnes âgées, les personnes ayant un double diagnostic ; et en incluant davantage les organisations de la société civile et les individus/groupes ayant une expérience vécue des addictions.

Il est recommandé de développer des actions MedNET dans des contextes humanitaires ou de conflit, étant donné que le déplacement des personnes dans les pays du sud de la Méditerranée est considéré comme un domaine prioritaire.

Il est recommandé de développer la programmation MedNET dans les prisons (en s'inspirant du programme

pénitentiaire du Conseil de l'Europe en Europe du Sud-Est, en prenant en compte et en adaptant l'expertise du Groupe Pompidou dans ce domaine), en ce qui concerne la formation professionnelle et le renforcement des capacités, la réduction des risques et le traitement des addictions, ainsi que la programmation de la réadaptation/réinsertion des anciens détenus à leur sortie.

COVID-19 Opportunités

Il est recommandé de développer davantage les innovations en matière de traitement et les nouveaux moyens d'atteindre et de soutenir les personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues créés pendant le COVID-19 (par exemple la télé-médecine, le conseil en ligne par WhatsApp, les unités de santé mobiles et les distributeurs de méthadone).

SOMMAIRE

Introduction	1
Résumé de l'étude documentaire	6
Méthodologie d'évaluation	33
Résultats de l'évaluation	35
Conclusion et orientations futures de MedNET	50

ANNEXE I LISTE D'EXAMEN DES DOCUMENTS	54
ANNEXE II	59
ANNEXE III LISTE DES PARTIES PRENANTES	63

Abréviations

SIDA : Syndrome d'immunodéficience acquise
CICAD : Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues
CNR : Conseil national de la recherche (italien : Consiglio Nazionale delle Ricerche)
EDPQS : Normes européennes de qualité pour la prévention des drogues
EMCDDA : Observatoire européen des drogues et des toxicomanies.
PEV : Politique européenne de voisinage
ESPAD : European School Survey Project on Alcohol and Other Drugs (Projet européen d'enquête en milieu scolaire sur l'alcool et les autres drogues)
GSMHAT : Secrétariat général de la santé mentale et du traitement des addictions.
VIH : Virus de l'immunodéficience humaine
IDPS : Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
OICS : Organe international de contrôle des stupéfiants
MedNET : Réseau de coopération en Méditerranée sur les drogues et les addictions du Groupe Pompidou.
MedSPAD : Projet méditerranéen d'enquête sur l'alcool et les autres drogues dans les écoles
MENAHRA - Association pour la réduction des risques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord
ONG : Organisations non gouvernementales
NPS : Nouvelles Substances Psychoactives
TAO : Traitement par agonistes des opiacés
TSO : Traitement de substitution aux opiacés
TDI : Indicateur de demande de traitement
UNICRI : Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice.
OMS : Organisation mondiale de la santé

I. INTRODUCTION

Groupe Pompidou

Le Groupe Pompidou offre un forum multidisciplinaire où les décideurs politiques, les professionnels et les chercheurs de la Grande Europe et au-delà peuvent partager leurs expériences et leurs informations sur la consommation et le trafic de drogues. Créé à la suggestion du président français Georges Pompidou en 1971, il est devenu un accord partiel du Conseil de l'Europe en 1980. Aujourd'hui, en 2021, il englobe 41 pays : 36 des 47 États membres du Conseil de l'Europe, le Mexique, le Maroc et Israël, ainsi que la Commission européenne.

La politique de voisinage du Conseil de l'Europe a été adoptée par les ministres des Affaires étrangères des 47 États membres à Istanbul le 11 mai 2011. Elle vise à promouvoir le dialogue et la coopération avec les pays et régions du voisinage de l'Europe qui demandent l'assistance du Conseil de l'Europe, sur la base des valeurs communes des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit.

En 2021, le Groupe Pompidou a adopté un nouveau statut et a étendu son mandat pour inclure les comportements de dépendance liés aux substances licites (comme l'alcool et le tabac) et les nouvelles formes de dépendance (comme les jeux d'argent et de hasard sur Internet) et mettre l'accent sur les droits de l'homme. Le Groupe a changé son nom officiel de 'Groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic de drogues' en 'Groupe de coopération internationale du Conseil de l'Europe sur les drogues et les addictions'.

MedNET

MedNET fait partie intégrante du programme de travail du Groupe Pompidou. Il s'agit du réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les addictions du Groupe Pompidou. Il encourage la coopération, l'échange et le transfert mutuel de connaissances entre les pays des deux rives de la Méditerranée, dans le respect des droits de l'homme et de l'égalité des sexes.

Il a été créé en 2006, après une étude de faisabilité menée à l'initiative de la France et des Pays-Bas. Il n'a cessé de se développer, géographiquement et thématiquement, contribuant à l'élaboration de réponses efficaces et adaptées. Ses termes de référence sont adoptés dans le cadre du programme de travail du Groupe Pompidou.

Le réseau a fêté ses 10 ans à Rabat en 2016. En 2017, il a adopté un document de consensus (P-PG/Med (2017) 24 E) qui a été approuvé par les correspondants permanents du Groupe Pompidou. Le document de consensus énonce les principes de base de cette coopération et définit des objectifs communs. Il n'est pas destiné à créer des droits ou des obligations juridiques pour les pays participants.

Le réseau MedNET comprend actuellement dix-sept pays : dix membres du Groupe Pompidou (Chypre, Croatie, France, Grèce, Italie, Malte, Maroc, Portugal, Suisse, Turquie) et sept non-membres (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Palestine¹⁶, Espagne, Tunisie).

¹⁶Cette désignation ne doit pas être interprétée comme la reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice des positions individuelles des États membres du Conseil de l'Europe sur cette question.

L'EMCDDA¹⁷ et la Commission européenne participent aux réunions en tant qu'observateurs.

Principaux objectifs de la coopération

La question des conduites addictives représente un défi majeur pour nos sociétés et appelle une réponse globale, fondée sur les droits de l'homme, qui associe la prévention, la santé, la lutte contre le trafic de drogue et la répression, ainsi que la formation et la recherche. Il est donc crucial de développer une coopération dynamique, y compris avec la société civile, qui reflète l'engagement pris par tous les membres du réseau.

L'objectif à long terme de MedNET est de promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques cohérentes en matière de drogues et de comportements addictifs, fondées sur des connaissances scientifiquement validées. Les pays participants s'engagent à soumettre des projets pour lesquels l'implication du réseau apportera une réelle valeur ajoutée.

Le réseau MedNET vise à promouvoir l'interaction entre la politique, la pratique et la science, en permettant d'adapter la mise en œuvre des projets aux conditions des différents pays.

Depuis 2006, les pays MedNET ont travaillé ensemble pour lancer et mener des projets ambitieux, en s'appuyant sur la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et Sud-Nord pour assurer leur succès. Tous les projets doivent être conçus et mis en œuvre en accordant une attention particulière aux droits de l'homme et en tenant compte des questions d'égalité des sexes.

Priorités

La priorité est donnée aux sujets suivants :

- Prévention des comportements addictifs ;
- Promotion de la collecte de données fiables, objectives et comparables et création ou soutien d'observatoires nationaux ;
- Développement de stratégies nationales équilibrées ;
- Soutien social et soins de santé pour les personnes ayant des comportements addictifs, réduction des risques et des dommages ;
- Application de la loi et lutte contre le trafic de drogue ;
- Formation et recherche.

Valeur ajoutée du réseau

- Adaptation de la méthodologie et des outils reconnus au contexte culturel du sud de la Méditerranée, comme le projet MedSPAD¹⁸ ;
- Soutien au lancement des enquêtes nationales MedSPAD dans les écoles ;
- Première évaluation de la situation entre les pays de la rive sud de la Méditerranée par MedSPAD ;
- Soutien à la mise en œuvre et/ou au changement de la législation par le biais d'avis juridiques ;
- Formation dans le domaine de la santé ;
- Soutenir la mise en place de centres de traitement et de soins ;

¹⁷ Observatoire européen des drogues et des toxicomanies

¹⁸ Projet d'enquête dans les écoles méditerranéennes sur l'alcool et les autres drogues dans les écoles

- Échanger des informations qualitatives et quantitatives dans différents domaines en vue de développer une approche globale du problème des drogues ;
- Rôle de passerelle entre les rives nord et sud de la Méditerranée ;
- Échange d'expériences entre les pays de la rive sud de la Méditerranée, et première évaluation de la situation dans chaque pays, dans le cadre de MedSPAD ;
- Soutien à l'introduction de différentes modalités de traitement et de soins, y compris le TAO¹⁹ ;
- Tenir compte des besoins exprimés par les parties prenantes dans les pays concernés lors de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme de travail des activités ;
- Intégration de la dimension de genre dans les services de santé : les besoins spécifiques des femmes en matière d'accès aux soins ;
- Sensibilisation et renforcement des capacités dans le domaine des drogues par le biais de réunions multi-agences réunissant les secteurs de la prévention, du traitement et des soins, ainsi que les services répressifs ;
- Flexibilité dans la mise en œuvre des programmes pour répondre aux nouveaux besoins ;
- Évaluation des actions MedNET par les parties prenantes ;
- Le rapport coût-efficacité.

Groupes cibles

Les groupes cibles de MedNET sont des professionnels : personnel médical, travailleurs sociaux, représentants d'ONG²⁰, chercheurs, responsables de la prévention, de la santé, de la recherche et de l'application de la loi, et décideurs politiques.

Participation

L'adhésion à MedNET présuppose un engagement volontaire et un intérêt mutuel. Tout pays méditerranéen et tout autre pays intéressé par cette coopération peut devenir membre. Pour adhérer au réseau, le ministre responsable de la politique en matière de drogues envoie une lettre d'engagement au secrétaire exécutif du Groupe Pompidou et désigne un représentant national habilité à prendre des engagements au nom de son gouvernement.

Présidence

La présidence et la vice-présidence sont occupés pour une période d'un an ou deux ans par un pays du nord de la Méditerranée et un pays du sud de la Méditerranée en alternance. Afin d'assurer la continuité des travaux, il est prévu que le pays en charge de la vice-présidence assure la présidence l'année suivante. L'élection se fait par consensus.

Secrétariat

Le secrétariat du Groupe Pompidou est responsable de la mise en œuvre du programme de travail et du bon fonctionnement du réseau et cherche à assurer une synergie entre les travaux du Groupe Pompidou et des autres entités du Conseil de l'Europe. Il gère le budget de MedNET, composé de contributions volontaires des pays membres du Groupe Pompidou et d'autres sources de financement (Conseil de l'Europe, Commission européenne, etc.).

¹⁹ Traitement par agonistes opioïdes

²⁰ Organisations non gouvernementales

Réunions

Le comité directeur composé des représentants des pays participants se réunit au moins une fois par an pour adopter le programme de travail sur la base des projets soumis par chaque pays, pour examiner la mise en œuvre des projets en cours et pour discuter des activités futures. L'EMCDDA participe au comité directeur et partage son expertise, notamment en matière de collecte et d'analyse des données et de soutien aux observatoires nationaux.

En 2020, le comité directeur ne s'est réuni qu'une seule fois en ligne en raison de la pandémie de COVID-19. La communication s'est poursuivie tout au long de l'année avec tous les membres du réseau.

En 2021, le comité directeur ne s'est pas réuni à Tunis les 16 et 17 novembre, et cette réunion a été reportée à février 2022.

Méthodes de travail

MedNET offre un mécanisme de décision politique, les représentants des pays du réseau se réunissant une ou deux fois par an pour décider du programme de travail, du budget et des lignes financières extérieures qui peuvent être souscrites, adopter un rapport annuel et faire appel à l'expertise et à la coopération des pays membres ou non du Groupe Pompidou.

MedNET facilite la reconnaissance, la diffusion et l'appropriation de bonnes pratiques et d'approches éprouvées en partenariat avec d'autres acteurs nationaux et internationaux clés travaillant dans la région. Ainsi, les pays participants, par l'intermédiaire de leurs représentants, partagent leurs connaissances et leur savoir-faire, fournissant au réseau des données scientifiquement validées dans tous les domaines pertinents.

Les pays participants s'engagent à informer leurs autorités nationales compétentes de toute activité menée par MedNET. Les projets nationaux et régionaux mis en œuvre sont décrits dans des rapports d'activité annuels. L'ensemble des travaux réalisés par le réseau MedNET fait l'objet d'une évaluation régulière et approfondie.

Financement

Le budget de MedNET dispose d'un financement multi-sources. Les pays participants à MedNET s'engagent à contribuer au budget du réseau, soit financièrement, soit en mettant à disposition leurs ressources, afin d'assurer la réalisation des projets. Chaque projet est financé en partie par le pays demandeur et par une contribution financière ou en nature.

- Contributions volontaires 2006-2021, notamment de la France, de l'Italie et de l'Espagne
- Programme Sud I, II, III et IV : programme financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe (2012-2022)
- Financement direct des activités par les pays
- Partenariat de voisinage du Conseil de l'Europe avec le Maroc et la Tunisie (2016-2021) pour les plans d'action du Maroc et de la Tunisie ;
- Budget ordinaire du Groupe Pompidou pour les réunions du comité directeur de MedNET depuis 2019

Le Secrétariat du Groupe Pompidou a soumis des propositions de projets pour les prochains partenariats de voisinage du Conseil de l'Europe avec le Maroc et la Tunisie (2022-2025) qui sont en cours d'examen.

II. ÉTUDE DOCUMENTAIRE

Cette section présente le résumé de l'étude documentaire des documents énumérés à l'annexe I. Elle fournit tout d'abord un résumé de l'évaluation d'impact réalisée en 2016.

Principales conclusions de l'évaluation d'impact 2016

L'évaluation d'impact de 2016 ²¹a révélé des progrès significatifs dans la manière dont MedNET a facilité le dialogue entre l'Europe et ses pays voisins du sud de la Méditerranée par la coopération, l'échange et le renforcement des capacités, en favorisant non seulement les échanges Nord-Sud et Sud-Nord, mais aussi la coopération Sud-Sud. En substance, le Réseau méditerranéen a fonctionné en fonction des besoins des pays concernés et de la prise de conscience des pays donateurs que la question en jeu était et reste au cœur de ce que le Conseil de l'Europe valorise le plus, à savoir les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

L'évaluation a illustré comment MedNET a fonctionné en promouvant la sensibilisation aux stratégies politiques coordonnées, le partage d'expériences et de pratiques, la formation et le soutien technique, en encourageant la conception institutionnelle, la coopération et la communication entre les agences et les parties prenantes, et en ouvrant la voie à l'introduction de politiques basées sur les droits de l'homme. Le rapport illustre comment MedNET s'inspire largement de la fonction classique de "passerelle" du Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe, qui coordonne et gère le réseau MedNET. Il a souligné comment MedNET a poursuivi ses objectifs en se fondant sur les valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe, à savoir les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Les douze pays membres (Algérie, Chypre, Égypte, France, Grèce, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Portugal et Tunisie) de l'époque ont été observés pour échanger des expériences fondées sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique en matière de drogues, en fournissant une formation pour le développement de services de traitement et de soins respectant les droits de l'homme.

L'évaluation a conclu que MedNET répondait aux besoins des personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues et a reconnu l'importance de comprendre la dépendance comme une question de soins de santé, afin que les personnes souffrant de problèmes de drogue soient traitées comme des patients et non des criminels. Il a été observé que MedNET a été utile à tous les pays impliqués, en ce sens que dans le Sud, il a été actif pendant le printemps arabe et que pour les pays de la rive nord, il a poursuivi ses actions en période d'austérité.

La section fournit ensuite un résumé descriptif des domaines thématiques clés et des réalisations tels qu'indiqués par l'évaluation d'impact de 2016 (2006-2016), puis développés et couvrant la période 1999-2021 (voir figure 2).

Voir la figure 2 : calendrier 1999-2021 au verso.

Les réalisations et activités clés détaillées des sept pays MedNET Sud sont ensuite présentées dans le tableau 1.

²¹ Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2016). "10 ans et au-delà" 10 ans de coopération dans la région méditerranéenne sur les drogues et les addictions: Évaluation auprès des participants de MedNET. Conseil de l'Europe, Strasbourg.

TIMELINE

Les pays qui ont participé à la conférence de 1999 à Malte ont pris part au Groupe d'experts en épidémiologie du Groupe Pompidou à Strasbourg en 2000 et à Athènes en 2001. Entre 2000 et 2006, le projet MedSPAD a jeté les bases de la mise en place du réseau MedNET.

1999

Le Groupe Pompidou a organisé une conférence à Malte sur le thème "Coopération dans la région méditerranéenne en matière de consommation de drogues : mise en place de réseaux dans la région méditerranéenne".

2000

2002

De 2002 à 2006, développement du projet MedSPAD, Mediterranean School Survey Project on Alcohol and other Drugs, avec l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la France et Malte.

2003

Lancement du projet MedSPAD à Rabat lors de la rencontre entre le Secrétariat du Groupe Pompidou et le Ministre marocain de la Santé.

2005

Des enquêtes ont été menées dans les écoles de Rabat et d'Alger.

2006

Une étude de faisabilité menée par la France et les Pays-Bas a conduit à la création du Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). L'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la France et les Pays-Bas sont membres de ce réseau. Le premier séminaire international de MedNET sur le rôle de la recherche dans l'élaboration des politiques en matière de drogues s'est tenu à Alger.

2007

A partir de cette date, les pays du réseau MedNET ont participé aux conférences ministérielles du Groupe Pompidou. La flexibilité et le fonctionnement du réseau MedNET pour la période 2006-2007 ont été évalués positivement et sa coordination par le Groupe Pompidou a été confirmée.

2008

Enquête MedSPAD réalisée au niveau national au Liban. Séminaire sur les drogues de synthèse à Alger et séminaires de formation sur le traitement des drogues à Alger, Annaba et Oran (Algérie).

2009

Première conférence MedNET de haut niveau. Les participants, reconnaissant le rôle du Groupe Pompidou dans le développement de la coopération entre les pays méditerranéens, ont appelé à la consolidation de MedNET. Enquête MedSPAD menée au niveau national au Maroc. Au Maroc, une qualification en addictologie a été introduite dans les facultés de médecine de Casablanca et de Rabat. Le Liban a introduit le traitement de substitution aux opiacés.

2010

Séminaire sur le traitement des drogues en Egypte, coorganisé avec le bureau régional du PNUCID au Caire. Séminaire régional sur les drogues de synthèse et les précurseurs au Liban. Séminaire régional sur la collecte de données en Jordanie. Séminaire régional au Maroc pour préparer les bases de la création d'observatoires nationaux.

2011

Le Maroc devient le premier État non-membre du Conseil de l'Europe à devenir membre du Groupe Pompidou. Il met en place une phase pilote de traitement de substitution aux opiacés et distribue du matériel de prévention. Une visite officielle a été effectuée en Tunisie dans le sillage de la révolution

2012

MedNET contribue au renforcement de la réforme démocratique dans le voisinage sud, devenant ainsi un partenaire du programme Sud I, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe. L'Italie a organisé une conférence sur la mise en œuvre d'une stratégie nationale en matière de drogues et de plans d'action. Création de l'observatoire national marocain des drogues et inclusion du traitement de substitution aux opiacés dans le programme national. Séminaire régional MedNET avec la participation de l'OICS et de l'Organisation mondiale des douanes sur la lutte contre le trafic de drogue dans les aéroports au Liban.

2013

MedSPAD II au Maroc et MedSPAD I en Tunisie. Tables rondes en Egypte, au Maroc et en Tunisie sur les observatoires nationaux, la mise en place d'une stratégie nationale et le rôle de la recherche dans les politiques de prévention des drogues. Activités de prévention ciblées au Liban. Création d'une qualification en addictologie en Tunisie. Projet de création de services spécifiques en Egypte en collaboration avec Malte pour l'accueil des femmes consommatrices de drogues.

2014

Les pays MedNET participent au "Groupe de coopération des services de contrôle des drogues dans les aéroports européens et dans l'aviation générale" du Groupe Pompidou. Création de l'observatoire national sur les drogues et des addictions en Egypte. MedNET a contribué à l'étude du Groupe Pompidou sur la "dimension de genre de l'utilisation non médicale de médicaments sur ordonnance en Europe et dans la région méditerranéenne".

2015

La Croatie a rejoint MedNET.

Plusieurs pays ont participé à la réunion de l'aviation générale à Madrid, au séminaire des aéroports du Groupe Pompidou en France (Jordanie, Liban, Tunisie), et à la 12ème réunion EXASS Net Refugees and Drugs : "Estimation des besoins, pratiques de soutien, prévention des risques" en Grèce (Jordanie, Liban, Algérie).

2016

Enquête MedSPAD réalisée en Algérie et en Egypte. L'Algérie a introduit les traitements de substitution aux opiacés dans son système de santé. Lancement d'une stratégie nationale sur les drogues par la Tunisie et le Liban. 10ème anniversaire de MedNET, Rabat, 30 novembre : l'Algérie, le Maroc, Chypre, l'Egypte, la France, la Grèce, l'Italie, la Jordanie, le Liban, Malte, le Maroc, le Portugal, la Tunisie ainsi que d'autres pays et organisations internationales invités célèbrent l'événement. MedNET soutient la Conférence TDO5 : cinquième colloque international francophone sur le traitement de la dépendance aux opioïdes, Rabat (30 novembre- 2 décembre), première conférence organisée dans un pays de la région méditerranéenne. Adhésion de la Palestine à MedNET

Les pays MedNET ont participé à un séminaire à Rome sur "Les femmes et les drogues : de la politique aux bonnes pratiques". Les pays MedNET ont contribué aux directives sur les traitements de substitution (Liban, Algérie) avec des experts internationaux. D'autres séminaires MedNET ont porté sur le "Soutien au personnel travaillant dans les centres de traitement de substitution aux opiacés" et les outils de prévention.

2017

Le comité MedSPAD a publié le premier et unique rapport sur la prévalence de la consommation de drogues, d'alcool et de tabac chez les adolescents, à partir des données de neuf pays. Les pays MedNET ont participé au réseau des Précurseurs du Groupe Pompidou. MedNET a poursuivi son partenariat avec le Programme Sud II "Vers une gouvernance démocratique renforcée au Sud de la Méditerranée". Tables rondes sur les observatoires en Egypte, au Maroc et en Tunisie. L'Autorité Nationale Palestinienne a participé aux activités du réseau MedNET. MedNET a participé au séminaire du Groupe Pompidou sur les femmes, les drogues et la violence, qui s'est tenu à Rome.

2018

La Croatie a rejoint le comité MedSPAD. La Suisse a rejoint MedNET en 2018 et a participé aux réunions du comité directeur de MedNET.

L'enquête MedSPAD II a été publiée en 2018.

MedNET a continué à prendre en compte la dimension du genre dans ses activités.

Une formation et une accréditation pour les conseillers en addiction et les infirmières travaillant dans le domaine du traitement des addictions ont été organisées en Égypte. Le Maroc a achevé des cours d'addictologie, organisé le congrès de l'Association marocaine d'addictologie et publié le deuxième rapport de l'Observatoire marocain des drogues et des addictions. La Tunisie et l'Algérie ont participé à la formation sur les normes européennes de qualité en matière de prévention des drogues (EDPQS) à Chypre et la Tunisie a participé au réseau des précurseurs. La Palestine a effectué une visite de terrain sur l'évaluation du programme de substitution aux opiacés (OST) pour les autorités palestiniennes à Ramallah.

La Jordanie, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc ont participé au Groupe de travail du Groupe Pompidou sur la cybercriminalité liée à la drogue, ainsi qu'à la réunion du Groupe de l'aéroport en France.

Le Liban a diffusé le premier rapport de l'Observatoire national des drogues et des addictions sur la situation des drogues au Liban et a participé avec la Tunisie au groupe de travail sur les principes directeurs du traitement des agonistes des opiacés.

Le Liban a mis en place son Observatoire national des drogues et des addictions et a adopté un amendement à la loi sur les drogues. Des amendements ont été apportés au projet de loi sur les drogues en Tunisie concernant les peines alternatives pour les personnes qui consomment des drogues pour la première fois.

2019

L'Espagne a officiellement adhéré à MedNET et a rejoint le comité MedSPAD. Le secrétariat de MedNET a participé en tant qu'observateur à la réunion du comité consultatif de l'EU4 Monitoring Drugs qui est financé par l'UE et qui est mis en œuvre par l'EMCDDA.

Un rapport régional MedSPAD a été produit en 2019, couvrant 13 pays. Le Liban et l'Égypte ont participé au séminaire conjoint Groupe Pompidou/CICAD sur les approches de prévention des addictions qui font la différence" en Islande, et au séminaire international "Réfugiés et drogues : estimer les besoins, soutenir les pratiques, prévenir les risques" en Grèce. Un atelier a été organisé en Jordanie par un expert marocain sur la prévention de la consommation de drogues chez les enfants et les jeunes.

Le Liban a réalisé une cartographie des services de traitement des troubles liés à la consommation de substances psychoactives, a élaboré des normes d'accréditation, a sensibilisé les procureurs et les agents chargés de l'application de la loi à l'utilisation des articles 193 et 194 de la loi sur les drogues, s'est engagé à sensibiliser les jeunes aux drogues dans les écoles et a coopéré avec l'UNICRI sur le rôle des familles dans la prévention de la consommation de drogues.

2019 continu....

Le Maroc a accueilli un séminaire sur les 10 ans de traitements par agonistes opioïdes au Maroc, a mis en place le Réseau Maroc Addicto Remad, a dispensé des cours d'addictologie, a participé à la 34e réunion annuelle des European Airport and General Aviation Drug Enforcement Services en France, ainsi qu'au séminaire international sur "Les réfugiés et les drogues : évaluation des besoins, soutien des pratiques, prévention des risques", en Grèce (y compris la Palestine et l'Algérie).

L'Algérie a participé à un séminaire de formation d'une journée pour les psychologues et à la réunion annuelle du réseau international de contrôle des précurseurs du Groupe Pomicidou.

2020

La publication "Droits de l'homme et personnes qui utilisent des drogues dans la région méditerranéenne : situation actuelle dans 17 pays MedNET " a été diffusée. MedNET a soutenu le projet UNICRI sur les besoins des familles pour prévenir la consommation de drogues chez les jeunes.

En 2020, le Secrétariat général de la santé mentale et du traitement de la toxicomanie (GSMHAT) en Égypte a publié un article sur le plan pour le SUD dans la pandémie de COVID-19.

L'Égypte a poursuivi le projet de développement d'un modèle communautaire de soins pour les addictions, MedSPAD 2020, a participé au module I de formation des cadres en Norvège et a prolongé la phase de formation et de renforcement des capacités pour le développement de services spécialisés dans les addictions pour les femmes enceintes.

En Jordanie et en Palestine, les ateliers de formation et les visites d'étude ont été reportés. Le Liban a reporté l'enquête MedSPAD III en raison du COVID-19. La Jordanie, la Tunisie, la Palestine et le Maroc ont participé aux réunions AIRPORTS et AVIATION GÉNÉRALE. Le Maroc a publié le Guide national et le module d'apprentissage en ligne pour le renforcement des capacités des sociétés civiles en matière d'interventions de prévention sur les substances psychoactives adaptées au contexte marocain, et a lancé MedSPAD IV.

2021

En 2021, en raison de la pandémie de COVID-19, une seule réunion du comité directeur de MedNET, au lieu de deux, a eu lieu. Le comité MedSPAD a adopté de nouvelles directives et règles pour le partage des données.

Le projet MedSPAD-ESPAD Bridge sur l'utilisation des données dans la prévention a été lancé et doit être mis en œuvre par le CNR. Le Maroc conduira MedSPAD IV. **La Palestine a participé pour la première fois en 2021 au comité MedSPAD.**

La série 2021 de formations sur l'entretien motivationnel a été suivie par 12 psychiatres tunisiens et 4 groupes de 48 personnels médicaux algériens (psychiatres et psychologues) à Paris.

Chypre a accueilli une visite d'étude en ligne sur la date des services d'urgence et de soins intermédiaires pour une délégation égyptienne. L'Égypte a développé un modèle de soins communautaires pour les addictions, un modèle de soins spécifique pour les mineurs souffrant de problèmes d'addiction dans les établissements correctionnels et un modèle de soins pour les patients à double diagnostic. L'Italie accueillera une visite d'étude en ligne sur le double diagnostic pour une délégation égyptienne à l'automne 2021.

L'atelier de formation et la visite d'étude jordanienne sur la prévention ont été reportés à 2022 en raison de la pandémie. La mise en œuvre de la loi sur les drogues au Liban a été centrée sur la fourniture d'affiches dans les centres de détention afin de souligner le rôle des forces de l'ordre dans le respect et la promotion des droits des personnes en état d'arrestation, en particulier dans les situations où elles en ont le plus besoin.

Les activités au Liban comprennent le lancement de "Paving the way for evidence Informed Policies, needs of women with substance use disorders", une formation diplômante en addictologie et le "Beirut en route".

Le Maroc a développé des cours d'addictologie à Casablanca, Rabat et Marrakech ; le guide national et le module d'apprentissage en ligne pour le renforcement des capacités des sociétés civiles dans les interventions de prévention de la consommation de substances psychoactives, adaptés au contexte marocain.

La Palestine et la Tunisie ont participé à une réunion du groupe Aéroport.

Figure 2 : Calendrier 1999-2021

Domaines thématiques et réalisations au cours de la période 1999-2021 ²²

Le Groupe Pompidou a lancé ses activités dans la région méditerranéenne à Malte en 1999 avec une conférence sur "La coopération dans la région méditerranéenne en matière de consommation de drogues". Suite à cette conférence, l'ampleur du problème des drogues a été étudiée pour la première fois dans la région grâce à des enquêtes menées en Algérie, au Maroc et au Liban dans le cadre de MedSPAD. Ce projet, qui est une adaptation des enquêtes scolaires ESPAD ²³ menées en Europe, permet d'avoir un aperçu de la consommation de drogues et des attitudes envers les drogues dans la région méditerranéenne.

En 2006, à l'initiative de la France et des Pays-Bas, MedNET a été mis en place avec la participation de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie et avec l'implication du Groupe Pompidou dans la coordination et la gestion du réseau. Le réseau a été mis en place initialement pour un an. Une évaluation réalisée à la fin de cette période a mis en évidence la flexibilité de son fonctionnement et le réseau est actif depuis lors.

Le réseau s'est régulièrement étendu. Le Liban, l'Italie et le Portugal l'ont rejoint en 2007, la Tunisie en 2009, la Jordanie, l'Égypte et Chypre en 2010, la Grèce en 2011 et la Turquie en 2016. En 2015, l'Autorité nationale palestinienne a participé aux activités du réseau. Certains pays non membres de MedNET contribuent également à ses activités : Belgique, Croatie, République tchèque, Irlande, Norvège, Suisse et Royaume-Uni. La Croatie a rejoint MedNET en 2017 et a intégré en 2018 le comité MedSPAD. La Suisse a rejoint MedNET en 2018 et a participé aux réunions du comité directeur de MedNET. L'Espagne a ensuite officiellement adhéré à MedNET et rejoint le comité MedSPAD.

En 2020 et 2021, en raison de la pandémie de COVID-19, une seule réunion du comité directeur de MedNET, au lieu de deux, a été organisée. Le comité MedSPAD a tenu sa réunion en ligne le 21 avril 2020 et a adopté de nouvelles directives et règles pour le partage des données. La Palestine a participé pour la première fois en 2021 au comité MedSPAD. En 2021, la réunion du comité directeur de MedNET, initialement prévue les 16 et 17 novembre à Tunis, a été reportée à février 2022.

MedSPAD

La consommation de drogues chez les adolescents en Méditerranée est enregistrée par le MedSPAD. De 2000 à 2006, l'Algérie, le Maroc, la France et des consultants des Pays-Bas et de Malte ont développé la méthodologie MedSPAD. Le lancement officiel de MedSPAD a eu lieu à Rabat en 2003 et a été facilité par le ministre marocain de la santé. La validité et la fiabilité des enquêtes scolaires basées sur la méthodologie européenne ESPAD ont été démontrées et les premières enquêtes scolaires MedSPAD ont été menées en 2005 à Rabat, au Maroc et à Alger, en Algérie, indiquant la faisabilité de telles activités dans les pays du sud de la Méditerranée et l'échange d'informations.

Les lignes directrices MedSPAD ont été développées progressivement depuis leur première publication en 2011 et ont été entièrement révisées en 2021 en vue de parvenir à une méthodologie commune et de produire le rapport régional des enquêtes scolaires MedSPAD sur la base d'une base de données contenant des données propres et prêtes à être analysées.

Les enquêtes MedSPAD ont été menées au Liban en 2008, au Maroc en 2009, 2013 et 2017 et en 2021 en Tunisie en 2013, 2017 et 2021, et en Algérie et en Égypte en 2016 et

²² Veuillez noter que cette section contient une citation directe du rapport ci-dessus.

²³ Projet d'enquête en milieu scolaire européen sur l'alcool et les autres drogues

2020, démontrant l'importance de cet instrument pour enregistrer la consommation de drogues des jeunes à l'école et leurs attitudes envers la consommation de drogues.

Le comité MedSPAD a publié en 2015 un premier rapport sur la prévalence de la consommation d'alcool, de tabac et de drogues chez les adolescents. Il s'agissait d'une première étape et d'une première tentative de présenter des données provenant d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Le rapport présentait les données de neuf pays : Chypre, France, Grèce, Italie, Liban, Maroc, Malte, Portugal et Tunisie.

Le rapport MedSPAD 2017 : Prévalence de la consommation d'alcool, de tabac et des drogues chez les adolescents dans la région méditerranéenne était le deuxième rapport sur la prévalence de la consommation d'alcool, de tabac et de drogues. Douze pays ont fourni des estimations de prévalence et les intervalles de confiance respectifs pour la consommation d'alcool, de tabac, de cannabis et de médicaments avec et sans prescription médicale. Six de ces pays, Chypre, la Grèce, la France, l'Italie, Malte et le Portugal, bordent la rive nord de la Méditerranée, tandis que les six autres pays, à savoir l'Algérie, l'Égypte, Israël, le Liban, le Maroc et la Tunisie, bordent la rive sud de la Méditerranée. Israël participe au projet MedSPAD alors que ce pays n'a pas adhéré à MedNET.

Le rapport régional MedSPAD 2019 a donné un aperçu de la disponibilité perçue, de l'apparition précoce, de la prévalence de la consommation de substances chez les adolescents et de son contexte socioéconomique et politique dans la région méditerranéenne et couvre 13 pays. Treize pays ont fourni les données brutes de leurs enquêtes nationales : Algérie, Croatie, Chypre, Égypte, France, Grèce, Israël, Italie, Malte, Maroc, Portugal, Espagne et Tunisie.

En 2020, le Liban a reporté l'enquête MedSPAD III en raison du COVID-19 qui a été réalisée en 2021.

En 2021, la Palestine a rejoint le projet MedSPAD.

Le projet MedSPAD-ESPAD Bridge sur l'utilisation des données dans la prévention a été lancé en 2021 et doit être mis en œuvre par le Conseil national de la recherche d'Italie (italien : Consiglio Nazionale delle Ricerche, CNR). Le projet vise à étudier et à évaluer l'utilisation des données des enquêtes scolaires (ESPAD et MedSPAD principalement et d'autres enquêtes scolaires si possible) dans les régions européennes et méditerranéennes, et à rédiger un rapport en 2022 sur l'utilisation réelle et potentielle des enquêtes scolaires dans la planification et l'évaluation des politiques et de la prévention.

Observatoires nationaux des drogues

L'objectif de MedNET a été défini comme étant de promouvoir la coopération et un transfert de connaissances dans les deux sens entre les pays européens et méditerranéens (échanges Nord-Sud et Sud-Nord) ainsi qu'au sein de la région méditerranéenne (Sud-Sud). L'objectif ultime est de développer et de mettre en œuvre des politiques cohérentes et équilibrées en matière de drogues, qui respectent les droits de l'homme et traitent des questions d'égalité des sexes, sur la base des données recueillies par les observatoires nationaux.

Lors d'une conférence de haut niveau en 2009, les pays MedNET se sont engagés à mettre en place des observatoires/centres de ressources nationaux sur les drogues et les addictions en collaboration avec l'EMCDDA. Afin d'établir des politiques fondées sur des preuves scientifiques, un séminaire régional a été organisé à Rabat en 2010. Par la suite,

les pays MedNET ont commencé le travail de mise en place d'observatoires nationaux sur les drogues et les addictions.

Le premier observatoire national sur les drogues et les addictions a été mis en place en 2011 au Maroc. La même année, le Maroc est également devenu le premier pays non membre du Conseil de l'Europe à rejoindre le Groupe Pompidou.

En 2014, l'Égypte a créé son observatoire national des drogues. En 2015, MedNET a organisé des tables rondes en Égypte et en Tunisie pour soutenir l'échange d'expériences et le travail de développement dans d'autres pays MedNET pour la mise en place d'observatoires nationaux des drogues. L'Observatoire marocain des drogues et des addictions a publié son premier rapport en 2015 et le second en 2017.

La Jordanie a introduit une méthodologie pour collecter les données sur la demande de traitement en 2012, qui est devenue opérationnelle en 2016. L'une des missions de l'Office National de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie en Algérie, est de collecter et d'analyser les données et des formations ont été dispensées au fil des années pour développer davantage sa capacité à le faire. En particulier, en 2016, l'Algérie a encore amélioré son expertise en participant à des séminaires de formation sur la collecte et l'analyse des données, la communication et l'utilisation de la recherche pour concevoir des politiques. Au Liban, en 2016, l'observatoire national sur les drogues et les addictions a été soutenu par l'EMCDDA, afin de développer une carte d'information basée sur des bases de données distinctes liées aux drogues. Le développement de ces activités a favorisé la recherche, soit en lançant la collecte de données dans certains pays, soit en consolidant la collecte, la collation et les analyses de données. Les résultats ont fourni aux décideurs politiques les données et les analyses de rapports nécessaires, permettant la prise de décision pour développer des politiques de drogues plus efficaces.

L'Observatoire égyptien des drogues et des addictions a développé un système de collecte de données sur les traitements et a publié son premier rapport en 2018. Le Liban a mis en place son Observatoire national des drogues et des addictions en 2017 et a publié son premier rapport en 2018. L'IDT ²⁴ est également disponible en arabe.

Plusieurs projets sont menés par la Tunisie sur la période 2019-2021 ; Centre de jour pour les femmes consommatrices de drogues, sensibilisation à la prévention des pairs (étudiants, élèves) par l'utilisation des nouvelles technologies et l'analyse des eaux utilisées. En 2019, l'Égypte a poursuivi le projet de formation et de renforcement des capacités des infirmières spécialisées dans les addictions, le développement d'un modèle de formation parentale pour les parents souffrant de troubles liés à la consommation de substances et a participé, avec la Jordanie et le Liban, au séminaire conjoint Groupe Pompidou/CICAD²⁵ sur les approches de prévention des addictions qui font la différence" en Islande, et au séminaire international sur "Les réfugiés et les drogues : estimer les besoins, soutenir les pratiques, prévenir les risques" en Grèce. En 2019, le Liban a réalisé une cartographie des services pour les troubles liés à la consommation de substances : prévention, traitement, réhabilitation, réduction des risques, réinsertion sociale.

En 2020, la publication "Droits de l'homme et personnes qui consomment des drogues dans la région méditerranéenne : situation actuelle dans 17 pays MedNET" a été diffusée. En 2020, le Secrétariat général de la santé mentale et du traitement des addictions en Égypte a publié un article sur le plan de lutte contre les MST dans le cadre de la

²⁴ Indicateur de la demande de traitement

²⁵ Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues

pandémie de COVID-19. La Tunisie a réalisé une analyse des eaux usées pour déterminer le niveau de consommation de drogues illicites.

Politique et stratégies nationales en matière de drogue

La législation sur les drogues évolue et les stratégies nationales de lutte contre les drogues prennent de l'ampleur. L'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre les drogues repose juridiquement sur trois conventions des Nations unies : la convention unique sur les stupéfiants de 1961, modifiée par le protocole de 1972 ; la convention sur les substances psychotropes de 1971 ; et la convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988. Une stratégie nationale représente les domaines transversaux de la politique publique et de la prestation de services qui rassemblent les départements, les agences et les secteurs communautaires et bénévoles pour fournir une réponse collective à la lutte contre le problème des drogues. Elle optimise les ressources existantes, hiérarchise les besoins et définit des lignes d'intervention claires.

Les activités de MedNET visent à améliorer la santé publique et la mise en œuvre des politiques en matière de drogues dans la région tout en respectant les droits de l'homme et les besoins exprimés par les pays. L'action contribue à renforcer le processus politique et démocratique dans la région en promouvant le droit à la santé des personnes qui consomment des drogues et en soutenant les réformes législatives nécessaires.

MedNET a joué un rôle déterminant dans le soutien des activités régionales et nationales visant la prévention et le traitement des addictés. L'impact se concentre sur le renforcement des capacités, l'échange de connaissances, l'établissement de centres de traitement orientés des personnes qui consomment des drogues, la fourniture de TAO au Maroc, au Liban et en Algérie et la prévention du VIH/SIDA^{26 27} parmi les utilisateurs de drogues injectables ; et l'intégration croissante de la dimension de genre dans l'opérationnalisation de la politique et des systèmes de traitement des drogues. Des activités de prévention ciblées sont mises en œuvre.

Les pays MedNET ont façonné leurs systèmes nationaux de prévention des addictions sur la base de preuves scientifiques. Des systèmes nationaux de prévention des addictés sont désormais en place, avec des programmes de prévention axés sur la santé et fondés sur des données scientifiques.

En 2006, l'Algérie a accueilli le premier séminaire international MedNET sur le rôle de la recherche dans la conception des politiques en matière de drogues. Le Liban et le Maroc ont été les premiers pays à introduire le traitement de substitution aux opiacés, respectivement en 2009 et 2011. En 2012, l'Italie a organisé une conférence sur la promotion des stratégies et des plans d'action nationaux en matière de drogues dans la région méditerranéenne, avec la participation des pays MedNET. Suite à cette initiative, des tables rondes sur le rôle et les fonctions d'un observatoire national des drogues et l'articulation entre les structures nationales pour concevoir et mettre en œuvre une politique nationale en matière de drogues ont été organisées en 2013 et 2015 au Maroc, en Tunisie et en Égypte. Ces tables rondes ont répondu aux besoins et à la demande de ces pays et ont été animées par des experts de Grèce, d'Italie, de Malte et du Portugal. En parallèle, en 2014, des profils de pays sur la " situation et la politique en matière de

²⁶ Virus de l'immunodéficience humaine

²⁷ Syndrome d'immunodéficience acquise

drogues " pour l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie, ont été rédigés en collaboration avec les correspondants MedNET.

En 2016, l'Algérie a annoncé l'introduction des TSO²⁸ dans son système de santé. Une stratégie nationale de consommation de substances a été lancée au Liban en 2016, avec le soutien du Groupe Pompidou pour son élaboration et sa mise en œuvre en 2017. La Tunisie a commencé à rédiger une stratégie nationale en matière de drogues dont les principales orientations ont été discutées pour la première fois en 2012 lors d'une conférence de consultation nationale avec la participation du Secrétariat du Groupe Pompidou ainsi que de représentants de la France, de l'Italie et du Portugal, qui a eu lieu juste après la révolution. En 2017, l'Algérie a élaboré sa troisième stratégie en matière de drogues.

Les pays MedNET ont participé à un séminaire à Rome en 2017 sur le thème 'Femmes et drogues : de la politique aux bonnes pratiques'. En 2017, l'Égypte a poursuivi le développement de son Observatoire national des drogues et de ses services tenant compte du genre pour les femmes qui consomment des drogues, a développé des services de prise en charge des addictions pour les adolescents et les femmes enceintes qui consomment des drogues, la poursuite des services de traitement des addictions pour les patients séropositifs. "

Le Liban a lancé sa stratégie nationale de lutte contre les addictions, avec le soutien du Groupe Pompidou pour son élaboration et sa mise en œuvre en 2017, et a adopté un amendement à la loi sur les drogues. Des amendements ont également été apportés au projet de loi sur les drogues en Tunisie en 2017 concernant les peines alternatives pour les personnes consommant des drogues pour la première fois. En 2018, le Liban a participé, avec la Tunisie, au groupe de travail pour les principes directeurs sur l'OST .

En 2020, l'Égypte a poursuivi l'élaboration d'un modèle de soins communautaires pour le projet prise en charge des addictions ; et a prolongé la phase de formation et de renforcement des capacités pour le développement de services spécialisés en matière d'addictions pour les femmes enceintes. La Tunisie a mené un projet sur la prévention et la gestion des addictions chez les adolescents.

La mise en œuvre de la loi sur les drogues au Liban en 2021 était axée sur la fourniture d'affiches dans les centres de détention afin de souligner le rôle des forces de l'ordre dans le respect et la promotion des droits des personnes en état d'arrestation, en particulier dans les situations où elles en ont le plus besoin. Un livret de prévention a été publié en 2021 pour aider les survivants de l'explosion de Beyrouth.

Application de la loi et réduction de l'offre

La coopération dans le domaine de la répression et de la réduction de l'offre se développe et s'intensifie. Les pays MedNET participent progressivement aux activités de répression du Groupe Pompidou, comme le réseau des précurseurs et le groupe des aéroports. Une politique équilibrée en matière de drogues inclut à la fois les perspectives de réduction de la demande et de l'offre.

Des séminaires régionaux en Algérie et au Liban sur les drogues de synthèse et les précurseurs de drogues ont eu lieu dès 2008. Dans le cadre de la promotion d'une politique globale et équilibrée en matière de drogues, des activités de répression sont menées dans la région par le biais d'activités spécifiques par pays en réponse aux demandes des pays concernés et de séminaires régionaux : au Liban en 2010, sur les

²⁸ Traitement de substitution aux opiacés

drogues de synthèse, les précurseurs et les indicateurs d'approvisionnement, et à Strasbourg en 2012, sur la lutte contre le trafic de drogues dans les aéroports.

Depuis 2014, les pays MedNET font partie du Groupe Aéroports du Groupe Pompidou et depuis 2015, ils participent également au réseau des précurseurs, rejoignant ainsi les activités de répression du Groupe Pompidou. Les pays MedNET ont également participé au symposium du Groupe Pompidou sur les nouvelles substances psychoactives, accueilli par l'Italie en 2016.

Plusieurs pays ont participé à la réunion 2017 de l'aviation générale à Madrid et au séminaire des aéroports du Groupe Pompidou en France (Jordanie, Liban, Tunisie).

En 2018, la Jordanie, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc ont participé au Groupe de travail du Groupe Pompidou sur la cybercriminalité liée aux drogues, ainsi qu'à la réunion du Groupe aéroportuaire en France.

En 2018, la Tunisie a participé au réseau des précurseurs.

En 2019, le Liban a sensibilisé les procureurs et les agents chargés de l'application de la loi à l'utilisation des articles 193 et 194 de la loi sur les drogues. En 2019, le Maroc a participé à la 34^e réunion annuelle des services européens de lutte contre les drogues dans les aéroports et l'aviation générale en France. L'Algérie a participé à la réunion annuelle du Réseau international de contrôle des précurseurs du Groupe Pompidou. En 2020, la Jordanie, la Tunisie, la Palestine et le Maroc ont participé aux réunions des aéroports et de l'aviation générale. En 2021, la Palestine et la Tunisie ont participé à une réunion du groupe des aéroports ; et l'Algérie ; et la Palestine et la Tunisie ont participé à une réunion de l'aviation générale.

Formation et éducation

Le renforcement des capacités est en constante expansion. Des spécialistes sont formés, par le biais de cours de niveau universitaire sur les dépendances créés au Maroc et en Tunisie, et de séminaires de formation en Algérie, ce qui permet d'augmenter le nombre de personnes qualifiées travaillant dans les centres de traitement et, par conséquent, d'améliorer la qualité des services fournis.

Le Maroc a lancé des cours universitaires en addictologie en 2009 dans les facultés de médecine de Casablanca et de Rabat. Ces cours ont été dispensés régulièrement et, en conséquence, le nombre de personnes formées pour travailler dans les centres de traitement à travers le Maroc a augmenté, ainsi que la qualité de la prestation de services. En 2013, la Tunisie a lancé un cours d'addictologie, après une phase pilote.

La formation et l'acquisition d'expertise dans le domaine ont également été réalisées dans le cadre d'autres activités MedNET grâce à l'apport professionnel des pays membres du Groupe Pompidou en dehors de MedNET. Des visites d'étude ont en effet été organisées dans des pays membres actuels ou anciens du Groupe Pompidou tels que la Belgique, Chypre, la République tchèque (en ligne), l'Irlande, la France, la Norvège, Malte, le Portugal, la Suisse et le Royaume-Uni. Des experts indépendants d'autres pays membres actuels ou anciens du Groupe Pompidou, comme la Croatie, l'Irlande, la Norvège, la Suisse et les Pays-Bas, ont également participé à des séminaires régionaux.

En 2017, l'Égypte a créé un conseil national d'accréditation et de certification des conseillers en addiction. Elle a publié son Conseil d'accréditation et de certification de formation pour les conseillers en addictologie Rapport final PHASE II, et a entrepris une

visite d'étude à Chypre sur l'EDPQS²⁹ . En 2017, le Maroc a accueilli des cours d'addictologie à Casablanca et Rabat et des ateliers de réhabilitation et de jeu. Plusieurs pays ont participé au séminaire " Femmes et drogues : des politiques aux bonnes pratiques "(Palestine, Maroc et Algérie). La Tunisie a accueilli plusieurs séminaires sur la réduction des risques, les addictions et les choix politiques, les thérapies cognitivo-comportementales dans la dépendance au cannabis, le premier congrès national d'addictologie et le diplôme universitaire d'addictologie. L'Algérie a accueilli un séminaire sur les femmes et les drogues ; 'Soutien au personnel travaillant dans les centres de TSO'. Plusieurs pays MedNET ont participé à la 12ème réunion du réseau EXASS³⁰ sur les réfugiés et les drogues : 'Estimation des besoins, pratiques de soutien, prévention des risques" en Grèce (Jordanie, Liban, Algérie).

En 2017, les pays MedNET ont contribué aux lignes directrices sur les TAO (Liban, Algérie) avec des experts du Canada, d'Israël, d'Italie, de Pologne, d'Espagne, du Royaume-Uni, d'Algérie, de Belgique, de France, de Grèce, du Liban, de Lituanie, du Maroc, du Portugal, de Slovénie, de Suisse, de Tunisie et de Turquie, ainsi que des représentants de l'EMCDDA et de l'OMS³¹.

L'Autorité nationale chypriote sur les addictions, nouvellement créée en 2018 a adopté la nouvelle approche holistique dans la prévention et le traitement des addictions, y compris la dépendance aux jeux d'argent a organisé deux visites d'étude sur l'EDPQS. L'Égypte a mené une formation et une accréditation pour les conseillers en addictologie et les infirmières travaillant dans le traitement des addictions. Le Maroc a réalisé des cours d'addictologie à Casablanca et Rabat 2018-2019 et a organisé le congrès de l'Association marocaine d'addictologie. En 2018, la Tunisie et l'Algérie ont effectué une visite de formation à la formation EDPQS à Chypre. La Palestine a effectué une visite de terrain sur l'évaluation du programme TAO pour les autorités palestiniennes à Ramallah.

Des Séminaires internationaux pour les professionnels travaillant dans différents domaines des États membres du Conseil de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et d'autres organisations européennes et internationales, le projet Drug Related Challenges for Migrants, Refugees and IDPS³² ont été inclus dans le programme de travail 2019-2022 du Groupe Pompidou. Des séminaires de renforcement des capacités et des réseaux de soutien en matière d'addictions (professionnels de la santé et du social) des services de migration/asile, des forces de l'ordre et de la société civile travaillant avec les migrants/réfugiés ont été mis en œuvre.

Plusieurs projets sont menés par la Tunisie sur la période 2019-2021 ; Diplôme d'addictologie délivré par les Facultés de médecine de Tunis, Monastir, et Sfax et Formation sur l'entretien motivationnel et la prévention des addictions chez les adolescents pratiquant des activités sportives. En 2019, la Jordanie a effectué une visite d'étude au Maroc sur la prévention de la consommation de drogues chez les enfants et les jeunes, et a participé à un atelier de formation.

En 2019, le Liban a élaboré des normes d'accréditation : programmes résidentiels de réadaptation en matière d'addictions et une plateforme en ligne de collecte de données sur les addictions. Le Maroc a accueilli un séminaire sur les 10 ans des traitements agonistes opioïdes au Maroc, a créé le Réseau Maroc Addicto Remad, a assuré des cours

²⁹ Normes de qualité européennes en matière de prévention des drogues

³⁰ EXASS Net est un réseau européen de partenariats entre les parties prenantes en première ligne de la lutte contre la drogue, qui fournit une expérience et une assistance pour la coopération intersectorielle.

³¹ Organisation mondiale de la santé

³² Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

d'addictologie à Casablanca et Rabat 2019-2020, a lancé le diplôme universitaire d'addictologie à Marrakech pour 15 étudiants en 2019-2020. Le Maroc, la Palestine et l'Algérie ont participé au Séminaire international " Réfugiés et drogues : évaluation des besoins, soutien aux pratiques, prévention des risques " en Grèce. La Palestine a effectué une visite d'étude pour une équipe médicale au Liban. L'Algérie a participé à un séminaire de formation d'une journée pour les psychologues.

En 2020, le projet Drug Related Challenges for Migrants, Refugees and IDPS a développé une plateforme internet pour les professionnels. L'Egypte a participé au module I de la formation des cadres en Norvège. En Jordanie et en Palestine, les ateliers de formation et les visites d'étude ont été reportés. Le Maroc a publié le Guide national et le module e-learning pour le renforcement des capacités des sociétés civiles dans les interventions de prévention sur les substances psychoactives adaptées au contexte marocain. La Tunisie a organisé une formation en addictologie pour les formateurs et le personnel médical à l'Université de Sfax, a développé le diplôme universitaire en addictologie par la Faculté de médecine.

En 2021, une série de formations en ligne sur l'entretien motivationnel a été suivie par douze psychiatres tunisiens et quatre groupes de 48 membres du personnel médical algérien (psychiatres et psychologues) à Paris. Chypre a accueilli une visite d'étude en ligne sur les services de soins d'urgence et intermédiaires pour une délégation égyptienne. L'Italie a accueilli une visite d'étude en ligne sur le double diagnostic pour une délégation égyptienne à l'automne 2021. L'atelier de formation et la visite d'étude jordanienne sur la prévention ont été reportés à 2022 en raison de la pandémie de COVID-19. Le Liban a mené des activités en lançant "Paving the way for evidence Informed Policies, needs of women with substance use disorders" et "Beirut en route" et a développé une formation diplômante en addictologie à Beyrouth.

En 2021, le Maroc a poursuivi son travail de développement de cours d'addictologie à Casablanca, Rabat et Marrakech ; a créé un guide national et un module d'apprentissage en ligne pour le renforcement des capacités des sociétés civiles en matière d'interventions de prévention de la consommation de substances psychoactives adaptées au contexte marocain, poursuivi le développement du " Réseau Maroc Addicto Remad ", premier réseau de praticiens travaillant dans le domaine des addictions. Dans le cadre des diplômes d'addictologie, les cursus de Tunis, Rabat, Casablanca et Marrakech ont inclus un nouveau module consacré à la prévention, au traitement et à la prise en charge des femmes consommatrices de drogues. Les nouveaux cursus qui seront lancés en 2021 à Sfax, Monastir et Beyrouth comprendront également un tel module.

Coopération avec la société civile et les organisations internationales au niveau national et régional

Depuis 2009, l'EMCDDA participe à toutes les activités de MedNET impliquant la création de centres nationaux de ressources et de surveillance des drogues et des addictions et assiste aux réunions du comité directeur de MedNET en tant qu'observateur. Le secrétariat de MedNET participe en tant qu'observateur aux réunions du comité consultatif du projet EU4 Monitoring Drugs³³, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'EMCDDA. L'objectif de ce projet est de faire le lien entre les problèmes liés aux drogues, les questions de sécurité et les menaces sanitaires dans l'Union européenne et les pays voisins. Le projet couvre quinze pays potentiels de la PEV³⁴ avec un budget de 3 millions

33

³⁴ Politique européenne de voisinage

d'euros sur 3 ans (2019-2021). La moitié des pays potentiels sont également des pays du Sud qui appartiennent au réseau MedNET.

MedNET a développé des activités en partenariat avec d'autres organisations européennes et internationales, à savoir l'EMCDDA et l'UNICRI³⁵, notamment dans le domaine du genre avec la participation au projet Drugs and Alcohol Women Network. MedNET participe au projet de l'UNICRI sur le rôle des familles dans la prévention de la consommation de drogues et dans la construction de parcours de résilience et de réhabilitation chez les jeunes. MedNET a soutenu le projet UNICRI sur les besoins des familles pour prévenir la consommation de drogues chez les jeunes. Le projet visait à identifier et à explorer les aspects prioritaires pour soutenir et consolider le rôle protecteur de la famille dans la prévention de la consommation de drogues chez les jeunes. Le projet pilote, basé sur une approche spécifique au contexte, a inclus des activités de recherche dans trois pays (Italie, Liban et Tunisie) impliquant des familles, des institutions gouvernementales, des organisations de la société civile, des experts nationaux et d'autres acteurs clés travaillant actuellement dans le domaine de la prévention et du traitement.

MedNET coopère avec la Commission européenne par l'intermédiaire du Conseil de l'Europe dans le cadre du programme Sud I à IV : coopération Conseil de l'Europe/Commission européenne, et avec l'UNICRI. La Commission européenne participe aux réunions annuelles du comité de MedNET depuis 2015.

La coopération avec l'OMS a commencé avec la réunion MedNET de novembre 2020, lorsque l'OMS a été invitée à participer en tant qu'observateur. La société civile joue également un rôle actif dans la région méditerranéenne et participe aux activités nationales et régionales de MedNET. En 2010, la Jordanie a organisé un séminaire régional sur la collecte de données et le Maroc a organisé un séminaire régional sur la mise en place d'observatoires nationaux. En 2012, le Liban a organisé un séminaire régional, en coopération avec l'OICS ³⁶et l'Organisation mondiale des douanes, sur le trafic dans les aéroports.

Entre 2009 et 2011, MedNET a coopéré avec MENAHRA³⁷, une organisation non gouvernementale régionale à but non lucratif, active dans les initiatives de renforcement des capacités de la société civile. Leur centre de connaissances sous-régional pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie a ainsi reçu un financement de MedNET pour la mise en place d'activités de formation sur la défense des besoins des injecteurs de drogues auprès des ONG.

En 2019, le Liban et la Tunisie soutenus par MedNET se sont engagés à connecter les jeunes pour la sensibilisation aux drogues dans les écoles et ont coopéré avec l'UNICRI sur le rôle des familles dans la prévention de la consommation de drogues et dans la construction de voies de résilience et de réhabilitation chez les jeunes.

Voir le [tableau 1 des activités clés des pays MedNET Sud](#) au verso.

³⁵ Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice

³⁶ Organe international de contrôle des stupéfiants

³⁷ Association pour la réduction des risques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Tableau 1 : Principales activités des pays du réseau MedNET Sud depuis sa création

	Algérie	Égypte	Jordan	Liban	Maroc	Tunisie	Pales tine
1999	La coopération avec l'Algérie a débuté lors de la "Conférence sur la coopération dans la région méditerranéenne en matière de consommation de drogues : Mise en réseau dans la région méditerranéenne" en 1999 à Malte.				La coopération avec le Maroc a débuté lors de la "Conférence sur la coopération dans la région méditerranéenne en matière de consommation de drogues : Mise en réseau dans la région méditerranéenne" en 1999 à Malte.	La coopération avec la Tunisie a débuté lors de la "Conférence sur la coopération dans la région méditerranéenne en matière de consommation de drogues : Mise en réseau dans la région méditerranéenne" en 1999 à Malte.	
2005	Algérie Participation de l'Algérie à MedSPAD avec la réalisation d'une enquête à Alger en 2005.						
2006	<p>Première activité de coopération de l'Algérie dans le cadre de MedNET La conférence sur le rôle de la recherche dans l'élaboration des politiques en matière de drogues : interprétation, communication et utilisation des résultats, a été organisée à Alger en partenariat avec l'Office national algérien de lutte contre la drogue et la toxicomanie. Des expériences entre les deux côtés de la Méditerranée sur les enquêtes en milieu scolaire ont été échangées.</p> <p>Participation de l'Algérie en tant qu'observateur à la conférence ministérielle du Groupe Pompidou.</p> <p>Participation de l'Algérie à la conférence d'Amsterdam établissant le réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les addictions.</p>			<p>Participation à la conférence sur le rôle de la recherche dans l'élaboration des politiques en matière de drogues : interprétation, communication et utilisation des résultats, tenue à Alger, les 3 et 4 décembre.</p>	<p>Participation à la Conférence sur le développement des politiques de drogues à Alger avec une présentation de l'expérience de l'enquête MedSPAD à Rabat.</p> <p>Participation du Maroc en tant qu'observateur à la conférence ministérielle du Groupe Pompidou.</p> <p>Participation du Maroc à la conférence d'Amsterdam établissant le réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions.</p>	<p>Visite d'une délégation du Groupe Pompidou en Tunisie sur la faisabilité d'un réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les addictions (MedNET) : rencontre avec le Ministère de la Santé et le Bureau National des Narcotiques.</p> <p>Représentation de la Tunisie au séminaire international sur le rôle de la recherche dans le développement des politiques de lutte contre les addictions, à Alger.</p> <p>Participation du Maroc à la conférence d'Amsterdam établissant le réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions.</p>	
2007	Apport d'expertise pour la préparation de l'enquête populationnelle en Algérie : entre l'OFDT (Office Français des Drogues et des Toxicomanies), le CENEAP (Centre National d'Etudes et d'Analyses pour la Population et le Développement) ainsi que			<p>Participation à la formation théorique de l'OST, Rabat, Maroc.</p> <p>Participation à la formation pratique à l'OST, Paris-Bordeaux.</p> <p>Participation à la conférence nationale sur le rôle des associations dans la prévention des addictions Alger.</p>	<p>Formation théorique sur le traitement de substitution aux opiacés (TSO), Rabat.</p> <p>Formation pratique sur l'OST ,Paris-Bordeaux.</p> <p>Visite sur l'OST pour une délégation du Ministère de la Santé du Maroc en France.</p>	<p>Participation de la Tunisie à la conférence du Groupe Pompidou sur le rôle de la famille dans la prévention, à Porto.</p> <p>Participation de la Tunisie à la réunion MedNET à Casablanca.</p>	

	l'Office National de Lutte contre la Drogue et les Toxicomanies et divers experts européens. Visite d'une délégation algérienne en France pour visiter diverses organisations actives dans la lutte contre les addictions. Séminaire de formation théorique sur les traitements de substitution aux opiacés au Maroc en mars à Rabat avec la participation de représentants algériens. Conférence nationale sur le rôle du mouvement associatif dans la prévention du fléau des drogues et des addictions organisée par l'ONLDT avec la participation d'experts du Groupe Pomicidou. - Participation à la conférence du Groupe Pomicidou sur la famille et la prévention, Porto.			Participation à la conférence du Groupe Pomicidou sur l'implication des familles dans la prévention, Porto.	Journée de réflexion sur l'évaluation du programme pilote de l'OST au Maroc, Paris. Participation au séminaire international sur la valorisation des résultats des enquêtes scolaires en Afrique de l'Ouest, organisé par le bureau régional de l'ONUDC, Ouagadougou, Burkina Faso. Participation du Maroc à la conférence sur le rôle du mouvement associatif dans la prévention des addictions, Alger. Visite d'étude sur le traitement de substitution pour le Maroc aux Pays-Bas. Participation à la conférence du Groupe Pomicidou sur la famille et la prévention, Porto.	
2008	Quatre séminaires de formation sur la prise en charge des personnes qui consomment des drogues. Formation de 154 personnes au total en Algérie. Ces séminaires à Alger, Annaba et Oran s'inscrivent dans le cadre du plan d'action national de prise en charge des toxicomanes, qui prévoit la création de 15 centres de traitement de désintoxication et de 53 centres de soins intermédiaires pour toxicomanes. Des documents bilingues français/arabe peuvent être obtenus auprès de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie. Visite d'étude d'une délégation algérienne à Lisbonne. Séminaire sur la détection et la répression des drogues de synthèse, Alger.			Enquête MedSPAD. Réunion MedSPAD Liban, Paris. Séminaire régional de formation sur la lutte contre les addictions, Annaba. Séminaire régional de formation sur la lutte contre les addictions, Alger. Séminaire régional de formation sur la prise en charge des addictions, Oran. Réunion MedSPAD Liban et réunion MedSPAD Maroc, Paris. Séminaire sur la détection des drogues de synthèse, Alger. "Comment mieux traiter les addictions ? De nouveaux défis scientifiques et cliniques pour l'Europe", Paris. Participation d'experts au colloque sur les drogues et les différentes cultures, Paris.	Audience du Secrétariat du Groupe Pomicidou avec Mme Yasmina Baddou, Ministre de la Santé, à Rabat qui confirme son engagement au plan d'action du Royaume du Maroc dans le cadre de MedNET. Soutien de MedNET à un séminaire sur la réduction des risques organisé par Menahra (Harm Reduction Association for the Middle East and North Africa). Participation d'experts marocains à des conférences à Paris sur la sociologie et la médecine, décembre.	Participation de la Tunisie au réseau MedNET et au séminaire sur les drogues de synthèse à Alger.
2009	Formation à la gestion de projet pour les responsables associatifs. Quatre sessions de formation avec des formateurs français et algériens dans quatre régions d'Algérie (Alger, Batna, Mascara et Ghardaïa) ont permis de former 150 responsables associatifs. Participation à l'étude de faisabilité sur la création d'un observatoire méditerranéen des drogues et des addictions.	La coopération avec l'Égypte a débuté par une visite en octobre au Secrétaire général pour la santé mentale dans le cadre d'une étude de faisabilité menée dans quatre pays : Algérie, Liban, Maroc et Égypte sur la création d'un Observatoire Méditerranéen des Drogues et des addictions. Cette étude a démontré le souhait des pays de créer des observatoires nationaux.	La Jordanie a participé à la conférence MedNET de haut niveau à Strasbourg.	Analyse et communication des résultats de l'enquête MedSPAD Liban, Beyrouth. Projet "Connexions", intitulé "Joining the dots : criminal justice, treatment and harm reduction", Cracovie. Introduction au traitement de substitution aux opiacés avec trois ateliers de formation, des manuels et des directives.	Création d'un diplôme en addictologie dans les facultés de médecine de Casablanca et de Rabat. La contribution de MedNET aux activités de formation du centre de connaissances Arazzi. Réunion tripartite ONG, décideurs politiques, chercheurs, Rabat. Enquête nationale MedSPAD. Participation du Maroc à l'étude sur la création d'un Observatoire méditerranéen des drogues et des addictions.	Audience du Secrétariat du Groupe Pomicidou au Ministère de la Santé, Tunis. Lettre du Secrétaire d'Etat au Ministre de la Santé Publique indiquant le souhait de la Tunisie de rejoindre le réseau MedNET. Participation de la Tunisie à la conférence de haut niveau MedNET à Strasbourg.

	Participation à la conférence de haut niveau du réseau méditerranéen du Groupe Pomicidou.			Participation au séminaire sur l'application de la législation existante, Alger.	Participation à la conférence de haut niveau de MedNET.	
2010	Enquête nationale auprès de la population sur les attitudes et la consommation de drogues. Séminaire national d'information et de sensibilisation sur les précurseurs. Trois séminaires régionaux de formation des médecins et du personnel paramédical au traitement et au suivi des personnes qui consomment des drogues à Alger, Béchar et Ouargla. Trois séminaires sur l'application de la loi relative à la prévention à la répression de l'usage et du trafic illicites de drogues et de substances psychotropes à Alger et Ghardaïa.	Le séminaire régional du Caire sur les approches de traitement des addictions et le premier indicateur de demande de traitement a été le premier séminaire à se tenir en Egypte dans le cadre du MedNET. En collaboration avec le Secrétariat de la santé mentale en Egypte et le bureau régional de l'UNODC au Caire. Depuis lors, plusieurs projets ont été lancés en Egypte. Le projet 'Filling the Gap' : la loi relative à la prévention et de centres de traitement et de soins s'est inspiré d'un projet similaire mené au Liban. Il a commencé par une visite d'étude de procureurs, de juges et de psychiatres égyptiens travaillant dans le domaine des addictions effectuée au Royaume-Uni pour observer un système judiciaire et différentes modalités de traitement et de soins. Il s'est poursuivi par une évaluation nationale des besoins en matière de traitement et de soins des addictions et par la proposition d'amendements et de modifications de la loi de 1989 sur les addictions.	Participation de la Jordanie au séminaire régional du Caire sur le traitement de la dépendance. La Jordanie est devenue membre du MedNET en mai 2010 suite à une visite de terrain en Jordanie pour identifier les opportunités de coopération avec ce pays. La Jordanie a accueilli un séminaire régional sur la collecte de données. Participation au séminaire régional de Beyrouth sur les indicateurs d'approvisionnement, les drogues de synthèse et les précurseurs et au séminaire organisé au Maroc (novembre 2010) pour préparer les bases de la création d'observatoires/centres de ressources nationaux.	Une étude à l'échelle du pays évaluant les besoins des personnes qui consomment des drogues et des centres et institutions s'occupant des personnes qui consomment des drogues. Des tables rondes pour discuter de l'application de la législation entre les parties prenantes. Visite d'étude pour observer un système judiciaire performant et la procédure d'orientation vers un traitement et des soins au Royaume-Uni. Séminaire régional de formation sur les drogues de synthèse, les précurseurs et les indicateurs d'approvisionnement, Beyrouth, Liban. Participation à un séminaire régional pour préparer la mise en place d'observatoires nationaux, Maroc.	Réduction des risques liés au VIH et au VHC chez les personnes qui consomment des drogues; atelier de sensibilisation et de soutien aux ONG sur la prévention des risques chez les personnes qui consomment des drogues. Poursuite des cours d'addictologie (Rabat et Casablanca). Production de matériel de prévention pour les utilisateurs, leurs familles et la communauté. Séminaire régional pour préparer les bases de la création d'observatoires/centres de ressources nationaux sur les drogues 30 novembre - 2 décembre, Rabat.	Participation de la Tunisie au séminaire sur les approches de traitement des addictions et l'indicateur de demande de traitement initial, au Caire. Invitation de la Tunisie à la Conférence ministérielle du Groupe Pomicidou.
2011	Utilisation des résultats de l'enquête nationale sur la population pour la nouvelle stratégie nationale de prévention et de lutte contre les drogues et les addictions.	Ce projet visait à répondre aux besoins des personnes qui consomment des drogues et reconnaissait l'importance de comprendre la dépendance comme une question de soins de santé afin que les personnes dépendantes des drogues soient traitées comme telles. Le projet s'est poursuivi par une deuxième visite d'étude, cette fois en Italie, organisée par le département italien des politiques de drogues (présidence du Conseil des ministres). Visite de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies et participation de l'Égypte à la réunion Reïtox de l'EMCDDA.	La Jordanie a participé à une visite de terrain en France en juin sur les centres de traitement et de soins. Une formation de deux semaines en thérapie à l'Université de Malte pour quatre personnes : deux du centre de traitement du département anti-narcotiques et deux du centre national de réhabilitation des personnes handicapées. Afin d'optimiser la formation et le travail sur la collecte de données relatives à la demande de traitement, le directeur du Centre national de réadaptation des personnes handicapées a visité	Participation au séminaire sur la drogue dans les prisons en Europe du Sud-Est, à Skopje. Participation à la conférence 'Drugs, Alcohol, Women network', (DAD NET), Rome.	Le 1er juillet 2011, le Royaume du Maroc officialise son adhésion au Groupe Pomicidou. Poursuite de la formation en addictologie à Rabat et Casablanca. Diffusion de matériel de prévention aux usagers, à leurs familles et à la communauté. Fin de la phase pilote du traitement de substitution dans les trois centres de Rabat, Casablanca et Tanger.	Atelier de sensibilisation et de promotion d'une approche sanitaire de prévention des risques et des maladies, Tunis. Atelier financé par MedNET en collaboration avec Menahra ³⁸ et organisé par MANARA (soutenu par ATL MST/AIDS Tunis Chapter). Visite du Secrétaire exécutif du Groupe Pomicidou au Ministère de la Santé.

³⁸ Menahra est un projet de l'OMS, de l'IHRA (International Harm Reduction Association) et de la Fondation Drosos lancé en 2007 dans le but de créer un réseau de réduction des risques au Proche-Orient et en Afrique du Nord. En Afrique du Nord, le centre de connaissances se trouve au Maroc. Il couvre le Maroc, l'Algérie, la Libye et la Tunisie et propose des actions de réduction des risques. MedNET a financé certains de ces ateliers depuis 2008.

			l'observatoire national des drogues à Malte.				
2012	Participation de l'Algérie au symposium TDO à Genève sur le traitement de la dépendance aux opiacés. Participation de l'Algérie au séminaire sur les aéroports à Strasbourg	Deux représentants égyptiens ont participé au séminaire du Groupe Pompidou sur 'les drogues en prison en Europe du Sud-Est' à Skopje. Le projet 'tomber les lacunes' s'est terminé par une conférence visant à présenter les résultats de l'évaluation et à proposer des amendements aux lois. La loi révisée devait encore être approuvée par le Congrès après l'élection de l'Assemblée du peuple. Un nouveau projet a été lancé dans le but d'offrir des services sociaux et sanitaires axés sur le genre afin de mieux répondre aux besoins spécifiques des femmes toxicomanes.	Lancement d'un projet de collecte d'informations sur la demande de traitement afin de permettre à chaque centre de traitement et de soins de gérer plus efficacement ses opérations et de fournir des données sur les personnes en traitement à un moment donné. Participation au séminaire régional sur l'utilisation de la recherche sur les drogues dans les politiques de la région méditerranéenne, Rabat. Participation au séminaire régional sur les aéroports, Strasbourg.	Formation à la prévention dans le cadre de la stratégie nationale de prévention des addictions. Participation au séminaire régional MedNET sur l'utilisation de la recherche sur les drogues dans les politiques de la région méditerranéenne, Rabat. Participation à la conférence 2 nd DAD NET, Rome. Participation au "3 ^{ème} colloque international francophone sur le traitement de la dépendance aux opioïdes "Genève	Inclusion des traitements de substitution aux opiacés dans le programme national 2012. Traduction du matériel de prévention en berbère. Poursuite des cours d'addictologie et placement des personnes formées dans des centres de soins. Création du premier Observatoire national des drogues et des addictions.	Premier séminaire consultatif national sur la politique en matière de drogues, 17-18 mai. Introduction d'un cours post-doctoral en addictologie à la Faculté de Médecine de Tunis. Visite d'étude à l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies et à la Mission interministérielle sur les drogues et les addictions. Visite d'étude à Lisbonne portant sur le fonctionnement de l'Observatoire portugais des drogues et des addictions.	
2013	Année de transition, durant laquelle il n'y a pas eu d'activités en collaboration avec MedNET	Services tenant compte du genre pour les femmes qui consomment des drogues. Une visite d'étude / formation a été organisée à Malte. Ce projet a eu un impact significatif sur la sensibilisation et deux nouvelles unités dédiées au traitement et aux soins des femmes sont devenues opérationnelles. Participation à l'élaboration d'une politique et d'un plan d'action en matière de drogues. Une table ronde a été organisée au Caire.	Suivi du projet de collecte de données sur la demande de traitement : élaboration d'un premier formulaire de contact.	Mise en place d'un centre d'information et de conseil pour les jeunes dans une zone à haut risque. Programme d'apprentissage de la vie dans 11 écoles publiques et privées du quartier de Chiyah à Beyrouth.	Poursuite des cours d'addictologie à Casablanca et Rabat. Deuxième enquête MedSPAD.	Première enquête MedSPAD à Tunis. Poursuite du cours post-doctoral en addictologie. Visite d'étude à Chypre portant sur le fonctionnement de l'Observatoire des drogues et des addictions. Table ronde sur l'élaboration et la mise en œuvre de la politique en matière de drogues, Tunis, 16-17 avril. Visite d'étude au Maroc sur l'OST	
2014	Développement d'un profil pays sur l'Algérie Lancement de l'enquête MedSPAD et atelier à Paris	Mise en place d'un observatoire des drogues et des addictions. Visite d'étude en Norvège au SIRUS National Institute for Alcohol and Drug Research et début de la collecte des données.	Participation à l'atelier sur la lutte contre le trafic de drogue dans les aéroports, Strasbourg.	Poursuite de la mise en place d'un centre d'information et de conseil pour les jeunes dans une zone à haut risque. Poursuite du programme de préparation à la vie active dans 11 écoles publiques et privées du quartier de Chiyah à Beyrouth. Formation du personnel travaillant dans les locaux de la vie nocturne de Beyrouth en partenariat avec le Portugal. Participation à l'atelier MedNET sur la lutte contre le trafic de drogue dans les aéroports. Profil pays du Liban.	Soutien au fonctionnement de l'Observatoire marocain des drogues et des addictions. Cours d'addictologie à Casablanca et Rabat. Accueil d'une visite d'étude sur les centres à bas seuil. Participation à des activités régionales. Ateliers sur la lutte contre la traite dans les aéroports et participation à la réunion annuelle du groupe aéroportuaire du Groupe Pompidou avec 36 pays, Strasbourg, 18-20 juin 2014. Participation au comité régional MedSPAD. Participation au troisième symposium international "Jeu excessif", Neuchâtel, Suisse. Participation au quatrième colloque international francophone sur le traitement de l'addiction aux opioïdes, Bruxelles, Belgique, 18-19 décembre 2014.	Formation en médecine sur les addictions. Visite d'étude au Maroc sur les centres à bas seuil. Journée de prévention des addictions, 26 juin. Participation à l'atelier sur la lutte contre le trafic de drogue dans les aéroports, Strasbourg. Participation au comité MedSPAD. Contribution à la publication "Gender dimension of non-medical use of prescription drugs in Europe and the Mediterranean region".	

2015	<p>Visite d'étude sur la collecte et le traitement des données de Paris, Visite d'étude sur la mise en place d'un forum des associations à Paris, Participation à deux réunions du comité MedSPAD Paris, Séminaire régional sur les traitements de substitution aux opiacés, Alger, Visites d'étude sur les TSO au Maroc, en Belgique et au Liban, Participation au groupe aéroportuaire, Strasbourg, Participation au réseau "précurseurs", Prague, Participation au projet du Groupe Pompidou sur les recommandations sur la législation réglementant les TSO.</p>	<p>Développement d'un programme de formation pour les consultants en addiction et d'un système d'accréditation. Développement d'un projet sur les services d'addiction pour les adolescents avec une visite d'étude en Irlande. Développement de l'Observatoire national des drogues. Formation et renforcement des capacités en matière d'automatisation complète de collecte de données. Participation au comité MedSPAD. Pilote MedSPAD au Caire. Table ronde au Caire sur la "mise en place d'un observatoire national des drogues en Egypte". Participation au séminaire régional sur l'OST, Alger. Participation au réseau des précurseurs du Groupe Pompidou, Prague. Participation à la 1èrest Conférence européenne sur les comportements addictifs et les dépendances, Lisbonne. Contribution à la publication intitulée "Gender dimension of non-medical use of prescription drugs in Europe and the Mediterranean region". Participation au séminaire "Drogues, femmes et violence" à Rome.</p>	<p>Participation aux séminaires internationaux du Groupe Pompidou : 30èmeth réunion annuelle du groupe de coopération des services de contrôle des drogues dans les aéroports européens et dans l'aviation générale. Strasbourg Réseau international sur le contrôle des précurseurs, réunion annuelle, Prague (République tchèque)</p>	<p>Étude épidémiologique de l'abus de substances au Liban. Élaboration d'une stratégie nationale sur la prévention et le traitement et la prise en charge de l'alcoolisme et des addictions. Participation au séminaire régional sur l'OST, Alger. Accueil d'une délégation algérienne sur le traitement de substitution aux opiacés. Participation au traitement de la 1èrest conférence européenne sur les comportements addictifs et les dépendances. Contribution à la publication sur la "Dimension de genre de l'utilisation non médicale des médicaments de prescription en Europe et dans la région méditerranéenne". Participation au séminaire "Drogues, femmes et violence" à Rome. Contribution au projet de recommandations sur la législation régissant les OST.</p>	<p>Appui au fonctionnement de l'Observatoire marocain des drogues et des addictions en 2015. Premier rapport de l'Observatoire. Cours d'addictologie à Rabat. Cours d'addictologie à Casablanca. Formation sur le "Jeu pathologique", Lausanne, Suisse 26-28 novembre 2015. Participation à des activités régionales. Participation au comité MedSPAD. Contribution au rapport du Comité MedSPAD "Premier aperçu de la situation dans la région méditerranéenne sur la prévalence de la consommation d'alcool, de tabac et de drogues chez les adolescents. Participation au séminaire du Groupe Pompidou sur les aéroports, Strasbourg, 17-19 juin 2015. Participation à la première conférence européenne sur les comportements addictifs et les dépendances, Lisbonne.</p>	<p>Diplôme universitaire d'addictologie (DU) Visite d'étude à Malte sur l'OST. Participation au séminaire régional sur l'OST à Alger. Participation au comité MedSPAD et contribution à la publication "Un premier regard sur la prévalence de l'alcool, du tabac et des drogues chez les adolescents dans la région méditerranéenne". Participation aux travaux du Groupe Pompidou sur les recommandations relatives à la législation réglementant les OST Participation à la première conférence européenne sur la dépendance et les comportements addictifs, Lisbonne Participation au Airport Group, un groupe de consultation des services européens de contrôle des drogues dans les aéroports et l'aviation générale, Strasbourg. Participation au réseau des "précurseurs" du Groupe Pompidou.</p>	
2016	<p>Séminaire " Introduction des traitements de substitution aux opiacés en Algérie ", 8-9 mars 2016 ; Enquête MedSPAD au niveau national, avril 2016 Participation au comité MedSPAD, Paris en février et Lisbonne en septembre Séminaire national sur la communication de l'enquête MedSPAD en milieu scolaire, 11 et 12 octobre 2016 à Alger Formation du personnel de l'ONLCDT à la collecte, l'analyse et la prévention des données, automne 2016 à Lisbonne ; Atelier " outils de prévention ", automne à Alger Participation au 5e Colloque international francophone sur le traitement de la dépendance aux opiacés, Rabat, 30 novembre, 1er et 2 décembre 2016.</p>	<p>Développement / extension de l'Observatoire national des drogues. Développement de services pour la prise en charge des adolescents. Développement de services spécialisés pour les femmes enceintes consommatrices de drogues : visite d'étude à Malte, septembre. Développement de services d'addictions pour les patients séropositifs. Visite d'étude pour l'accréditation, la formation et la certification des conseillers en addiction. Enquête nationale MedSPAD. Participation au comité MedSPAD. Participation au " 5ème colloque international francophone sur le traitement de la dépendance aux opiacés ", Rabat, 30 novembre, 1er et 2 décembre 2016.</p>	<p>Participation aux séminaires internationaux du Groupe Pompidou : 31ème réunion annuelle du groupe de coopération des services de contrôle des drogues dans les aéroports européens et dans l'aviation générale. Strasbourg Réseau international sur le contrôle des précurseurs, réunion annuelle, Varsovie, (Pologne), 10-14 octobre. Participation au " 5ème colloque international francophone sur le traitement de la dépendance aux opiacés ", Rabat, 30 novembre, 1er et 2 décembre 2016.</p>	<p>Développement d'une stratégie nationale en matière de drogues avec le soutien d'un expert international. Mise en place d'un observatoire national avec l'expertise de l'EMCDDA en matière de renforcement des capacités. Membre du comité MedSPAD. Participation au " 5ème colloque international francophone sur le traitement de la dépendance aux opiacés ", Rabat, 30 novembre, 1er et 2 décembre 2016.</p>	<p>Cours d'addictologie à Casablanca et Rabat entre septembre 2016 et juin 2017. Appui au fonctionnement du Maroc. Observatoire des drogues et des addictions. Manuel de prévention. MedSPAD III Organisation du 5e colloque international francophone sur le traitement de la dépendance aux opiacés, Rabat, 30 novembre, 1er et 2 décembre 2016. Membre du comité MedSPAD.</p>	<p>Diplôme universitaire d'addictologie, février-juin 2016. Diplôme universitaire d'addictologie, novembre 2016 - juin 2017. Expertise juridique sur le projet de loi sur les drogues. Journée thématique du 26 juin sur la stratégie nationale. Ateliers spécialisés pour les étudiants du DU, hiver 2016. Journées d'addictologie, octobre 2016. Enquête sur la population générale. Membre du comité MedSPAD. Participation au 5e colloque international francophone sur le traitement de la dépendance aux opiacés, Rabat, 30 novembre, 1er et 2 décembre 2016.</p>	<p>Adhésion de la Palestine à MedNET.</p>

			décembre 2016.				
2017	<p>Séminaire sur les femmes et les drogues, 8 mars 2017, en Algérie ; - Séminaire "Soutien au personnel travaillant dans les centres de traitement de substitution aux opiacés", 11-12 avril 2017, en Algérie ; Atelier MedNET sur les outils de prévention, 23-25 mai 2017, Alger ; Participation au comité MedSPAD à Paris le 7 février et à Lisbonne le 23 octobre ; Réunion annuelle du Groupe de coopération sur les services de contrôle des drogues dans les aéroports européens et l'aviation générale (Groupe Aéroports), Strasbourg, 6-8 juin 2017 ; Réunion de l'aviation générale, Madrid, 26-28 avril 2017 ; MedNET et les lignes directrices sur les traitements de substitution à la participation à la 12e réunion EXASS Net "Réfugiés et drogues : besoins, pratiques de soutien, prévention des risques", 30 octobre-1er novembre 2017, Athènes, Grèce ; Participation à la campagne "Listen First", "Listen à la campagne "Listen First" - Écouter les enfants et les jeunes est la première étape pour les aider à grandir en bonne santé et en sécurité. Visite d'étude d'une délégation égyptienne sur les normes de qualité européennes en matière de prévention des drogues, EDQS Cyprus, 11-15 septembre 2017.</p>	<p>Développement / extension de l'Observatoire national des drogues. Développement de services de prise en charge de la dépendance des adolescents. Développement de services spécialisés pour les femmes enceintes consommatrices de drogues. Poursuite des services de traitement des addictions pour les patients séropositifs. Conseil d'accréditation et de certification des conseillers en addiction - Rapport final PHASE II. Enquête nationale MedSPAD, première enquête scolaire menée en Égypte. Poursuite du programme "Gender Responsive Services for women who use drugs". Poursuite des services spécialisés pour les femmes souffrant de troubles liés aux addictions en Égypte, avec le développement de services spécialisés pour les femmes enceintes consommatrices de drogues. Participation à la campagne "Listen First", "Listen à la campagne "Listen First" - Écouter les enfants et les jeunes est la première étape pour les aider à grandir en bonne santé et en sécurité. Visite d'étude d'une délégation égyptienne sur les normes de qualité européennes en matière de prévention des drogues, EDQS Cyprus, 11-15 septembre 2017.</p>	<p>Participation à la réunion de l'aviation générale, 26-28 avril 2017, Madrid, Espagne. Participation au séminaire des aéroports du Groupe Pomicidou, 6-8 juin 2017, Strasbourg, France. 12ème réunion du réseau EXASS Réfugiés et drogues : Estimation des besoins, pratiques d'accompagnement, prévention des risques, 30 octobre-1er novembre 2017, Athènes, Grèce.</p>	<p>Séminaire "Soutien au personnel travaillant dans les centres de traitement de substitution aux opiacés" 11 et 12 avril 2017 en Algérie. Atelier MedNET sur les outils de prévention, 23-25 mai 2017, à Alger. Stratégie interministérielle de réponse à la consommation de substances pour le Liban 2016-2021 : Le Liban a lancé sa stratégie nationale en matière de consommation de substances psychoactives à Beyrouth le 22 décembre 2016, avec le soutien du Groupe Pomicidou pour son élaboration et sa mise en œuvre en 2017. Mise en place de l'Observatoire national des drogues et des addictions. Amendement à la loi sur les drogues. Participation au comité MedSPAD. Contribution au MedNET et aux directives sur les traitements de substitution. 12ème réunion du réseau EXASS Réfugiés et drogues : Estimation des besoins, pratiques d'accompagnement, prévention des risques, 30 octobre-1er novembre 2017, Athènes Grèce.</p>	<p>Cours d'addictologie à Casablanca et Rabat entre septembre 2017 et juin 2018. Rapport annuel 2017 de l'Observatoire marocain des drogues et des addictions. Atelier de réadaptation. Atelier sur les jeux d'argent. Participation au comité MedSPAD. Participation au séminaire "Femmes et drogues : de la politique aux bonnes pratiques" à Rome.</p>	<p>Diplôme universitaire d'addictologie, novembre 2016 - juin 2017. L'atelier, "Thérapies cognitivo-comportementales dans l'addiction au cannabis", 8-9 avril 2017. Atelier, "Réduction des risques", 26-27 avril 2017. Journée de célébration à l'occasion de la Journée internationale des drogues de l'ONU, le 26 juin 2017, axée sur les femmes, les violences et les addictions en Tunisie. Séminaire intitulé "Addictions et choix politiques", 23 septembre 2017. Premier congrès national d'addictologie, 14-15 décembre 2017. L'enquête MedSPAD II réalisée en octobre 2017. Participation au comité MedSPAD. Amendements au projet de loi sur les drogues - pour permettre au juge d'accorder une peine pour éviter la prison, sous certaines conditions, à la personne qui consomme des drogues pour la première fois. Participation à MedNET et aux directives sur les traitements de substitution. Participation au séminaire du Groupe Pomicidou sur les aéroports, Strasbourg, 6-8 juin 2017. Participation à la réunion de l'aviation générale, Madrid, 26-28 avril 2017.</p>	<p>Séminaire sur "Les femmes et les drogues : des politiques aux bonnes pratiques", les 26-27 juin 2017. Participation au comité directeur de MedNET.</p>
2018	<p>Comité permanent des femmes ; MedSPAD I Algérie Participation au comité MedSPAD ; Séminaire "Nouvelles approches de la prévention des addictions", 20-21 octobre 2018, Alger Capacités. Développement de services d'addictions pour les adolescents. Développement de services spécialisés pour les femmes enceintes consommatrices de drogues. Développement des services de traitement des dépendances pour les patients séropositifs. Contrôle des drogues des</p>	<p>Poursuite du développement de l'Observatoire national des drogues et de l'automatisation complète et de la formation au processus de collecte de données et renforcement des capacités. Développement de services d'addictions pour les adolescents. Développement de services spécialisés pour les femmes enceintes consommatrices de drogues. Développement des services de traitement des dépendances pour les patients séropositifs. Contrôle des drogues des</p>	<p>Symposium international multidisciplinaire : La réponse aux jeux d'argent et à la dépendance, 27-29 juin 2018. Participation au groupe de travail sur la cybercriminalité liée aux drogues, 5e réunion annuelle, 18-19 avril 2018, Dublin, Irlande. Participation au groupe de l'aéroport, 6-8 juin 2018, Strasbourg, France.</p>	<p>Stratégie interministérielle de réponse à la consommation de substances pour le Liban 2016-2021. Diffusion du premier rapport sur la situation des drogues au Liban par l'Observatoire national des drogues et des addictions, en juin 2018. SYMPOSIUM MULTIDISCIPLINAIRE INTERNATIONAL : La dépendance aux jeux d'argent et à la dépendance, 27-29 juin 2018 à Fribourg, Suisse.</p>	<p>Cours d'addictologie à Casablanca et Rabat 2018-2019. Organisation du congrès de l'Association marocaine d'addictologie. Publication du deuxième rapport de l'Observatoire marocain des drogues et des addictions. Réunion au comité MedSPAD. Réunion du groupe de travail du Groupe Pomicidou sur la cybercriminalité liée à la drogue, 18-19 avril 2018, Dublin, Irlande. Participation au 4e symposium international multidisciplinaire "Gambling addiction : Science</p>	<p>Visite de la formation sur les normes européennes de qualité en matière de prévention des drogues (EDPQS) à Chypre, du 14 au 16 mai 2018. Célébration de la journée internationale de l'ONU contre l'abus et le trafic de drogues le 26 juin 2018 avec un atelier de plaidoyer sur les traitements agonistes opioïdes. Participation au comité MedSPAD. Participation au symposium international multidisciplinaire. Le jeu excessif : science.</p>	<p>Visite de terrain - Évaluation du programme de substitution des opioïdes pour les autorités palestiniennes, du 29 au 31 mai 2018 à Ramallah. Participation au comité directeur de MedNET.</p>

	<p>aéroports et de l'aviation générale (Airport Group), 6-8 juin 2018, Strasbourg, France</p> <p>Visite d'étude de la délégation algérienne sur les normes de qualité européennes en matière de prévention des drogues, 18-19 juin 2018 à Chypre ; Participation au Comité directeur de MedNET.</p>	<p>Conseil d'accréditation et de certification des conseillers en addiction Rapport final PHASE II</p> <p>Participation à la neuvième réunion du comité MedSPAD. Poursuite du programme 'Gender Responsive Services for women who use drugs' : Développement de services spécialisés pour les femmes souffrant de troubles liés à l'abus de substances.</p> <p>Formation et renforcement des capacités des infirmières travaillant dans le traitement des addictions. Développement d'un modèle de formation parentale pour les parents souffrant de troubles liés à la consommation de substances.</p> <p>Participation au symposium international multidisciplinaire : La dépendance aux jeux d'argent : Science, indépendance, transparence, 27-29 juin 2018.</p> <p>Participation à l'exécutif de la formation : Évaluation du développement, de la mise en œuvre et de l'impact de la politique en matière de drogues.</p> <p>Participation au Séminaire international "Réfugiés et drogues : estimation des besoins, pratiques d'accompagnement, prévention des risques ", 24-25 avril 2018, Athènes, Grèce.</p>		<p>Séminaire international "Réfugiés et drogues : estimation des besoins, pratiques d'accompagnement, prévention des risques ", 24-25 avril 2018, Athènes, Grèce.</p> <p>Participation au groupe de travail sur les principes directeurs du traitement par agonistes des opiacés (TAO). Comité MedSPAD.</p>	<p>Indépendance, transparence" qui a eu lieu à Fribourg, en Suisse, du 27 au 29 juin 2018.</p> <p>Participation au séminaire du Groupe Pompidou sur les aéroports, Strasbourg, 6-8 juin 2018.</p>	<p>Indépendance, transparence, Fribourg, 27-29 juin 2018.</p> <p>Participation à la réunion annuelle du groupe de consultation des services européens de contrôle des drogues dans les aéroports et l'aviation générale (Airport Group), Strasbourg 6-8 juin 2018.</p> <p>Participation aux rencontres de l'aviation générale, Marrakech, 17-18 octobre 2018.</p> <p>Participation au réseau des précurseurs, Strasbourg, 26-28 septembre 2018.</p> <p>MedNET et les directives sur les traitements de substitution.</p> <p>Participation à la formation des cadres : Évaluation de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'impact d'une politique en matière de drogues.</p> <p>Participation au séminaire international sur "Les réfugiés et les drogues : Évaluation des besoins, soutien aux pratiques, prévention des risques", Athènes, 24-25 avril 2018.</p>	
2019	<p>Séminaire de formation d'une journée pour les psychologues, 26 juin, Alger ; Participation au comité MedSPAD ; Réunion annuelle du réseau international de contrôle des précurseurs du Groupe Pompidou, 1-3 octobre 2019, EMCDDA, Lisbonne</p> <p>Séminaire international sur Les réfugiés et les drogues : évaluation des besoins, soutien aux pratiques, prévention des risques ", 7-8 octobre 2019, Athènes, Grèce.</p>	<p>Poursuite du projet de formation et de renforcement des capacités des infirmières spécialisées en addiction. Poursuite du projet d'élaboration d'un modèle de formation parentale pour les parents souffrant de troubles liés à la consommation de substances.</p> <p>Développement d'un modèle communautaire de soins pour la consommation de substances psychoactives. Développement d'un modèle spécifique de soins pour les mineurs ayant des problèmes d'addiction dans les établissements correctionnels.</p> <p>Développement d'un modèle de soins pour les patients à double diagnostic.</p> <p>Participation au dixième comité MedSPAD. Participation au séminaire conjoint Groupe Pompidou/CICAD sur les approches de prévention des drogues qui font la différence", 25 - 26 septembre 2019, Reykjavik, Islande. Participation au séminaire international "Réfugiés et drogues : estimation des besoins, pratiques d'accompagnement, prévention des risques ", 7-8 octobre 2019, Athènes, Grèce.</p>	<p>Atelier de formation de prévention de la consommation de drogues chez les enfants et les jeunes, 3-4 mars. Visite d'étude chez les enfants et les jeunes, 25-29 novembre, Maroc.</p> <p>Participation au séminaire international de renforcement des capacités "Drug Prevention Approaches that Make a Difference", 25 - 26 septembre 2019, Reykjavik, Islande.</p> <p>Séminaire international "Réfugiés et drogues : estimation des besoins, pratiques d'accompagnement, prévention des risques ", 7-8 octobre 2019, Athènes, Grèce.</p>	<p>Cartographie des services pour les troubles liés à la consommation de substances : prévention, traitement, réhabilitation, réduction des risques, réinsertion sociale.</p> <p>Normes d'accréditation de programmes résidentiels de réhabilitation des toxicomanes.</p> <p>La plateforme en ligne de collecte de données sur la consommation de substances avec les principaux acteurs au Liban</p> <p>Comité sur les addictions. Besoins des femmes souffrant de troubles liés à la consommation de substances.</p> <p>Mise en œuvre de la loi sur les drogues au Liban : améliorer la compréhension et l'utilisation des articles 193 et 194 de la loi sur les drogues parmi les procureurs et les agents chargés de l'application de la loi.</p> <p>Connecter les jeunes pour la sensibilisation aux drogues dans les écoles. Comité MedSPAD</p>	<p>Séminaire sur 10 ans de traitements par agonistes opioïdes au Maroc, Tanger, 22-23 février.</p> <p>Mise en place du Réseau Maroc Addicto Remad.</p> <p>Cours d'addictologie à Casablanca et Rabat 2919-2020.</p> <p>Lancement du diplôme universitaire d'addictologie à Marrakech pour 15 étudiants en 2019-2020.</p> <p>Participation au comité MedSPAD.</p> <p>Participation à la 34e réunion annuelle des services européens de lutte contre la drogue dans les aéroports et l'aviation générale, 19-20 juin 2019, Strasbourg.</p> <p>Participation au séminaire international "Réfugiés et drogues : évaluation des besoins, soutien aux pratiques, prévention des risques", 7-8 octobre 2019, Athènes, Grèce.</p> <p>Conférence internationale sur la coopération pour aligner les politiques en matière de drogues sur les objectifs de développement durable, 30-31 octobre 2019, Mexique.</p>	<p>Plusieurs projets sont menés par la Tunisie sur la période 2019-2021 ; Diplôme d'addictologie délivré par les facultés de médecine de Tunis, Monastir, et Sfax ; Formation sur l'entretien motivationnel et Prévention des addictions chez les adolescents pratiquant des activités sportives, Centre d'accueil de jour pour les femmes consommatrices de drogues MedSPAD III Et Sensibilisation à la prévention des pairs (étudiants, élèves) par l'utilisation des nouvelles technologies et Analyse des eaux usées pour déterminer le niveau de consommation de drogues illicites.</p> <p>Diplôme universitaire d'addictologie de la faculté de médecine.</p>	<p>Visite d'étude pour une équipe médicale au Liban, du 28 au 30 mai 2019.</p> <p>Participation au comité directeur de MedNET.</p> <p>Séminaire international "Réfugiés et drogues : estimation des besoins, pratiques d'accompagnement, prévention des risques ", 7-8 octobre 2019, Athènes, Grèce.</p>

		estimer les besoins, soutenir les pratiques, prévenir les risques", 7-8 octobre 2019, Athènes, Grèce.		Séminaire sur 'Les approches de prévention des drogues qui font la différence', 25 - 26 septembre 2019, Reykjavik, Islande. Participation au comité directeur de MedNET. Coopération avec l'UNICRI (Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice) sur le rôle des familles dans la prévention des addictions et dans la mise en place de parcours de résilience et de réhabilitation chez les jeunes.	Conférence de Lisbonne sur les addictions, 23-25 octobre 2019, Lisbonne, Portugal.	Formation en addictologie pour les formateurs et le personnel médical de l'Université de Sfax. Participation au comité MedSPAD. Participation à la 34e réunion annuelle des services européens de lutte contre la drogue dans les aéroports et l'aviation générale, Strasbourg, 19-20 juin 2019. Participation à la 3e conférence internationale du Groupe Pommidou sur l'aviation générale, du 26 au 28 novembre 2019, à Malte. Participation au séminaire 'Les approches de prévention des drogues qui font la différence', 25-26 septembre 2019, Reykjavik, Islande. Projet mené par la Tunisie sur la prévention et la prise en charge des addictions chez les adolescents.	
En 2020, le comité directeur de MedNET s'est réuni uniquement en ligne en raison de la situation de COVID-19. Le comité MedSPAD s'est réuni en ligne le 21 avril 2020 et a adopté de nouvelles directives et règles pour le partage des données.							
2020	Participation au comité MedSPAD et participation au comité directeur de MedNET	Avec le soutien du Groupe Pommidou, le Secrétariat Général de la Santé Mentale et du Traitement de la Toxicomanie (GSMHAT) a publié un article sur le Plan pour le SUD dans la pandémie COVID-19 dans lequel: Une série de messages vidéo de sensibilisation a été publiée en ligne et diffusée par des professionnels de la psychiatrie. Le service d'assistance téléphonique lancé depuis 2015 a été étendu en mars 2020, pour offrir un soutien psychosocial au public et aux patients 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Le protocole relatif aux patients souffrant de troubles de l'humeur mis en œuvre par le GSMHAT comprend la prévention de la distance physique, la capacité d'admission et le programme de suivi (chaîne YouTube). GSMHAT prévoit de livrer les médicaments aux patients via notre unité communautaire, d'offrir un service en ligne via l'application zoom et un numéro WhatsApp recevant toute consultation. Poursuite de l'élaboration d'un modèle communautaire de soins pour les toxicomanes. Poursuite du projet d'élaboration d'un modèle spécifique de prise en charge des	Participation au comité directeur de MedNET. L'atelier de formation et la visite d'étude sur la prévention ont été reportés à 2021. Participation à la réunion du GROUPE AÉROPORTS, 8 septembre 2020, Vidéoconférence. Participation à la réunion de l'AVIATION GÉNÉRALE, 9 septembre 2020, Vidéoconférence.	Participation au comité MedSPAD. Participation au comité directeur de MedNET. Enquête MedSPAD III au Liban (reportée à 2021 en raison de la pandémie de COVID-19).	Publication du guide national et du module d'apprentissage en ligne pour le renforcement des capacités des sociétés civiles en matière d'interventions de prévention sur les substances psychoactives, adaptés au contexte marocain. Réseau Remad Addicto du Maroc. Diplôme universitaire en addictologie à Casablanca, Rabat et Marrakech. Lancement de MedSPAD IV. Participation au comité MedSPAD. Participation à la réunion des Aéroports du Groupe Pommidou, 8 septembre, vidéoconférence. Publication 'Droits de l'homme et personnes qui consomment des drogues dans la région méditerranéenne : situation actuelle dans 17 pays MedNET.	Participation au comité MedSPAD et au comité directeur de MedNET en raison de la pandémie de COVID-19. Analyse des eaux usées pour déterminer le niveau de consommation de drogues illicites. Diplôme universitaire en addictologie de la Faculté de médecine. Formation en addictologie pour les formateurs et le personnel médical de l'Université de Sfax. Participation au groupe de travail international MedSPAD pour préparer le lancement de MedSPAD III au printemps 2021. Participation à la réunion de l'aviation générale - 9 septembre 2020 (vidéoconférence). Projet mené par la Tunisie sur la prévention et la prise en charge des addictions chez les adolescents.	Sessions de formation sur l'addictologie et la prévention, annulées en raison de la pandémie de COVID-19. REUNION DU GROUPE Pommidou, 8 septembre 2020, Vidéoconférence. REUNION GÉNÉRALE DE l'AVIATION, 9 septembre 2020, Vidéoconférence. Participation au comité directeur de MedNET.

		mineurs toxicomanes dans les établissements pénitentiaires. Préparation et mise en œuvre de MedSPAD 2020 en Egypte. Participation à la formation exécutive Module I - 28-31 janvier 2020 - Oslo, Norvège. Formation d'extension et phase de renforcement des capacités pour le développement de services d'addictions spécialisés pour les femmes enceintes. Participation à la onzième réunion du comité MedSPAD, vidéo conférence.					
En 2021, le comité de pilotage MedNET a dû reporter sa réunion prévue les 16 et 17 novembre à Tunis. En 2021-2022, afin de s'adapter à la situation sanitaire et de répondre aux besoins émergents, certaines activités n'ont pas pu avoir lieu et ont été reportées ou remplacées par d'autres.							
2021	Participation au comité MedSPAD et formation à l'entretien motivationnel pour 50 professionnels de santé algériens. Formation au traitement de substitution aux opiacés (reportée) A participé à une réunion de l'aviation générale.	Participation au comité MedSPAD. En 2021, l'Égypte a poursuivi les projets en cours et en a lancé de nouveaux. L'Égypte a développé un modèle de soins communautaires pour les addictions, un modèle de soins spécifique pour les mineurs ayant des problèmes d'addiction dans les établissements correctionnels et un modèle de soins pour les patients à double diagnostic. Une visite d'étude en Italie, qui devait avoir lieu en juin 2020, a été mise en ligne en 2021.	L'atelier de formation et la visite d'étude sur la prévention ont été reportés à 2022 en raison de la pandémie.	Participation au comité MedSPAD. Le Liban a également mené des activités en lançant Paving the way for evidence informed Polices, s, Beirut en route a été lancé, le Liban a réalisé une deuxième enquête MedSPAD, et a développé une formation diplômante en addictologie à Beyrouth. Un livret de prévention a été publié en 2021 pour aider les survivants de l'explosion de Beyrouth.	Participation au comité MedSPAD. Casablanca, Rabat et Marrakech ont été créés. Création d'un guide national et d'un module d'apprentissage en ligne pour le renforcement des capacités des sociétés civiles en matière d'interventions de prévention de la consommation de substances psychoactives adaptées au contexte marocain, création du 'Réseau Marocain Addicto Remad', le premier réseau de praticiens travaillant dans le domaine des addictions.	Projet de prévention des addictions pour les adolescents pratiquant des activités sportives. Création d'un centre de jour pour les femmes toxicomanes. Évaluation de la consommation de drogues illicites par l'analyse des eaux usées : phase II Formation en ligne (France) pour les psychiatres formateurs en entretien motivationnel. La Tunisie a participé à une réunion du Groupe Aéroports le 15 juin 2021.	Participation pour la première fois en 2021 au comité MedSPAD. Les sessions de formation sur l'addictologie et la prévention en Palestine ont été reportées en raison du COVID-19, et deux projets ont démarré : l'équipement des centres de traitement des troubles liés à l'usage de substances avec deux distributeurs de méthadone et le soutien à la mise en œuvre du programme de réduction des risques.

Budget et soutien opérationnel du réseau

En 15 ans, MedNET a récolté 4 512 034 € pour mettre en œuvre ses programmes de travail annuels basés sur les demandes de ses pays participants. L'expertise et les pays participants qui accueillent des visites d'étude représentent des contributions précieuses, ainsi que le soutien administratif et de coordination apporté par le Secrétariat du Groupe Pompidou financé par le budget ordinaire du Groupe Pompidou. Les activités de ³⁹MedNET bénéficient également du Programme Sud I, II and III un programme financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Programme Sud du Conseil de l'Europe pour renforcer la "réforme démocratique dans le voisinage Sud". En 2016, MedNET a également bénéficié de la politique de voisinage du Conseil de l'Europe pour le Maroc et la Tunisie. En 2016 également, une visite d'étude a été financée par TAIEX. Outre les fonds donnés, les contributions précieuses comprennent l'expertise de MedNET et d'autres pays accueillant des visites d'étude, ainsi que le soutien administratif et de coordination apporté par le secrétariat du Groupe Pompidou, financé par le budget ordinaire du Groupe Pompidou. Voir le tableau 2.

Contributions volontaires reçues depuis 2006 ^{40*}

	Chypre	Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Portugal	Suisse	Total
2006			20 000			10 000		30 000
2007		100 000	100 000	50 000	30 000	5 000		285 000
2008			200 000			5 000		205 000
2009			200 000	50 000		5 000		255 000
2010	5 000		200 000	62 579				267 579
2011	5 000		140 000	22 500				167 500
2012			140 000	117 579				257 579
2013			140 000	80 000				220 000
2014			140 000	40 000				180 000
2015			150 000	40 000				190 000
2016			150 000	60 000				210 000
2017			140 000	120 000				260 000
2018			140 000	120 000		10 000	65 479	335.479
2019			140 000	120 000				260 000
2020		200 000	120 000	120 000				440 000
2021				120 000			10 000	130 000
Total	10 000	300 000	2 120 000	1 122.658	30 000	35 000	75 479	3 693 137

Fonds alloués aux programmes Sud I, II, III et IV - (2012-2022)

Programme Sud I(2012-2014),	161 939
Programme Sud II(2015-2017)	268 319
Programme Sud III(2018-2019)	50 000

³⁹ Seul le coordinateur MedNET, qui est un membre permanent du Conseil de l'Europe, est financé par le budget ordinaire du PG, les agents temporaires sont financés par les fonds collectés).

⁴⁰ Les contributions volontaires reçues des États membres sont soumises à une redevance administrative prélevée directement par l'administration (depuis 2014, cette redevance représente 7 % du montant reçu).

** Pour certaines activités MedNET, le pays hôte apporte une contribution partielle à l'événement.

Total SP I, II and III	430 258
-------------------------------	----------------

**Partenariat de voisinage du Conseil de l'Europe avec le Maroc et la Tunisie (2016-2021) :
Financement alloué**

Plan d'action 2016 - 2017 : Activités et personnel	106 950
Plan d'action 2019 - 2021 : Activités et personnel	193 000
Total	299 950

Activités par PG Budget ordinaire en 2021 : financement estimé

Contribution au projet ESPAD MedSPAD	25 814
Évaluation de MedNET	8 100
Total	33 914

Montant total du budget alloué à MedNET (2006-2021)

Contributions volontaires, y compris 2021	3 683 137
Programme Sud I (2012-2014)	161 939
Programme Sud II (2015-2017)	268 319
Programme Sud III (2018-2019)	50 000
Programme de politique de voisinage 2016-2017	106 950
Programme de la politique de voisinage 2019-2021	193 000
Budget ordinaire 2019 du PG	52 175
PG Budget ordinaire 2020	2 600
Budget ordinaire PG 2021	33 914
Total budget extra-ordinaire et budget ordinaire PG	4 512 034

Financement direct des activités par les pays**

Portugal		
2015	Conférence de Lisbonne sur les addictions : frais d'inscription pour 8 participants	3 200
2017	Conférence de Lisbonne sur les addictions : frais d'inscription pour 16 participants	6 400
2018	MedSPAD 9 Lisbonne, 8 juin (salle, pauses café et déjeuner)	1 650
2019	Conférence de Lisbonne sur les addictions : frais d'inscription pour 14 participants	8 400
Chypre		
2017	Accueil d'une visite d'étude et d'une formation EDPQS pour une délégation égyptienne (sept. 2017)	3 000
2018	Organisation de 2 visites d'étude & formation EDPQS pour les délégations algérienne, libanaise, marocaine, tunisienne et palestinienne (mai et juin 2018).	6 000
TOTAL		28 650

Tableau deux Budget et dépenses de MedNET.

Droits de l'homme

Les personnes qui consomment des drogues ne sont plus considérées comme des criminels mais plutôt comme des patients ayant besoin d'un traitement. En raison de ce changement d'approche, les pays ont commencé à réviser leur législation et leur politique nationale concernant les personnes qui consomment des drogues. Cette situation concerne principalement les pays méditerranéens qui ne font pas partie de l'Union européenne.

L'accès aux soins pour toutes les personnes qui consomment des drogues est étendu et les droits de l'homme et la dimension de genre sont progressivement intégrés dans la politique de lutte contre la drogue. Dès 2008, les pays MedNET ont lancé des initiatives concrètes visant à promouvoir la santé des personnes qui consomment des drogues et à répondre à leurs problèmes sociaux et à ceux de leurs familles, ce qui a conduit à des solutions innovantes adaptées aux traditions culturelles.

En ce qui concerne le TAO, MedNET a joué un rôle important et aujourd'hui, de nombreux pays du sud de l'Europe ont adopté ces traitements après avoir rejoint MedNET. Il s'agit notamment du Maroc, du Liban et de l'Algérie. En Egypte, les projets ont soutenu l'introduction de services spéciaux de traitement pour les femmes, complétés par un projet de suivi proposant des soins spécifiques destinés aux femmes enceintes consommatrices de drogues. En outre, d'autres projets ont aidé au développement de services spécifiques pour les adolescents et, en 2016, un projet spécifique destiné aux patients VIH consommateurs de drogues a été mis en place. MedNET a aidé certains pays à développer de nouvelles stratégies pour le traitement et les soins des personnes qui consomment des drogues.

Les principes clés soulignent que l'approche des droits de l'homme pour les personnes qui consomment des drogues doit concerner chaque dimension liée à la consommation de drogues :

- Approche sanitaire au niveau des politiques : la consommation de drogues doit être considérée à juste titre comme un état pathologique devant être pris en charge par des professionnels de la santé qualifiés ;
- Le traitement doit être disponible, accessible, abordable et fondé sur la science, avec les meilleures pratiques ;
- La prévention doit être fondée sur la science, les faits et les meilleures pratiques ;
- La collecte de données doit être considérée comme faisant partie du droit d'accès à l'information pour la communauté et les professionnels ;
- La réadaptation et la réintégration sociale doivent être assurées ;
- L'accès aux traitements et aux soins pour des populations spécifiques doit être disponible : personnes qui consomment des drogues en prison, travailleurs du sexe, femmes enceintes, femmes, personnes non-binaires, enfants de parents consommateurs de drogues, migrants, réfugiés, personnes âgées, etc ;
- Il faut lutter contre la stigmatisation et sensibiliser la société dans son ensemble ;
- L'adaptation de la loi à l'approche des droits de l'homme, en particulier pour les mineurs et les utilisateurs non-trafiquants ;
- Promouvoir le droit des personnes qui consomment des drogues à créer leurs propres ONG et groupes d'entraide ;
- Promouvoir le droit d'accéder à un traitement pour toutes les conséquences de la consommation de drogues ;
- Promouvoir toute stratégie visant à réduire les conséquences sanitaires, économiques, sociales et juridiques de la consommation de drogues.

En 2020, le document sur les droits de l'homme et les personnes qui consomment des drogues dans la région méditerranéenne : situation actuelle dans les 17 pays MedNET (Algérie, Croatie, Chypre, Egypte, France, Grèce, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Palestine, Portugal, Espagne, Suisse, Tunisie et Turquie) a été publié ⁴¹. Pour la première fois, le réseau MedNET a abordé la question des droits de l'homme sous l'angle de la prise en compte de la consommation de drogues en tant que maladie pour l'élaboration de la politique en matière de drogues, du droit d'accès aux soins et aux traitements en tant que droit fondamental pour les personnes qui consomment des drogues, de la mise en œuvre de pratiques de prévention et de stratégies sanitaires fondées sur des données probantes, de la lutte contre la stigmatisation et de l'adaptation nécessaire de la loi à une approche fondée sur les droits de l'homme.

La dimension de genre dans la politique et la pratique en matière de drogues

La dimension de genre est progressivement intégrée dans la politique et la pratique en matière de drogues. Les besoins spécifiques des femmes sont pris en compte dans les approches des addictions, en particulier pour des questions telles que les politiques en matière de drogues, le traitement et la prévention, et la manière dont les personnes qui consomment des drogues sont considérés. En 2015, les pays MedNET ont participé au séminaire du Groupe Pompidou sur les femmes, la violence et les drogues, en Italie, ce qui a permis de sensibiliser encore davantage aux questions de genre et à la nécessité d'intégrer une dimension de genre dans leurs politiques en matière de drogues. A l'initiative de l'Italie, MedNET a été impliqué dans les activités suivantes soutenant l'intégration d'une dimension de genre dans les politiques drogues :

- Neuf pays MedNET ont contribué à la publication de 2015 sur la dimension sexospécifique de l'usage non médical des médicaments sur ordonnance (Chypre, Égypte, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc et Tunisie).
- Les pays MedNET ont participé à un séminaire sur les drogues, les femmes et la violence qui s'est tenu à Rome en 2015, et en 2016 à une enquête sur les drogues du viol.
- En 2017, les pays du réseau MedNET ont participé à un séminaire organisé à Rome sur le thème 'Femmes et drogues : de la politique aux bonnes pratiques'.

De 2018 à 2021, les pays MedNET ont continué à inclure une forte dimension de genre dans leurs activités, notamment dans les projets suivants :

- Projet libanais visant à identifier les besoins des femmes souffrant de troubles liés à la consommation de substances psychoactives
- Projet tunisien de prévention et de traitement des addictions chez les adolescents
- Projet égyptien portant sur un modèle de soins pour les patients à double diagnostic
- Un projet égyptien pour aider les jeunes dans les établissements correctionnels
- Projet de Tunis sur un centre de traitement spécifique pour les femmes ?
- Dans le cadre des diplômes d'addictologie, les cursus de Tunis (Tunisie), Rabat, Casablanca et Marrakech (Maroc) comprennent un module consacré à la prévention, au traitement et à la prise en charge des femmes consommatrices de drogues. Les nouvelles formations qui seront lancées en 2021 à Sfax, Monastir en Tunisie et Beyrouth au Liban comprendront également un tel module.

⁴¹ Groupe Pompidou et Conseil de l'Europe. (2020). Les droits de l'homme et les personnes qui consomment des drogues dans la région méditerranéenne : Current Situation In 17 MedNET Countries. Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.

COVID-19

Plusieurs contraintes ont été identifiées dans l'étude documentaire comme étant la conséquence de la pandémie de COVID-19. Ces contraintes concernent :

- **Le gel de la demande de soins en relation avec la crainte de contamination par le COVID-19 lors de la présentation aux structures de soins, les difficultés de déplacement vers ces structures causées par les couvre-feux restrictifs, la redirection de la plupart des soignants vers les centres COVID-19 en sursaturation, et en raison des mesures de quarantaine/auto-isolément.**
- **L'aggravation de l'isolement causé par le besoin de distance physique, qui augmente l'interruption de l'approvisionnement en substances psychoactives, elle-même causée par la fermeture des frontières et l'extrême limitation des transports maritimes, aériens et terrestres internationaux et nationaux.**

La redécouverte de la communication virtuelle avec les personnes qui consomment des drogues pendant le confinement de COVID-19 nous a enfin permis d'aborder la pandémie de COVID-19, non plus comme une contrainte supplémentaire, mais plutôt comme une opportunité de développer des moyens innovants pour les soutenir.

III. MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION

Objectif, portée et utilisation de l'évaluation à 15 ans

L'objectif de l'évaluation à 15 ans était d'évaluer MedNET en termes d'impact et de déterminer dans quelle mesure ses objectifs principaux (promouvoir la coopération, les échanges et le transfert mutuel de connaissances) ont été atteints.

La portée géographique de l'évaluation était les dix-sept pays MedNET.

Les résultats sont destinés à être utilisés par le Groupe Pompidou et les pays bénéficiaires de MedNET. L'EMCDDA et la Commission européenne en tant qu'observateurs peuvent également prendre en compte ces résultats pour leurs programmes respectifs. En particulier, ils serviront de source de référence pour les leçons apprises et informeront la poursuite/le développement futur du réseau et de ses programmes dans ce domaine.

Approche d'évaluation

Une méthodologie sensible au genre, participative et inclusive a été utilisée pour évaluer MedNET.

Une approche mixte utilisant une étude documentaire, une analyse SWOT⁴² et des entretiens semi-structurés avec les principales parties prenantes de MedNET a consisté en trois étapes :

- Examen documentaire des rapports nationaux MedNET (Algérie, Maroc, Tunisie, Liban, Jordanie, Egypte, Palestine), des rapports annuels d'activités régionales MedNET (2012 à 2021), des publications MedNET/MedSPAD, des activités, des publications de recherche et d'évaluation de la situation, et des communiqués de presse.
- Collecte de données qualitatives par le biais d'entretiens virtuels semi-structurés (via Blue Jeans) avec une sélection sélective de représentants des pays MedNET, d'observateurs, de consultants et du Groupe Pompidou lui-même.
- Analyse SWOT réalisée par les représentants des pays MedNET, et utilisée pour identifier les stratégies permettant d'accroître la valeur ajoutée actuelle et potentielle des programmes MedNET et du Groupe Pompidou.

L'évaluation de l'égalité des sexes et des droits de l'homme a fait l'objet d'une attention particulière tout au long du processus analytique, sans se limiter à des questions spécifiques mais en faisant partie intégrante du processus d'évaluation.

Echantillon

Dix-sept entretiens (huit hommes/neuf femmes) ont été menés dans seize pays MedNET (Algérie, Chypre, Croatie, Egypte, France, Grèce, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Palestine, Portugal, Tunisie, Espagne et Suisse). Neuf des dix membres du Groupe Pompidou (Chypre, Croatie, France, Grèce, Italie, Malte, Maroc, Portugal, Suisse) et les sept non-membres (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Palestine, Espagne, Tunisie) ont participé aux entretiens. Il n'y a pas eu de participation de la Turquie. Six entretiens ont été menés avec le Secrétariat du Groupe Pompidou, les consultants MedSPAD et l'EMCDDA en tant qu'observateur (six femmes). Aucun entretien n'a été réalisé avec la Commission européenne qui a le statut d'observateur.

Neuf évaluations SWOT ont été retournées au nom des pays MedNET (Egypte, Chypre, Suisse, Malte, Grèce, Portugal, Palestine, Italie et Tunisie).

⁴² Forces, faiblesses, opportunités et menaces.

Triangulation des données

Une attention particulière a été accordée à une approche impartiale et objective et à la triangulation des sources, des méthodes, des données et des théories dans les remarques conclusives. Les sources de données secondaires de l'étude documentaire ont été recoupées et triangulées par les données extraites des méthodes de recherche primaires. En outre, les analyses de données ont abordé les hypothèses faites dans la théorie du changement de MedNET sur la façon dont les programmes régionaux et nationaux étaient censés produire les résultats escomptés.

Thèmes d'évaluation

L'évaluation présente une série de thèmes généraux représentant la coopération et les activités programmatiques de MedNET au niveau régional et national. Les thèmes clés sont centrés sur le rôle de MedNET dans ;

- La sensibilisation, élaboration et mise en œuvre d'une politique nationale en matière de drogues ;
- Les changements potentiels des lois sur les drogues ;
- La recherche, la collecte, l'analyse et l'interprétation des informations, la mise en place et le soutien d'observatoires nationaux des drogues ;
- La prévention, le traitement et les soins ;
- Les droits de l'homme et l'accès aux traitements et aux soins ;
- L'intégration des droits de l'homme et de la dimension de genre dans les actions ;
- L'application de la loi/répression
- Les échanges Sud-Sud, Nord-Sud et dans les échanges Sud-Nord.

Elle a également évalué :

- La coopération avec l'EMCDDA, la Commission européenne par le biais des programmes conjoints du Conseil de l'Europe, l'UNICRI, l'OMS et des ONG régionales telles que MENAHRA ;
- Le fonctionnement, l'administration, la gestion du réseau par le Secrétariat du Groupe Pompidou au service des besoins des pays MedNET ;
- L'impact du COVID-19 sur les opérations et les actions de MedNET au cours des deux dernières années ;

Et identifié ;

- Les orientations futures de MedNET.

IV. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION

Sensibilisation et contribution à l'élaboration de politiques nationales cohérentes en matière de drogues, fondées sur les droits, et efforts visant à stimuler la réforme législative.

L'évaluation souligne la manière dont la coopération MedNET, depuis le début, a contribué à la sensibilisation, à la réduction de la stigmatisation de la consommation de drogues et, en fin de compte, a soutenu le développement de politiques et de pratiques en matière de drogues fondées sur des preuves scientifiques et sur les droits de l'homme dans les pays du sud de la Méditerranée et dans la région méditerranéenne.

La coopération MedNET a amélioré la situation des personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues dans les pays méditerranéens, en soutenant le développement d'une approche basée sur la santé publique et les droits de l'homme en matière de politique de drogues, de répression, de recherche et de surveillance des données, de formation professionnelle, de prévention, de traitement et de réinsertion.

"MedNET a été une fenêtre pour connaître la situation de la politique de drogues dans d'autres pays, d'abord les pays membres mais aussi d'autres pays. Cette connaissance de la situation en matière de drogues dans le monde nous a permis de faire un certain nombre de choix et d'orienter notre politique en fonction de ce que nous avons appris."

Les réformes de la politique en matière de drogues, notamment en ce qui concerne l'offre de TAO et la prévention dans les pays du sud de la Méditerranée, témoignent de l'évolution vers une approche de la consommation de drogues axée sur la santé publique, la mise en œuvre de programmes et de politiques fondés sur des données probantes ayant un fort impact sur le terrain.

Les concepts clés de santé publique et les droits fondamentaux sont axés sur une approche répressive centrée sur la santé publique, sur le respect du droit d'accès au traitement des addictions et aux soins appropriés, et sur la mise en œuvre de bonnes pratiques en matière de prévention et de traitement dans toutes les stratégies de santé.

Les participants ont décrit une évolution impressionnante de MedNET basée sur l'engagement et la conviction. Le réseau a fortement évolué au fil du temps, avec un impact substantiel, et réussit particulièrement bien à adapter ces bonnes pratiques et interventions fondées sur des preuves scientifiques et des outils de recherche aux environnements juridiques, sociaux et culturels locaux des pays MedNET. Il a gagné en dynamisme et a acquis la capacité d'organiser des événements de plus en plus fréquents et de renforcer les relations entre les États membres.

Le réseau n'a cessé de s'étendre géographiquement et en termes de sujets couverts, informant les stratégies et les plans d'action nationaux, avec la valeur ajoutée du réseau qui modifie la politique en matière de drogues et promeut une approche centrée sur le patient. L'impact régional est très fort en termes de traitement, de planification stratégique et de renforcement des capacités des professionnels. Une amélioration tangible a été constatée dans les rapports nationaux et régionaux au fil du temps, ainsi que dans le transfert de connaissances politiques, pratiques et scientifiques.

De nombreux participants aux entretiens ont observé et apprécié l'attention et le dévouement absolus dont ont fait preuve les participants qui ont assisté aux réunions et aux événements ;

"Cela nous a permis de nous rendre compte que ce que nous faisons à ce moment-là avait un impact positif et significatif".

Les entretiens avec les représentants des pays MedNET, qu'ils soient ou non membres du Groupe Pompidou, ont révélé que la coopération MedNET a eu un impact considérable de diverses manières ;

- **En promouvant la sensibilisation aux preuves scientifiques,**
- **Dans le transfert de connaissances mutuel et le partage des leçons apprises, des bonnes pratiques et des idées concernant l'adaptation culturelle,**
- **Dans l'élaboration de stratégies politiques coordonnées,**
- **Dans la formation professionnelle, les échanges sur le terrain et le soutien technique, et**
- **Dans le débat, adapté au contexte, sur l'État de droit et l'intégration des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans les politiques, les pratiques de traitement et les activités.**

De nombreuses activités régionales et nationales (conférences, tables rondes, séminaires, recherches, observatoires nationaux, groupes de travail sur les principes directeurs en matière de TAO, rédaction de profils nationaux sur la situation et la politique en matière de drogues pour l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie) ont été mentionnées et ont alimenté le débat sur les nouvelles politiques en matière de drogues et leur conception (Algérie, Liban, Maroc, Tunisie, Italie, Égypte). Des stratégies nationales en matière de consommation de substances ont été élaborées en Tunisie (2012), au Liban (2016) et en Algérie (2017). De nombreux participants ont mentionné le TAO comme une réalisation particulière au Liban (2009), au Maroc (2011) et en Algérie (2016).

L'évolution de la loi a été considérée comme un objectif de MedNET, en particulier en ce qui concerne les changements importants de concept par rapport à la répression. Alors que l'impact de MedNET a été jugé très fort dans les changements de la politique des drogues, en raison de la complexité et du temps impliqué dans la rédaction et l'approbation des projets de loi, il n'a pas été aussi rapide ou efficace en termes de changement de la législation malgré la fourniture d'avis juridiques. Les participants ont observé le rôle de MedNET dans la stimulation de la réforme législative, en ce qui concerne le développement de projets de loi pour considération au Parlement et ont reconnu que c'était un long processus. Une différence a été observée selon laquelle la législation dans l'UE est basée sur l'harmonisation de l'UE, alors qu'au contraire les pays MedNET sont tous très individuels et avec des lois différentes. Ceci s'explique par le fait que MedNET n'est pas une organisation supranationale mais un réseau où les idées et les bonnes pratiques sont échangées sans imposer de directives. En outre, le Groupe Pompidou n'est pas un organisme de normalisation et n'a pas de pouvoirs législatifs.

Les participants ont évoqué les amendements à la loi sur les drogues en 2017 au Liban et en Tunisie, où des efforts ont été déployés pour encourager une réforme de la loi tunisienne qui, bien qu'elle n'ait pas été adoptée par le Parlement, a permis d'autoriser les juges à prendre en compte les circonstances atténuantes.

"Dans le domaine de la législation, par exemple, nous sommes allés vers une réforme de la loi tunisienne, connue pour être très répressive, puisqu'elle condamne systématiquement toute personne qui consomme ou détient des drogues à un an de prison et à une amende de 1 à 3 millions. Après trois ans, la loi a été réformée pour considérer l'addiction

comme une maladie chronique. On est passé de la notion de crime à celle de maladie, ce qui est très important dans la conception des choses pour les décideurs. “

Certains participants ont mentionné la nouvelle loi sur les drogues au Liban en 2021, qui met l'accent sur le rôle des forces de l'ordre dans le respect des droits des personnes qui consomment des drogues en détention.

Application de la loi et réduction de l'offre

Seuls quelques participants ont été en mesure de donner un aperçu du rôle de MedNET dans l'application de la loi et la réduction de l'offre, généralement en ce qui concerne la stimulation d'une approche de santé publique à l'application de la loi, et la participation continue des pays membres de MedNET dans les activités d'application de la loi du Groupe Pompidou ou dans des activités telles que le réseau de contrôle des précurseurs, le groupe des aéroports et de l'aviation générale et le groupe de travail du Groupe Pompidou sur la cybercriminalité liée aux drogues ou dans des séminaires régionaux en Algérie et au Liban dans les années 2010. En plus de ces activités du Groupe Pompidou, dans certains pays : Algérie et le Liban, des activités spécifiques de répression ont été organisées.

Recherche, collecte, analyse et interprétation d'informations, dans la mise en place, le soutien aux observatoires nationaux des drogues et la mise en œuvre de MedSPAD.

Les participants considèrent que les données sont cruciales pour informer les politiques et les pratiques. Avant la création de MedNET, les données recueillies dans les pays du Sud étaient rares et limitées à des enquêtes occasionnelles dans le domaine médical, et compliquées par le fait que l'addictologie était considérée comme un sujet tabou.

Les participants ont tous convenu que le développement et la mise en œuvre d'observatoires nationaux des drogues au Maroc, au Liban et en Égypte, ainsi que la facilitation de la mise en place de MedSPAD, une adaptation des enquêtes scolaires européennes ESPAD dans le contexte méditerranéen, étaient des réalisations clés de MedNET lui-même, et représentaient une base durable pour informer la conception et la mise en œuvre des politiques de drogues dans les pays du sud de la Méditerranée.

De nombreux participants ont évoqué le premier observatoire national sur les drogues et les addictions mis en place en 2011 au Maroc, suivi par l'Égypte en 2012 et le Liban en 2018 ; et les publications qui ont suivi. Les efforts ont également porté sur les méthodologies de collecte de données sur la demande de traitement en Jordanie (2012), les formations de renforcement des capacités en Algérie (2016), l'élaboration d'une carte d'information basée sur des bases de données distinctes liées aux drogues au Liban (2016), un système de collecte de données en Égypte (2018).

Les participants des pays du sud de la Méditerranée ont observé comment ces efforts et ces enquêtes étaient cruciaux pour créer une prise de conscience collective au niveau du ministère de la santé, du ministère de l'intérieur et d'autres parties prenantes clés de l'importance des données collectives de bonne qualité pour surveiller les tendances. Les visites d'étude pour la mise en œuvre de l'enquête MedSPAD ont été jugées très importantes afin de créer une expertise et une capacité suffisantes pour le fonctionnement des observatoires nationaux des drogues.

"Notre reconnaissance doit aller aux collègues marocains, égyptiens et libanais pour l'incroyable travail effectué dans l'amélioration des méthodologies de collecte de données et des rapports."

Les points focaux du réseau REITOX de l'EMCDDA ont été décrits comme des exemples de bonnes pratiques. Les données ont été jugées non seulement importantes aux niveaux national et régional, mais aussi utiles pour l'EMCDDA lui-même et l'Union Africaine. Selon plusieurs participants, un observatoire régional MedNET fait défaut et pourrait être développé. D'autres ont plaidé pour le développement d'un système d'alerte précoce similaire au réseau Trend de l'EMCDDA. Il convient de noter que la Tunisie a effectué une analyse des eaux usées pour déterminer le niveau de consommation de drogues illicites, une action qui pourrait être étendue à d'autres pays.

Tous les participants ont décrit l'échange substantiel d'expériences entre les pays méditerranéens, et l'évaluation initiale de la situation dans chaque pays, dans le cadre de MedSPAD. Ils ont décrit l'importance de cette initiative en termes de développement de la méthodologie MedSPAD (Algérie, Maroc, France et consultants des Pays-Bas et de Malte), suivi de la mise en œuvre de l'enquête et du développement progressif du MedSPAD depuis 2011. Il y a eu quelques reports observés de MedSPAD en raison de COVID-19 (par exemple le Liban). En 2021, la Palestine a rejoint MedSPAD, et le lancement du projet MedSPAD-ESPAD Bridge sur l'utilisation des données dans la prévention (Conseil national de la recherche d'Italie (italien : Consiglio Nazionale delle Ricerche, CNR). Ce nouveau projet a été décrit par plusieurs participants comme répondant au manque d'utilisation de MedSPAD pour informer les activités de prévention sélectives et ciblées dans les écoles. Plusieurs d'entre eux ont proposé que MedSPAD soit la seule donnée disponible en Méditerranée et qu'elle soit étendue au dépistage des utilisateurs à risque, à la consommation problématique de cannabis, aux médias sociaux, aux jeux d'argent et de hasard.

Les enquêtes sur les étudiants universitaires et la population générale sont identifiées par les participants comme nécessaires pour informer la politique du gouvernement et les initiatives pratiques, sans se limiter aux enfants à l'école (MedSPAD). Avant l'évaluation, ces activités n'étaient pas demandées par les représentants des pays à MedNET.

La charge de morbidité sous-tendue par la convergence de la prise de risque liée au sexe et aux drogues et des vulnérabilités associées a été identifiée. Des enquêtes biocomportementales (axées sur la consommation de drogues injectables et la transmission sexuelle de maladies transmissibles telles que le VIH et l'hépatite virale, parmi les personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues) et des estimations de la taille des personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues sont nécessaires dans les pays MedNET. Avant l'évaluation, ces activités n'étaient pas demandées par les représentants des pays à MedNET.

Les nouveaux domaines de développement de MedNET en termes de surveillance et de formation professionnelle pourraient inclure les marchés de drogues en ligne, les substances psychoactives émergentes et les personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues vulnérables clés tels que les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les parents, les enfants, les personnes âgées, les victimes de la traite des êtres humains et des déplacements, et les personnes à double diagnostic. Avant l'évaluation, ces activités n'étaient pas demandées par les représentants des pays auprès de MedNET.

Aller au-delà des milieux scolaires et de traitement a été indiqué comme un domaine prioritaire pour MedNET. On sait peu de choses sur la consommation de substances, la prévention et le soutien des personnes dans les prisons, les centres de détention pour immigrés et les structures humanitaires, avec des possibilités d'apprentissage identifiées dans les États membres du Conseil de l'Europe. Celles-ci pourraient compléter les efforts existants des agences de l'ONU. Le travail sur les migrants est cependant entrepris en ce

moment par le Groupe Pomicidou et implique la participation des pays MedNET. Une suggestion récente du Secrétariat de s'orienter vers une activité sur la santé et les drogues en prison a été accueillie favorablement et pourrait être étudiée dans un futur proche.

Il existe une opportunité concrète pour les pays MedNET du Sud de tirer des leçons du projet du Groupe Pomicidou "Renforcer les réponses fondées sur les droits de l'homme aux troubles liés à la consommation de substances dans les prisons" qui a contribué à renforcer les systèmes de traitement des addictions dans les prisons d'Europe de l'Est et du Sud-Est.

Il existe en outre un besoin identifié d'investissement pour publier et présenter des données comparables générées par MedNET au fil du temps, et les efforts pourraient être étendus pour inclure davantage d'activités de recherche telles que des articles universitaires, des résultats de politiques et de conseils pratiques. La pratique actuelle du Groupe Pomicidou / Secrétariat MedNET est de publier les rapports finaux d'une activité sur le site web MedNET. Pour inclure plus de recherche, il faudrait plus de temps, plus de personnel et plus de financement.

Formation professionnelle et renforcement des capacités en matière de prévention, de traitement et de réinsertion des personnes qui consomment des drogues

Le rôle de MedNET dans le soutien de l'apprentissage fondé sur des données probantes, dans la formation, la certification professionnelle et le renforcement des capacités des professionnels d'addictions impliqués dans la prévention des surdoses, le traitement des addictions, la réadaptation et la réinsertion sociale, ainsi que les soins de santé connexes, a constitué une réalisation importante.

Les participants ont observé l'impact significatif de MedNET sur les normes professionnelles et les pratiques fondées sur des données probantes en matière de prévention, de traitement et de prise en charge des addictions chez les personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues, y compris un accent particulier sur les droits de l'homme et les besoins des femmes.

Les cours universitaires en addictologie au Maroc et en Tunisie, et la création du conseil national égyptien pour l'accréditation et la certification des conseillers en addictologie, la génération de lignes directrices sur le TAO en 2017 avec des experts et des représentants de l'EMCDDA et de l'OMS, et les normes d'accréditation libanaises ont été jugées comme des fleurons de la réussite de MedNET.

"Avant l'implication de la Tunisie dans MedNET, l'addictologie n'existait pas, les patients étaient pris en charge par les psychiatres qui les traitaient quand ils le voulaient avec des psychotropes. Avec l'implication de la Tunisie dans MedNET et dans le cadre de la promotion des soins, nous avons commencé à créer une formation en addictologie dans trois facultés de médecine."

Un exemple clé du succès du renforcement des capacités de MedNET a été de permettre aux pays d'introduire différentes modalités de traitement et de soins, y compris le TAO, dans leurs systèmes de santé. Certains participants ont toutefois constaté une lacune en ce qui concerne l'extension du TAO dans les prisons.

"L'adoption du TAO a pris du temps en Algérie car nous avons dû sensibiliser les autorités publiques pour son adoption et ensuite la mettre en œuvre ; MedNET a été impliqué dans les deux étapes. Il nous a aidés à organiser des séminaires de sensibilisation pour les différentes parties prenantes et les autorités publiques, notamment le ministère de

la Santé. Après l'adoption du principe, il fallait le mettre en œuvre et former les médecins. MedNET s'est très bien occupé de cette question, nous avons formé environ 60 médecins jusqu'à présent. L'aide de MedNET a été précieuse et décisive."

Les visites d'étude dans les pays membres du Groupe Pompidou, les séminaires internationaux et les visites d'experts, les réunions régionales (par exemple, les réfugiés et les drogues), les ateliers sur divers sujets (les femmes qui consomment des drogues, la réduction des risques, l'entretien motivationnel, la thérapie comportementale cognitive pour la dépendance au cannabis, le jeu, le standard de qualité européen en prévention des drogues ; la formation et le renforcement des capacités des infirmières spécialisées dans les addictions, le modèle de formation parentale pour les parents souffrant de troubles liés à la consommation de substances) et les visites sur place dans les pays du sud de la Méditerranée (par exemple, Chypre, la Palestine, le Liban) ont été jugés inestimables.

La Jordanie et le Liban ont participé au séminaire conjoint Groupe Pompidou/CICAD sur les "Approches de prévention des drogues qui font la différence" en Islande. Parmi les formations utiles, citons également la formation des cadres en Norvège, le développement de plateformes d'apprentissage en ligne et de modules pour les professionnels en 2020 ("Drug Related Challenges for Migrants, Refugees and IDPS" ; renforcement des capacités des sociétés civiles marocaines en matière d'interventions de prévention sur les substances psychoactives, et prévention, traitement et soins des femmes qui consomment des drogues, double diagnostic). Toutes ces activités ont été considérées comme bénéfiques pour les partenaires MedNET du Nord et du Sud sous la forme d'un apprentissage partagé autour de l'adaptation sociale et culturelle des pratiques basées sur les preuves, et d'une meilleure compréhension des défis liés aux drogues et aux problèmes sociopolitiques propres à la région méditerranéenne.

"Les événements de formation nous ont donné une meilleure perspective sur les défis liés aux drogues, nous aidant à développer une approche plus globale de la question".

Les ateliers de formation et les visites d'étude ont été reportés pendant le COVID-19. Cependant, en 2021, afin de ne pas ralentir les projets menés en Égypte, 3 visites d'étude ont eu lieu en ligne et ont été accueillies par Chypre, la République tchèque et l'Italie. En 2020, le Secrétariat général de la santé mentale et du traitement de la toxicomanie (GSMHAT) en Égypte a publié un article sur le plan de lutte contre les MST dans le cadre de la pandémie COVID-19. Un livret de prévention a été publié en 2021 pour aider les survivants de l'explosion de Beyrouth.

Si la sensibilisation, la formation et le renforcement des capacités ont été mis en œuvre par le biais de réunions multi-disciplinaires rassemblant les secteurs de la prévention, du traitement, des soins et de l'application de la loi, beaucoup ont indiqué que la formation pourrait être davantage axée sur les parties prenantes du secteur de la justice pénale, et en collaboration avec les principales organisations de la société civile. La formation pourrait également être étendue aux addictions comportementales. Cela n'a pas pu être fait avant le changement de mission du Groupe Pompidou, qui s'étend désormais à toutes les dépendances.

Bien que le nombre de formations augmente au fil du temps dans le cadre de la coopération MedNET et que cela améliore potentiellement la prestation de services de traitement, plusieurs participants ont observé le manque de suivi efficace pour mesurer les changements de connaissances et d'attitudes liés à la formation, ainsi que la nécessité

de mener régulièrement des enquêtes KAP et ⁴³des audits cliniques de routine au niveau des services. Cela nécessiterait davantage de ressources humaines tant au niveau national qu'au niveau du Secrétariat.

Des barrières culturelles et infrastructurelles peuvent exister au niveau local, et des lacunes ont été observées dans certains pays en ce qui concerne l'adoption complète des gains de formation et la formation en cascade de pair à pair.

Intégration des droits de l'homme et de la dimension de genre dans toutes les actions et notamment dans l'accès aux traitements et aux soins.

Les participants ont observé que la coopération MedNET s'est fortement développée au fil du temps et qu'elle est sous-tendue par un fort accent sur la diffusion et le débat afin de développer davantage la prise en compte des droits de l'homme et de l'intégration de la dimension de genre dans les addictions et le traitement dans la région méditerranéenne, à la fois à l'attention des décideurs, mais aussi des prestataires de traitement et du grand public. Les droits fondamentaux comprennent le droit à la santé et le droit à l'accès et à la disponibilité d'un traitement spécifique aux addictions et la réhabilitation dans la communauté.

"Les cours de formation organisés dans le cadre de MedNET nous ont aidés à mieux comprendre les questions et les défis liés au développement des politiques en matière de drogues, notamment en ce qui concerne le respect des droits de l'homme, tels que le droit à la santé et à l'accès au traitement, dans notre pays et dans la région méditerranéenne. "

Plusieurs commentaires ont été formulés sur le manque de mise en œuvre de ces concepts clés de l'état de droit dans les prisons et autres milieux fermés, et sur les possibilités d'amélioration en ce qui concerne les milieux humanitaires dans les pays méditerranéens. Il existe une opportunité concrète pour les pays MedNET du Sud d'apprendre du projet du Groupe Pompidou "Renforcer les réponses basées sur les droits de l'homme aux troubles liés à l'utilisation de substances dans les prisons" qui a contribué à renforcer les systèmes de traitement des drogues dans les prisons de l'Europe de l'Est et du Sud-Est.

"L'idée avec la "santé en prison" permettrait d'améliorer cette question."

En ce qui concerne plusieurs des principes clés qui sous-tendent l'approche des droits de l'homme pour les personnes qui consomment des drogues et qui concernent toutes les dimensions liées à la consommation de drogue, certaines lacunes ont été identifiées et doivent être examinées plus avant. Il s'agit notamment de la nécessité de mettre davantage l'accent sur les programmes de réadaptation et de réinsertion, en collaboration avec les principales organisations de la société civile ; de mettre davantage l'accent sur les personnes qui consomment des drogues (y compris les femmes) dans les prisons, les travailleurs du sexe et les minorités sexuelles, les personnes âgées, les personnes à double diagnostic ; et d'inclure davantage les organisations de la société civile et les individus/groupes ayant une expérience vécue des addictions.

Alors que les droits de l'homme et l'égalité des sexes sont débattus et discutés dans les réunions MedNET, et intégrés dans les projets, les activités et les actions, une gamme

⁴³ Connaissance, attitude et pratique

d'indicateurs des droits de l'homme et de l'égalité des sexes pourrait soutenir et surveiller cela dans la réalité et évaluer la pratique à l'avenir.

Tous les participants ont fait référence à la publication 2020 sur les droits de l'homme et les personnes qui consomment des drogues dans la région méditerranéenne : situation dans 17 pays MedNET comme une étape importante. Certains participants ont proposé la répétition régulière des publications sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes. La pandémie de COVID-19 a empêché la discussion du comité de pilotage 2020 sur les droits de l'homme et les personnes qui consomment des drogues. Cette discussion aura lieu en 2022.

Des débats et des initiatives clés tenant compte des besoins uniques des femmes ont été examinés et mis en œuvre, tant en termes de recherches et de publications sur les besoins des femmes (y compris les femmes enceintes consommatrices de drogues) que d'approches du traitement des addictions axées sur le genre. Nombreux sont ceux qui ont estimé que cela n'était pas seulement utile pour les pays méditerranéens, mais qu'il s'agissait également d'une opportunité d'apprentissage partagé et d'un avantage pour les pays du Nord. De nombreux participants ont fait état d'une prise de conscience accrue de l'importance de prendre en compte les problèmes auxquels les femmes consommatrices de drogues sont confrontées dans leur pays, et de la création d'un sous-comité spécifique chargé d'étudier ces problèmes et d'y répondre. Beaucoup ont décrit le séminaire de 2017 à Rome sur 'Les femmes et les drogues : de la politique aux bonnes pratiques'.

"Nous avons, depuis l'année dernière, lancé un projet avec MedNET pour mettre en place un hôpital de jour pour les femmes souffrant de troubles liés à la consommation de substances, afin qu'elles aient un lieu qui, jus qu'alors, n'existait pas en Tunisie. Il n'y avait qu'un seul endroit géré par la société civile où les femmes pouvaient aller pour la réduction des risques, mais pour le moment il n'y a pas de service dédié au traitement. C'est très important pour nous car il est très difficile pour les femmes de se faire soigner, notamment dans la société arabo-musulmane."

Les pays MedNET ont participé à un séminaire sur les drogues, les femmes et la violence qui s'est tenu à Rome en 2015, et en 2016 à une enquête sur les drogues du viol. Des formations et des développements de services particuliers se sont concentrés sur les femmes qui consomment des drogues, y compris les femmes enceintes, les jeunes adolescents et les personnes séropositives (Égypte, Liban, Tunisie). Un seul programme s'est concentré sur les milieux fermés (Égypte). De nouveaux modules de formation sur la prévention, le traitement et la prise en charge des femmes qui consomment des drogues doivent être lancés en 2021 (Maroc, Tunisie, Liban).

"En Algérie, nous avons organisé un séminaire en 2018 où nous avons invité les acteurs de la chaîne pénale (secteurs de la justice et de la police) et les acteurs du secteur de la santé, ce qui nous a permis de faire le point sur la situation, de connaître l'ampleur du phénomène et de sensibiliser les différents acteurs sur la particularité des femmes et l'importance de prendre en compte cette particularité, notamment dans notre société où il est plus difficile pour une femme de demander des soins qu'ailleurs."

Beaucoup ont mentionné la publication de 2015 'La dimension de genre de l'utilisation non médicale des médicaments sur ordonnance en Europe et dans la région méditerranéenne'. Neuf pays MedNET y avaient contribué (Chypre, Égypte, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc et Tunisie). Des développements ultérieurs ont été

proposés pour se concentrer sur le traitement de substitution des femmes enceintes et le syndrome d'abstinence néo-natale.

""Le Groupe Pompidou fait un excellent travail de sensibilisation. Je ne parle pas seulement d'une approche qui tienne compte des différences physiologiques entre les hommes et les femmes, car cela a souvent été la seule façon d'aborder la question, mais aussi des besoins spécifiques des femmes, car elles représentent toujours une minorité des personnes en traitement, et les approches générales pourraient donc ne pas prendre cet élément en considération. En effet, une approche globale de la question du genre devrait prendre en considération les peurs ou les préjugés spécifiques qui pourraient empêcher les femmes de chercher un traitement, la stigmatisation qui pourrait être associée à la condition de mère consommatrice de drogues, les traumatismes passés ou les expériences traumatisantes qui pourraient avoir besoin d'être traitées et ainsi de suite".

"Le Groupe Pompidou est vraiment l'une des organisations qui montre la voie sur cette question, et MedNET reçoit cette leçon. Le réseau déploie des efforts notables sur ce sujet, en promouvant la dimension de genre des politiques en matière de drogues dans la région méditerranéenne, tout en accordant l'attention nécessaire à l'environnement social et culturel local."

Echanges sud-sud, nord-sud et sud-nord

Les participants ont observé que MedNET avait considérablement facilité le dialogue entre l'Europe et ses pays voisins du sud de la Méditerranée par la coopération, l'échange et le renforcement des capacités, en favorisant non seulement les échanges Nord-Sud et Sud-Nord, mais aussi la coopération Sud-Sud.

L'objectif de MedNET a été défini comme étant de promouvoir la coopération et un transfert de connaissances dans les deux sens entre les pays européens et méditerranéens (échanges Nord-Sud et Sud-Nord) ainsi qu'au sein de la région méditerranéenne (Sud-Sud). Le réseau a été décrit comme intégrant une perspective méditerranéenne et internationale plus large, et s'est étendu au fil du temps, avec l'adhésion de nouveaux pays. La mobilisation de l'expertise des pays du Nord et des pays voisins du Sud est soutenue par une dynamique et un engagement forts au sein du groupe.

Les entretiens ont révélé la nature diverse et réciproque du réseau MedNET en matière d'échanges de connaissances Sud-Sud, Nord-Sud et Sud-Nord, de partage de bonnes pratiques, d'innovations et d'adaptabilité culturelle des interventions et des méthodologies fondées sur des preuves, et de coopération mutuelle. La fertilisation croisée des idées et des expériences, des leçons apprises et des bonnes pratiques s'est produite par le biais de réunions et de visites d'étude.

"MedNET réunit les pays méditerranéens du Sud et du Nord pour échanger des connaissances et des bonnes pratiques. Un exemple récent est une formation en ligne offerte par Chypre à l'Égypte sur la réduction des risques et le fonctionnement du système de traitement des drogues, le droit de l'homme d'accéder à différents types de traitement adaptés aux besoins de la personne, le dossier numérique de traitement, les procédures, la pharmacologie, les interventions et les différents cadres."

En ce qui concerne la coopération Nord-Sud à sens unique, les observations et les perspectives étaient basées sur l'apport d'expertise et de conseils techniques de la part des pays du Nord plus expérimentés, ayant une longue histoire et des capacités dans la lutte contre la consommation de drogues, et dans le traitement et la réinsertion des anciens usagers de drogues, aux pays de la Méditerranée ayant besoin d'aide. Le Nord a été décrit par de nombreuses personnes comme ayant une longue expérience de la lutte contre la consommation d'héroïne et de son traitement, ainsi que de l'expérience technique des modèles de soins TAO. Les échanges dans le cadre de la formation dispensée par différents pays européens tels que le Portugal, la France, la Belgique, la Suisse ont été particulièrement réussis.

"C'est beaucoup plus l'expérience de pays qui ont commencé le combat bien avant nous, qui ont adopté des bonnes pratiques que nous essayons d'appliquer en Algérie tout en tenant compte de notre situation. Le MedNET est un véritable hub, qui mobilise l'expertise en *fonction de nos demandes et en fonction de ce que nous demandons.* "

"Les diplômés qui sont organisés en Tunisie dans les facultés invitent régulièrement des conférenciers de pays européens qui ont plus d'expérience que nous, justement pour améliorer les connaissances des candidats."

En termes de Sud-Sud, les participants ont décrit une gamme de connectivité formelle et informelle entre les pays MedNET dans le partage d'expériences et de savoir-faire technique lors de la conception et de l'adaptation culturelle de programmes existants basés sur des preuves et des normes standards, et lors de la formation de professionnels médicaux et de responsables de la prévention. Les réseaux entre le Sud et le Sud sont considérés par certains participants à l'entretien comme parallèles au réseau REITOX en Europe.

" Cette coopération Sud/Sud gagne à être développée au profit des pays du Sud, et elle se fera certainement avec une meilleure compréhension des capacités de chacun. "

"Dans le cadre de l'échange Sud-Sud, nous invitons également des conférenciers du Maroc et du Liban à transmettre leur expérience et à *montrer que ces pratiques et principes mis en œuvre en Europe peuvent également être accomplis sur la rive sud de la Méditerranée.*"

Les échanges Sud-Nord ont été tout aussi importants en tant que bénéfice de la coopération, de nombreux participants du Nord décrivant des expériences d'apprentissage riches et des débats stimulants sur de nombreux aspects de la politique et de la pratique en matière de drogues, des droits de l'homme et de l'intégration du genre. Le Nord a beaucoup appris en termes de culture et de contexte.

"Le Nord a appris à connaître le Sud et a offert son expertise et sa longue expérience. En termes de Sud, les pays ont des contextes culturels et des conditions, des points de vue, des pratiques, des technologies et des méthodologies similaires, la frontière méditerranéenne servant de pont entre des réalités différentes. "

" Nous avons aussi des échanges sud-nord, notamment avec la société civile bruxelloise, avec des échanges où nos collègues de Bruxelles sont venus en Tunisie, ont vécu notre expérience et même se sont enrichis de notre expérience parce qu'ils ont vu que dans la société civile tunisienne, on encourage les gens à apprendre un métier pendant qu'ils

sont dans les centres de réduction des risques pour qu'ils puissent sortir et trouver une occupation qui les éloigne de la consommation. ”

"Nous, les formateurs, les enseignants, avons beaucoup à apprendre des personnes que nous formions. En effet, il est souvent arrivé que ces professionnels que nous formions, issus de milieux sociaux et culturels différents, soient habitués à affronter des situations que nous n'avions pas rencontrées dans notre expérience personnelle et que nous n'aurions peut-être pas été préparés à gérer si nous avions été à leur place. Je dirais donc que c'est une expérience formidable".

Certains participants ont observé de nouvelles possibilités de coopération étroite sur MedNET dans le domaine de la santé en milieu carcéral, sur la base des leçons apprises et de l'expertise du réseau de l'Europe de l'Est et du Sud-Est et de son travail sur les prisons.

Il est très important de se concentrer sur le maintien de MedNET afin de lui permettre d'évoluer, avec des discussions d'idées au niveau national équilibrées avec les fonds et les priorités. Il est impératif de maintenir la nature opérationnelle de MedNET afin de rester en vie et pas seulement ses aspects conceptuels et politiques. Alors que MedNET est fonctionnel en tant que concept ou plateforme pour les soutiens institutionnels et financiers, certains participants aux entretiens ont observé que MedNET pourrait être menacé par une nouvelle expansion et qu'une approche prudente est justifiée. Certains participants ont mis en garde contre l'admission de nouveaux pays en termes d'implications en termes de ressources, et certains ont fait part de leur volonté de rejoindre le Groupe Pompidou en tant qu'État membre à part entière alors qu'ils sont actuellement représentants de MedNET (par exemple la Tunisie).

Beaucoup ont observé la nécessité de créer des réseaux nationaux au niveau des pays eux-mêmes, ce qui est actuellement en cours de développement. Deux représentants de chaque pays sont nécessaires pour élargir à une représentation conjointe des ministères de la santé et de l'intérieur/de la justice.

Alors que les groupes cibles de MedNET sont des professionnels : personnel médical, travailleurs sociaux, représentants d'ONG, chercheurs, responsables de la prévention, de la santé, de la recherche et de l'application de la loi, et décideurs politiques, les représentants des points focaux de MedNET sont pour la plupart des professionnels de la médecine ou de l'application de la loi nommés par leur ministère en charge de la politique en matière de drogues et sont en mesure de représenter leur pays.

La participation des utilisateurs de services et de la société civile n'est pas suffisamment développée. Il est nécessaire d'élargir le réseau national pour inclure des experts en travail social, d'anciennes personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues ayant une expérience vécue de la consommation de drogues, des utilisateurs de services et des organisations de la société civile (c'est-à-dire des ONG de personnes qui consomment des drogues, y compris MENANPUD⁴⁴). Cela pourrait être examiné au cas par cas pour chaque activité en fonction du pays.

Coopération avec les organisations internationales et la société civile aux niveaux européen, national et régional

Les participants ont observé que la coopération de MedNET avec l'EMCDDA (présent en tant qu'observateur) et la Commission européenne à travers les programmes conjoints du

⁴⁴ Réseau du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de/pour les personnes qui consomment des drogues

Conseil de l'Europe et l'UNICRI en tant qu'institut de recherche était forte. Depuis 2009, l'EMCDDA a pris part à toutes les activités de MedNET impliquant la création de centres nationaux de surveillance/ressources sur les drogues et les addictions et a assisté aux réunions du comité directeur de MedNET en tant qu'observateur. Le secrétariat de MedNET participe en tant qu'observateur aux réunions du comité consultatif du projet EU4 Monitoring Drugs⁴⁵, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'EMCDDA. Le projet EU4MD soutient la préparation nationale et régionale pour identifier et répondre aux menaces sanitaires et sécuritaires liées aux drogues (préparation, évaluation des menaces et compréhension stratégique) dans l'Union européenne et les pays voisins. La moitié sont également des pays du Sud qui appartiennent au réseau MedNET.

Certains ont décrit comment MedNET a développé des activités en partenariat avec l'EMCDDA et l'UNICRI dans le domaine du genre, et ont fait référence au projet de l'UNICRI sur le rôle des familles dans la prévention de la consommation de drogues et dans la construction de parcours de résilience et de réhabilitation chez les jeunes (Italie, Liban et Tunisie).

Bien qu'il n'y ait pas eu d'entretien avec un représentant de la Commission européenne, de nombreux participants ont fait référence à la coopération de MedNET avec la Commission européenne par le biais du Conseil de l'Europe dans le cadre du Programme Sud I à IV : coopération Conseil de l'Europe/Commission européenne, l'UNICRI, au fait et que la Commission européenne a participé aux réunions annuelles du comité de MedNET depuis 2015 et dans une moindre mesure au cours des 4 dernières années.

On constate qu'il faut moins de travail "fermé" (MedNET uniquement) et plus de coopération avec les autres activités du Groupe Pompidou, afin de tirer plus de profit et de gagner plus avec les fonds limités disponibles, et une plus grande coopération avec les agences de l'ONUDC et de l'OMS pour maximiser l'impact et réduire la duplication ou la fragmentation des efforts.

En ce qui concerne la coopération avec l'OMS, qui a débuté en 2020 en tant qu'observateur, des lacunes ont été observées dans la coopération avec le siège de l'OMS à Genève et le bureau EMRO de l'OMS⁴⁶ en Égypte, et des déficits similaires dans la coopération avec l'ONUDC⁴⁷ ROMENA⁴⁸ en Égypte.

L'engagement avec l'ONG régionale MENAHRA et MENANPUD est actuellement nul, malgré l'histoire de l'engagement entre 2009 et 2011, lorsque MedNET a coopéré avec MENAHRA et a financé leur centre de connaissances sous-régional pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie pour la fourniture d'activités de formation sur la défense des besoins des injecteurs de drogues parmi les ONG. Aucun des pays n'a exprimé le souhait de renforcer le lien avec Menahra au cours des années.

Fonctionnement, administration, gestion du réseau par le secrétariat PG/MedNET au service des besoins des pays MedNET.

L'évaluation souligne comment MedNET s'appuie largement sur la fonction classique de "passerelle" du Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe, qui coordonne et gère le réseau MedNET. Les pays MedNET apprécient beaucoup le rôle du Secrétariat du Groupe Pompidou, qui est responsable de la mise en œuvre des travaux, du bon fonctionnement

⁴⁵

⁴⁶ Bureau régional pour la Méditerranée orientale

⁴⁷ Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

⁴⁸ Bureau régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

du réseau, de la gestion du budget et qui assure la synergie entre les travaux du Groupe Pompidou et d'autres entités du Conseil de l'Europe.

"La petite équipe du Groupe Pompidou a réalisé de grandes choses".

Les participants ont été unanimes à dire que le Secrétariat de MedNET, malgré sa petite équipe, est systématiquement suffisant, fiable, d'un grand soutien et proactif dans tous les échanges, la préparation des réunions, la facilitation des visites d'étude, les formations, offrant non seulement un soutien en ressources humaines mais aussi la rédaction de tous les contrats, impliquant un soutien financier aux propositions des pays et en premier lieu la collecte de fonds auprès des donateurs et des projets conjoints du Conseil de l'Europe et de l'UE ou de la stratégie de voisinage du Conseil de l'Europe. Le Secrétariat a facilité le progrès et le changement dans le domaine des drogues et des dépendances parmi les pays membres.

"Le professionnalisme du Secrétariat de MedNET est la raison pour laquelle MedNET est aujourd'hui un groupe très soudé, avec un respect mutuel et partageant une vision et des objectifs communs pour le développement d'une approche des droits de l'homme dans les stratégies de lutte contre la drogue".

"Oui, je le pense sérieusement avec tous les contacts que j'ai eu avec les membres du Secrétariat pour organiser des événements, des activités (le contact était soit par email soit par téléphone). Nous avons toujours échangé très facilement. Nos besoins ont toujours été pris en charge au maximum."

Le Secrétariat de MedNET est composé d'une personne permanente financée par le Conseil de l'Europe. Les contrats du personnel temporaire sont financés sur le financement extra budgétaire.

En 2021, il y a eu des retards dans le versement des contributions volontaires faites par les donateurs réguliers à MedNET en raison des règles du Conseil de l'Europe qui imposent une signature de contrat par le donateur pour chaque contribution volontaire. Il en résulte que les contributions volontaires sont bloquées sur un compte central avant d'être transférées sur le compte de MedNET et que les discussions avec l'administration et les donateurs prennent beaucoup de temps. Un financement stable est nécessaire afin de mettre en œuvre l'ensemble du programme annuel de MedNET tout en développant et en augmentant son portefeuille d'activités.

Menaces et opportunités pendant le COVID-19

Le COVID-19 a été décrit par tous les participants comme affectant le programme MedNET en raison de la réduction des réunions en présentiel, de la diminution des possibilités d'interactions, de discussions et de soutiens mutuels, et des capacités détournées. Les réunions du comité directeur ont également été perturbées pendant le COVID-19. La communication s'est poursuivie tout au long de l'année avec tous les membres du réseau. Néanmoins, l'engagement et l'énergie ont été maintenus et les groupes ont continué à se réunir en ligne, à organiser des visites d'étude à distance et à publier ensemble. Certains projets ont été retardés ou interrompus.

"Oui, pas de réunions physiques, moins d'interactions, car tous étaient occupés ailleurs et les priorités s'étaient déplacées vers la pandémie."

"Les réunions se sont déroulées en ligne, ce qui, de fait, a entraîné moins de discussions, des échanges plus courts, un retard dans les projets et

les visites d'étude, puisque les services ne fonctionnaient pas comme d'habitude et que les visites sur place n'étaient pas autorisées en raison des mesures de sécurité en matière de santé publique. Cependant, il s'est avéré possible de maintenir un canal de communication ouvert entre les membres du groupe, même si ce n'était pas idéal."

MedNET a généré de nouvelles technologies, de nouvelles méthodologies, a identifié de nouveaux groupes et de nouvelles situations au fil du temps. C'est particulièrement le cas pendant le COVID-19 avec de nombreux éléments utiles pour les futurs programmes et activités. Parmi les exemples, citons la télémédecine COVID-19, ainsi que les actions et activités ciblant et atteignant les personnes qui consomment des drogues sans domicile fixe et fournissant des soins TAO (conseils en ligne par WhatsApp, unités de santé mobiles et distributeurs de méthadone).

Voir la [Figure 3](#) au verso pour le diagramme SWOT qui fournit une liste concise des forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées de MedNET.

Figure trois SWOT

<p style="text-align: center;">FORCES</p> <p>Soutien sans failles du Secrétariat</p> <p>Réseau de longue date basé sur l'échange d'idées, de méthodologies, et de bonnes pratiques.</p> <p>Échange d'expériences et transfert mutuel de connaissances comme base solide pour l'élaboration de politiques en matière de drogues fondées sur des données probantes.</p> <p>Excellente collaboration et plateforme unique de coopération dans la région méditerranéenne.</p> <p>Groupe actif, intéressé et dynamique et peu de fonds nécessaires pour un grand impact.</p> <p>Expertise des représentants des pays dirigée et mise en œuvre par des professionnels de la psychiatrie et du traitement des addictions.</p> <p>Répond aux besoins des pays qui ont besoin de se développer grâce au transfert de technologies et au renforcement des capacités.</p> <p>Facilitation de MedSPAD et des observatoires nationaux des drogues et facilitation du développement de stratégies nationales en matière de drogues dans la région sud.</p> <p>Assure l'équilibre entre la réduction de l'offre et la réduction de la demande dans la politique nationale en matière de drogues.</p> <p>Possibilité d'aider d'autres pays et de soutenir le partage et la duplication des connaissances au niveau régional.</p>	<p style="text-align: center;">FAIBLESSES</p> <p>Concentration étroite sur les activités de traitement des addictions, à l'exclusion des services de santé mentale et de psychiatrie.</p> <p>Prédominance des projets dans certains pays.</p> <p>Risque de déséquilibre entre les deux volets de la politique de drogues (réduction de l'offre / réduction de la demande) en relation avec l'instabilité politique.</p> <p>Manque d'implication des ministères de la justice des pays membres du réseau.</p> <p>Nécessité d'une plus grande ouverture aux actions dans les prisons et à la réforme des lois relatives aux stupéfiants.</p> <p>L'interaction nord-nord n'est pas aussi forte que l'interaction nord-sud et sud-sud.</p> <p>La stratégie de communication et le faible impact politique.</p> <p>Différents niveaux d'engagement et d'implication budgétaire des pays participants pour avoir un impact sur les projets communs.</p> <p>Diversité en termes de législations, de pratiques et de situations en matière de drogues entre les 17 pays participants.</p> <p>Transposition déséquilibrée de l'approche fondée sur les droits de l'homme et le respect de la dimension de genre dans les politiques nationales en matière de drogues.</p> <p>La capacité des Observatoires nationaux des drogues et le manque de financement de projets importants tels que les enquêtes sur la "population générale" et les enquêtes biocomportementales, ainsi que les estimations des personnes qui consomment des drogues.</p> <p>La rotation élevée du personnel au niveau des services et le besoin d'un soutien continu des pays MedNET.</p> <p>Des différences considérables entre les zones urbaines et rurales, des structures hiérarchiques rendant les décisions difficiles et lentes, et la nécessité d'un financement local supplémentaire pour ajouter à la "propriété" professionnelle.</p> <p>Financement insuffisant.</p>
<p style="text-align: center;">MENACES</p> <p>La pandémie de COVID-19 affecte les interactions personnelles comme les visites d'étude et les réunions.</p> <p>Compatibilité des différentes approches de traitement de la dépendance avec les autres pays MedNET, en tenant compte des contraintes sociales, légales, financières et culturelles.</p> <p>Se concentrer davantage sur les questions de droit pénal plutôt que sur les droits de l'homme et les aspects de santé publique dans la constitution de la politique de drogues.</p> <p>Prédominance du projet dans certains pays, les agendas politiques menacent la cohésion du groupe.</p> <p>Les contraintes de temps et le manque de financement ont un impact sur la portée et la durabilité.</p> <p>Manque d'engagement des pays participants.</p> <p>Hésitation à poursuivre la participation et instabilité politique dans la région.</p> <p>Choix stratégiques inappropriés et mise en œuvre sans préparation précise et manque de ressources environnementales similaires.</p> <p>Changement de personnel engagé pouvant entraîner une baisse d'intérêt pour le projet.</p> <p>Changements de gouvernement et idéologie par rapport aux connaissances scientifiques.</p>	<p style="text-align: center;">OPPORTUNITES</p> <p>Poursuite de l'échange de connaissances, d'expériences et de pratiques fondées sur des cultures et des caractéristiques communes entre les pays MedNET.</p> <p>Nouvelles opportunités de recherches et de pratiques.</p> <p>Développement de méthodologies dans la recherche, la pratique (traitements, soins, prévention, réformes législatives) et la politique.</p> <p>Nouveaux domaines de mise en œuvre de la politique en matière de drogues : genre, droit pénal, soins en milieu carcéral et en milieu fermé, attention portée aux vulnérabilités particulières (parents consommateurs de drogues, migrants et réfugiés, enfants non accompagnés, traite des êtres humains).</p> <p>Documentation de la base factuelle par l'élaboration de normes, la systématisation des lignes directrices pour la pratique et les exigences adéquates pour la mise en place d'une intervention efficace.</p> <p>Discussion des développements récents dans les politiques relatives au cannabis.</p> <p>Ouverture à de nouvelles approches et idées, et possibilité d'apprendre des expériences, des leçons apprises et des bonnes pratiques d'autres pays.</p> <p>L'information et l'échange sont facilement réalisables/accessibles pendant que le projet est en cours et que des adaptations sont possibles.</p> <p>Développement de cours diplômants en addictologie pour les professionnels de la santé.</p>

V. CONCLUSION ET ORIENTATIONS FUTURES DE MEDNET

MedNET a contribué à l'amélioration de la situation des personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues dans les pays méditerranéens, en soutenant le développement d'une approche basée sur la santé publique et les droits de l'homme en matière de politique des drogues, de répression, de recherche et de surveillance des données, de formation professionnelle, de prévention, de traitement et de réinsertion. La coopération s'est fortement développée au fil du temps avec l'intégration des droits de l'homme et de la dimension de genre dans les discussions et les débats, les activités et les initiatives. L'accent a été mis sur la prise en compte des droits de l'homme et de la dimension de genre concernant les addictions et le traitement dans la région méditerranéenne, à la fois à l'attention des décideurs, mais aussi des prestataires de traitement et du grand public. Les concepts clés sont centrés sur une approche répressive centrée sur la santé publique, le respect du droit d'accès au traitement des addictions et aux soins appropriés, et la mise en œuvre de bonnes pratiques dans les stratégies de prévention et de traitement.

La coopération MedNET a joué un rôle déterminant dans la sensibilisation et la réduction de la stigmatisation de la consommation de drogues et des dépendances, et a finalement soutenu le développement de politiques et de pratiques en matière de drogues fondées sur des preuves scientifiques et sur les droits de l'homme dans les pays et la région méditerranéens. Les projets phares comprennent la comparabilité, la collecte et le suivi des données dans le cadre de MedSPAD, les observatoires nationaux des drogues et les évaluations de la situation dans les pays du Sud, la formation, l'éducation et l'accréditation des professionnels, l'exploitation des preuves scientifiques permettant de modifier les politiques en matière de drogues, et l'élaboration de projets de loi d'amendement pour stimuler les réformes législatives. MedNET a un impact considérable sur les normes professionnelles et les pratiques fondées sur des preuves en matière de prévention, de traitement et de soins des personnes souffrant de troubles liés aux drogues, y compris un accent particulier sur les droits de l'homme et les besoins des femmes.

MedNET a été décrit par tous comme étant basé sur une politique démocratique avec une coopération égale, et la prise en compte des réalisations et des besoins des pays. L'interaction entre les pays MedNET (Nord-Sud, Sud-Sud, Sud-Nord) a été observée comme fonctionnant de manière flexible et utilisée pour soutenir la prise en compte des différents besoins des parties prenantes, l'apprentissage mutuel et le partage des connaissances, et l'échange d'informations qualitatives et quantitatives qui ont favorisé l'adaptation culturelle de la politique, des preuves scientifiques, de la politique et de la pratique. Le partage de connaissances multidisciplinaires et l'acquisition de compétences ont été mis en œuvre par le biais d'une participation active et de débats, de réunions, de tables rondes, de visites d'étude et de communications autour de la promotion des droits de l'homme et de la dimension de genre des politiques en matière de drogues dans la région méditerranéenne, des défis émergents et des problèmes rencontrés par tous les pays voisins et des publications. Le réseau a fortement évolué au fil du temps, avec un impact substantiel, et réussit particulièrement bien à adapter les bonnes pratiques et les interventions fondées sur des preuves scientifiques ainsi que les outils de recherche aux environnements juridiques, sociaux et culturels locaux des pays MedNET.

Il est très important de se concentrer sur le soutien de MedNET pour lui permettre d'évoluer, avec la discussion d'idées au niveau national, équilibrée avec les fonds et les priorités. Le Secrétariat de MedNET, aux côtés de la présidence du pays, peut contribuer

aux propositions d'activités futures avec des séminaires et des formations et le développement de projets régionaux. Les relations étroites formées entre le Secrétariat et les représentants des pays au fil des ans sont à la base du succès de MedNET en termes de coopération et d'impact dans la région méditerranéenne. Il est impératif de maintenir la nature opérationnelle de MedNET afin de rester en vie, et pas seulement ses aspects conceptuels et politiques. Une nouvelle expansion justifie une approche prudente.

Le mélange actuel de représentants des forces de l'ordre, d'universitaires et de psychiatres/médecins pourrait être élargi pour inclure une plus grande représentation des ONG régionales de réduction des risques opérant dans la région méditerranéenne, par exemple MENAPUD, MENAHRA et d'autres sociétés civiles au niveau national, et l'inclusion de ceux qui ont une expérience vécue de la consommation de drogues aux tables de discussion.

L'évaluation a donné lieu à une série de recommandations distinctes et concrètes sur lesquelles le Groupe Pompidou et les points focaux MedNET devront se concentrer et se développer.

Le réseau MedNET et sa coopération

Il est recommandé de mener moins de travaux "fermés" (MedNET uniquement) et de coopérer davantage avec d'autres activités du Groupe Pompidou (ce qui n'est possible que si les pays décident de couvrir leur participation, par exemple en payant leurs frais de voyage et de séjour aux activités du Groupe Pompidou), afin de profiter davantage des fonds limités disponibles, et de s'engager dans une plus grande coopération avec l'ONUDC (par exemple ROMENA) et les agences de l'OMS (par exemple EMRO) pour maximiser l'impact et réduire la duplication ou la fragmentation des efforts, à condition que ces organisations soient intéressées et désireuses de travailler avec MedNET et de partager des informations avec nous.

Il est recommandé à MedNET de discuter d'un engagement potentiel rétabli avec l'ONG régionale MENAHRA et MENANPUD pour soutenir MedNET dans sa coopération, ses activités de recherche et de formation et son plaidoyer pour informer les réformes politiques et législatives.

Il est recommandé (au cas par cas) de créer des réseaux nationaux au niveau des pays eux-mêmes, par exemple deux représentants de chaque pays à élargir pour représenter tous les secteurs, et notamment les utilisateurs de services, les anciennes personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues et la société civile.

Opérations

La petite équipe du Secrétariat du Groupe Pompidou devrait être agrandie. Un financement stable et plus important est nécessaire, et les exigences administratives du Conseil de l'Europe devraient permettre le déblocage des fonds au premier mois de l'année civile.

Recherche et surveillance

Il est recommandé de développer un observatoire régional des drogues MedNET dans les pays du sud de la Méditerranée, qui comprendrait un système d'alerte précoce similaire à celui du réseau Trend de l'EMCDDA et qui pourrait se concentrer sur les marchés de drogues en ligne et les nouvelles substances psychoactives (NPS). Cela nécessiterait un secrétariat élargi, avec un financement plus important, et l'infrastructure nécessaire.

Il est recommandé d'étendre le champ d'action de MedNET au-delà des addictions pour inclure également la surveillance de la santé publique en ce qui concerne les données sur les virus transmis par le sang chez les personnes qui s'injectent des drogues.

Il est recommandé de poursuivre le développement, le renforcement des capacités et la mise en œuvre des observatoires nationaux des drogues afin de mener des enquêtes sur la population générale et les étudiants universitaires, des enquêtes biocomportementales (axées sur les maladies transmissibles telles que le VIH et l'hépatite virale et la consommation de drogues injectables) et des estimations de la taille des personnes qui consomment des drogues et personnes qui s'injectent des drogues dans les pays du sud de la Méditerranée.

Il est recommandé d'approfondir l'analyse des eaux usées pour déterminer le niveau de consommation de drogues illicites dans les pays MedNET.

Il est recommandé de poursuivre le développement de MedSPAD, les seules données disponibles en Méditerranée, afin d'inclure le dépistage des utilisateurs à risque, l'utilisation problématique du cannabis dans les médias sociaux, les jeux d'argent et de hasard, et d'étendre et de soutenir l'utilisation de MedSPAD pour informer les activités de prévention sélective et ciblée dans les écoles.

Il est recommandé de continuer à encourager les publications conjointes MedNET, les produits d'orientation politique et pratique, et de répéter régulièrement les publications sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes. La deuxième publication en 2022 sera la bienvenue.

Formation professionnelle et éducation

Il est recommandé de développer et de financer des mesures de suivi efficaces de la formation et de l'éducation professionnelles sous la forme d'une formation de routine sur le changement des connaissances et des attitudes (par exemple des enquêtes KAP), d'une évaluation de la cascade de formation de pair à pair et d'un audit clinique de routine au niveau des services.

Il est recommandé d'étendre la formation (entre autres) aux addictions comportementales, au TAO des femmes enceintes et au syndrome d'abstinence néo-natale.

Il est recommandé de développer davantage la formation MedNET pour les acteurs du secteur de la justice pénale, et en collaboration avec les principales organisations de la société civile, les anciennes personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues et les utilisateurs de services.

Droits de l'homme et égalité des sexes

Il est recommandé d'utiliser une série d'indicateurs relatifs aux droits de l'homme et à l'égalité entre les hommes et les femmes pour soutenir et surveiller l'intégration des droits de l'homme et de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les projets, activités et actions, et dans la pratique à l'avenir.

Populations cibles et futurs domaines à prendre en considération

Il est recommandé de mettre davantage l'accent sur les programmes de réhabilitation et de réinsertion dans les activités et les actions de MedNET, en collaboration avec les principales organisations de la société civile et les ONG ; en ciblant les personnes qui consomment des drogues (y compris les femmes qui consomment des drogues) dans les prisons, les travailleurs du sexe et les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les victimes de la traite des êtres humains, les parents qui consomment des drogues, les enfants, les personnes âgées, les personnes ayant un double diagnostic ; et en incluant davantage les organisations de la société civile et les individus/groupes ayant une expérience vécue des addictions.

Il est recommandé de développer des actions MedNET dans des contextes humanitaires ou de conflit, étant donné que le déplacement des personnes dans les pays du sud de la Méditerranée est considéré comme une zone prioritaire.

Il est recommandé de développer la programmation MedNET dans les prisons (sur le modèle du programme pénitentiaire du Conseil de l'Europe en Europe du Sud-Est), en ce qui concerne la formation professionnelle et le renforcement des capacités, la réduction des risques et le traitement des addictions, ainsi que la programmation de la réadaptation/réinsertion des anciens détenus à leur sortie.

COVID-19 Opportunités

Il est recommandé de développer davantage les innovations en matière de traitement et les nouveaux moyens d'atteindre et de soutenir les personnes qui consomment des drogues/personnes qui s'injectent des drogues créés pendant le COVID-19 (par exemple la télémedecine, le conseil en ligne par WhatsApp, les unités de santé mobiles et les distributeurs de méthadone).

ANNEXE I. LISTE DE REVISION DU BUREAU

	Document - nom
2004	Bless, R. & Muscat, R. (2004). Validité et fiabilité des enquêtes scolaires basées sur la méthodologie européenne ESPAD en Algérie, Libye et Maroc (projet d'enquête scolaire pilote MEDSPAD). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe. Strasbourg.
2009	MedSpad. (2009). Conscience et pratiques liées aux substances addictives chez les écoliers au Liban en 2008. Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe. Beyrouth
2009	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2009). L'usage de drogues dans les écoles marocaines : Rapport MedSPAD 2009-2010. Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2011	Skoun Lebanese Addictions Center et al. (2011) Situational Needs Assessment in Lebanon, as part of the 'Filling the Gap' project. Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2012	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2012) Rapport d'activité MedNET 2012 (14). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2012	Ministère de la santé et de la population Secrétariat général de la santé mentale et du traitement des addictions. (2012). Comblé le fossé : Répondre aux besoins en matière de traitement et de centres de traitement en Égypte 2010-2012.
2013	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2013). Rapport d'activité MedNET 2013 (17). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2013	Groupe de travail sur la mise en place de programmes d'éducation et de formation dans le domaine des addictions (2013) Education et formation sur les troubles liés à l'utilisation de substances : Recommandations pour les futures politiques nationales en matière de drogues (4). Conseil de l'Europe.
2014	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2014). Rapport d'activité MedNET 2014 (18). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2014	El Omari, F., Sabir, M. et Toufiq, J. (2014). Enquête en milieu scolaire 2013 : Consommation de drogues chez l'élève marocain (22). MedSPAD Maroc.
2014	MedSPAD Tunisie (2014) Résultats de l'enquête nationale 2013 (19). MedSPAD Tunisie.
2014	Observatoire national des drogues et des addictions. (2014). Rapport annuel de l'Observatoire national des drogues et des addictions- Maroc. Observatoire national des drogues et des addictions.
2015	Comité MedSpad (2015) Rapport régional : Un premier regard sur la situation dans la région méditerranéenne en ce qui concerne la prévalence de la consommation d'alcool, de tabac et de drogues chez les adolescents (27). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2015	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2015). Rapport d'activité 2015 de MedNET (34). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2016	Algérie et MedNET. (2016). MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne. Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2016	Égypte et MedNET. (2016).

	MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne. Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2016	Jordanie et MedNET. (2016). MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne. Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2016	Liban et MedNET. (2016). MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne. Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2016	Maroc et MedNET. (2016). MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne. Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2016	Tunisie et MedNET. (2016). MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne. Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2016	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2016). "10 ans et au-delà "10 ans de coopération dans la région méditerranéenne sur les drogues et les addictions: Evaluation parmi les participants de MedNET. Conseil de l'Europe, Strasbourg
2016	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2016). "10 ans et au-delà "10 ans de coopération dans la région méditerranéenne sur les drogues et les addictions : Chronologie. Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2016	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2016). "10 ans et au-delà "10 ans de coopération dans la région méditerranéenne sur les drogues et les addictions : Impact de MedNET. Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2016	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2016). Rapport d'activité MedNET 2016 (20). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2016	République du Liban Ministère de la santé publique. (2016). Stratégie interministérielle de réponse à la consommation de substances psychoactives pour le Liban 2016-2021 : Prévention, traitement, réadaptation, réduction des risques, réintégration sociale et réduction de l'offre. Ministère de la santé publique.
2016	Groupe Pompidou. (2016). Rapport final pour le développement des services d'addictologie pour adolescents (21). Groupe Pompidou.
2016	Sabry, N. (2016). Services tenant compte du genre pour les femmes souffrant de troubles liés aux addictions en Égypte : Rapport final (24).
2017	Muscat, R., Molinaro, S. et Benedetti, E. (2017). Rapport régional du Comité MedSPAD : Prévalence de la consommation d'alcool, de tabac et de drogues chez les adolescents dans la région méditerranéenne. Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2017	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2017). Rapport d'activité MedNET 2017 (13). Groupe Pompidou et Conseil de l'Europe.
2017	Groupe Pompidou. (2017). Rapport MedSPAD 2016 en Algérie : enquête dans les écoles : La consommation de tabac, d'alcool et d'autres drogues à l'école (40). Groupe Pompidou et Conseil de l'Europe.

2017	Groupe Pompidou. (2017). Rapport MedSPAD 2016 en Égypte : Résultats du premier projet d'enquête en milieu scolaire méditerranéen sur l'alcool et les autres drogues (MedSPAD) en Égypte (16). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2017	MedSPAD Tunisie (2017) Résultats de l'enquête nationale MedSPAD II (41). MedSPAD Tunisie.
2017	République libanaise Ministère de la santé publique Programme national de santé mentale.(2017). Cartographie des services pour les troubles liés à la consommation de substances psychoactives : Prévention, traitement, réadaptation, réduction des risques, réintégration sociale. Ministère de la santé publique.
2017	Ministère de la santé et de la population Secrétariat général de la santé mentale et du traitement des addictions. (2017). Rapport final PHASE II Développement du " Conseil d'accréditation et de certification de la formation pour les conseillers en addictologie "Égypte (11). Groupe Pompidou et Conseil de l'Europe.
2017	République du Liban Ministère de la santé publique. (2017.) Rapport national sur la situation des drogues au Liban. Ministère de la santé publique.
2018	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2018). Rapport d'activité MedNET 2018 (7E). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe .
2018	El Omari, F., Sabit, M. & Toufiq, J. (2018) Enquête scolaire 2017 : Consommation de substances psychoactives chez les adolescents scolarisés au Maroc (1). MedSPAD Maroc.
2019	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2019) Objectifs à long terme de MedNET : Coopération dans la région méditerranéenne sur les drogues et les addictions. Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe . Strasbourg
2019	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2019). Rapport d'activité MedNET 2019 (9). Groupe Pompidou et Conseil de l'Europe.
2019	Benedetti, E., Resce, G. & Molinaro, S. (2019). Rapport régional du comité MedSPAD : Un aperçu de l'alcool, du tabac et des autres drogues dans la région méditerranéenne : Contexte socio-économique, politique et modèles de consommation chez les adolescents. Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2019	Ministère de la santé et de la population Secrétariat général de la santé mentale et du traitement des addictions. (2019). Manuel de formation en soins infirmiers pour le traitement des addictions (22). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2019	Ministère de la santé publique de la République libanaise. (2019). Développement d'un système d'information sanitaire pour l'Observatoire national des drogues au Liban : plateforme de consommation de substances psychoactives. Ministère de la santé publique.
2019	Ministère de la santé publique de la République libanaise. (2019). Développement d'un système d'information sanitaire pour l'Observatoire national des drogues au Liban : Guide de l'utilisateur. Ministère de la santé publique.
2019	Ministère de la santé publique de la République libanaise. (2019). Développement d'un système d'information sanitaire pour l'Observatoire national des drogues au Liban : Glossaire des termes. Ministère de la santé publique.
2019	République libanaise Ministère de la santé publique Programme national de santé mentale. (2019). Comité sur les addictions: Traitement et suivi- Amélioration du système d'orientation des personnes souffrant de troubles liés à la consommation de substances. Ministère de la santé publique.

2019	République libanaise Ministère de la santé publique Programme national de santé mentale. (2019). Besoins des femmes souffrant de troubles liés à la consommation de substances psychoactives Rapport de recherche qualitative 2019. Ministère de la santé publique
2019	République libanaise Ministère de la santé publique Programme national de santé mentale (2019) Normes d'accréditation : PROGRAMMES RÉSIDENTIELS DE RÉADAPTATION DES ADDICTIONS. Ministère de la santé publique
2020	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2020). Rapport d'activité MedNET 2020 (8). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2020	Groupe Pompidou et Conseil de l'Europe. (2020). Les droits de l'homme et les personnes qui consomment des drogues dans la région méditerranéenne : Current Situation In 17 MedNET Countries. Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2020	Ministère de la Santé, Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe (2020) Guide national et modules d'apprentissage en ligne pour la prévention de la consommation de substances psychoactives au Maroc (18). Groupe Pompidou et Conseil de l'Europe.
2020	Université de Rabat. (2020). Diplôme universitaire d'addictologie de Rabat : Programme Ud 2020-2022.
2020	Centre libanais d'addictions de Skoun. (2020). Rapport narratif final : Connecting Youth For Drug Awareness In Schools (2). Groupe Pompidou et Conseil de l'Europe.
2021	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET) (2021) Rapport d'activité MedNET 2021. Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2021	Jordanie et MedNET. (2021). MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne (17). Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2021	Égypte et MedNET . (2021). MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne (18). Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2021	Algérie et MedNET . (2021). MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne (20). Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2021	Liban et MedNET. (2021). MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne (19). Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2021	Maroc et MedNET. (2021). MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne. Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2021	Tunisie et MedNET. (2021). MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne (21). Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2021	La Palestine et MedNET (2021) MedNET : le réseau de coopération du Groupe Pompidou sur les drogues et les addictions dans la région méditerranéenne (24). Conseil de l'Europe, Strasbourg.
2021	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2021). Rapport d'activité MedNET 2021 (PROJET). Groupe Pompidou et Conseil de l'Europe.

2021	Activités du Groupe Pompidou : MedNET (consulté le 25/08/2021)
2021	Groupe Pompidou. (2021). Enquête MedSPAD : Lignes directrices 2020-2021 (17 mars 2021). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2021	Réseau méditerranéen de coopération en matière de drogues et des addictions (MedNET). (2021). Développement d'un modèle de soins pour les mineurs ayant des problèmes de consommation de substances dans les établissements correctionnels en Égypte (4). Groupe Pompidou & Conseil de l'Europe.
2021	Prévention après l'explosion de Beyrouth.

ANNEXE II. OUTILS D'EVALUATION : GUIDES D'ENTRETIEN ET MODELE D'ANALYSE SWOT

Guides d'entretien semi-structuré Points focaux et observateurs MedNET

Bonjour. Merci beaucoup d'avoir accepté de me parler aujourd'hui. Je m'appelle Marie Claire Van Hout et je suis la consultante en évaluation engagée par le Groupe Pompidou pour évaluer MedNET au cours des 15 dernières années.

Cette évaluation s'appuie sur l'évaluation d'impact de 2016 des actions de MedNET dans la région méditerranéenne. L'objectif de cette évaluation sur 15 ans est d'évaluer MedNET en termes d'impact et de déterminer dans quelle mesure ses objectifs fondamentaux - promouvoir la coopération, les échanges et le transfert mutuel de connaissances - ont été atteints. Les objectifs spécifiques de l'évaluation concernent le rôle de MedNET dans

- **La sensibilisation, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques en matière de drogues,**
- **La contribution à l'application de la loi et à la modification de la législation sur les drogues,**
- **La contribution à la recherche, à la collecte et à l'analyse des données, à l'interprétation des informations ainsi qu'à l'établissement et à la mise en œuvre de l'observatoire national des drogues,**
- **La prévention, le traitement et les soins,**
- **La vigilance à ce que les droits de l'homme soient respectés en ce qui concerne l'accès aux traitements et aux soins, et**

Les échanges Sud-Sud et les échanges Nord-Sud et Sud-Nord.

La portée géographique de l'évaluation est constituée des dix-sept pays MedNET : Algérie, Chypre, Croatie, Egypte, France, Grèce, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Palestine⁴⁹, Portugal, Tunisie, Turquie et depuis 2019 Espagne et Suisse.

Les résultats sont destinés à être utilisés par le Groupe Pompidou et les pays bénéficiaires de MedNET. Ils pourraient également être utiles aux observateurs : la Commission européenne et l'EMCDDA. En particulier, il servira de source de référence pour les leçons apprises et informera la poursuite/le développement futur du réseau et de ses programmes dans ce domaine.

Je vous poserai quelques questions sur vos opinions et expériences avec la coopération MedNET et ses programmes. Je prendrai des notes pendant notre conversation. J'espère que vous êtes d'accord pour que j'enregistre notre conversation afin d'être sûr de saisir tout ce que vous dites. N'hésitez pas à me faire savoir si vous ne souhaitez pas être enregistré. Soyez assuré(e) que toutes les informations que vous fournirez aujourd'hui seront traitées de manière confidentielle.

L'entretien durera environ 60 à 90 minutes. Avez-vous des questions ou des préoccupations ? Acceptez-vous de participer à l'évaluation ?

Je vous remercie d'avoir accepté de participer à cette évaluation. Je vais maintenant vous poser les questions que nous avons préparées pour cette évaluation. Commençons.

⁴⁹Cette désignation ne doit pas être interprétée comme la reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice des positions individuelles des États membres du Conseil de l'Europe sur cette question.

Pouvez-vous décrire le rôle de MedNET dans la sensibilisation, le développement et la mise en œuvre d'une politique en matière de drogues dans votre pays/la région MedNET ?

Sondage Comment cela a-t-il évolué au fil du temps depuis que vous vous êtes impliqué ?

Pouvez-vous décrire le rôle de MedNET dans les changements potentiels de la loi sur les drogues ? Pouvez-vous donner quelques exemples où l'activité de MedNET a stimulé la réforme ?

Pouvez-vous décrire le rôle de MedNET dans la recherche, la collecte, l'analyse et l'interprétation des informations, dans la mise en place, le soutien à l'observatoire national des drogues dans votre pays/la région MedNET ?

Sondage Comment cela a-t-il évolué au fil du temps depuis que vous vous êtes impliqué ?

Pouvez-vous décrire le rôle de MedNET dans le développement de la prévention, du traitement et des soins dans votre pays/la région MedNET ?

Sondage Comment cela a-t-il évolué au fil du temps depuis que vous vous êtes impliqué ?

Pouvez-vous décrire le rôle de MedNET dans le soutien aux garanties des droits de l'homme et à l'accès aux traitements et aux soins ?

Sondage Comment cela a-t-il évolué au fil du temps depuis que vous vous êtes impliqué ?

Pouvez-vous décrire le rôle de MedNET dans le soutien à l'intégration des droits de l'homme et de la dimension de genre dans les actions ?

Sondage Comment cela a-t-il évolué au fil du temps depuis que vous vous êtes impliqué ?

Pouvez-vous décrire le rôle de MedNET dans l'application de la loi ?

Sondage Comment cela a-t-il évolué au fil du temps depuis que vous vous êtes impliqué ?

Pouvez-vous décrire le rôle de MedNET dans les échanges Sud-Sud ?

Pouvez-vous décrire le rôle de MedNET dans les échanges Nord-Sud et Sud-Nord ?

Pouvez-vous décrire comment MedNET coopère avec l'EMCDDA, la Commission européenne à travers les projets conjoints du Conseil de l'Europe (uniquement applicable au Maroc et à la Tunisie qui bénéficient du programme), et non les autres pays, l'UNICRI (uniquement pour la Tunisie et le Liban), l'OMS et les ONG régionales telles que MENAHRA (régionale et libanaise) ?

Pensez-vous que le fonctionnement, l'administration et la gestion du réseau par le Secrétariat PG/MedNET sont suffisants pour répondre à vos besoins en tant que pays MedNET ?

Sondage Pouvez-vous identifier une ou plusieurs améliorations à proposer ?

Quel a été l'impact de COVID-19 sur les opérations et les actions de MedNET au cours des deux dernières années ?

Avez-vous des idées sur la façon dont MedNET peut améliorer son travail à l'avenir ?

Avez-vous quelque chose à ajouter à l'interview d'aujourd'hui ?

Guides d'entretien semi-structuré Consultants MedSPAD

Parlez-moi de votre rôle au sein de MedSPAD.

Quel est l'impact de l'enquête et comment a-t-elle évolué dans le temps parmi les pays MedSPAD ?

Comment MedSPAD contribue-t-il aux preuves scientifiques et au suivi des tendances au niveau des pays et des régions MedNET ?

En termes de connaissances scientifiques, pouvez-vous décrire l'application de la méthodologie révisée du MedSPAD ?

Comment MedSPAD informe-t-il les politiques et les pratiques en matière de santé et de drogues au niveau des pays et des régions MedNET ?

Comment MedSPAD informe-t-il les initiatives de prévention ciblant les jeunes ?

Avez-vous des recommandations pour les travaux futurs de MedSPAD ?

Modèle d'analyse SWOT

Veillez identifier les trois principales forces, les trois principales faiblesses, les trois principales opportunités et les trois principales menaces

3 principaux atouts

3 principales faiblesses

3 principales opportunités

3 principales menaces

ANNEXE III. LISTE DES PARTIES PRENANTES

ALGÉRIE

M. Mohammed BENCHALLA
Directeur Général
Office national de lutte contre la drogue et le crime et
la Toxicomanie
6, avenue de l'Indépendance
DZ-16000 ALGER

CHYPRE

Mme Leda CHRISTODOULOU
Chargé de mission
Département des politiques
Autorité nationale chypriote en matière de toxicomanie
Iosif Xadjiosif Avenue 35 et Andrea Avraamide Strovolos, 1st étage

NICOSIA

CROATIA

Mme Jadranka Ivandić-Zimić
Chef d'unité
Département de l'information nationale Unité des drogues et affaires de coopération internationale
Service de lutte contre l'abus des drogues
Gouvernement de la République de Croatie
Preobrazenska 4/II
HR - 10000 ZAGREB

EGYPTE

Prof. Menan Abd-El-Maksoud RABIE
Secrétaire général
Secrétariat général de la santé mentale et
Traitement des addictions
Ministère de la santé et de la population

CAIRO

FRANCE

M. Nicolas PRISSE
Président de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives
MILDECA

69, rue de Varenne
75007, PARIS

Mme Laura D'ARRIGO
Conseillère Diplomatique, MILDECA
Service du Premier Ministre
69, rue de Varenne
75007, PARIS

GRECE

M. Gerasimos PAPANASTASATOS
Chef du département de la recherche et
Conseiller principal sur la politique en matière de drogues auprès du National
Coordinateur des médicaments
Centre de thérapie pour personnes dépendantes (KETHEA)
Sorvolou 24
GR - 11636 ATHENS

ITALIE

Dr Elis abetta SIMEONI
Directeur général
Chef du bureau technique Affaires scientifiques et générales
Présidence du Comité des Ministres
Département des politiques anti-drogues
Via della Ferratella, 51
I - 00184 ROMA

JORDAN

M. Jamil ALHABAIBEH
Chef de la section des affaires internationales
Département anti-narcotique
AMMAN

LIBAN

Prof. Ramzi HADDAD
Chef du département de psychiatrie, Université libanaise
Cofondateur de Skoun, le centre libanais de lutte contre les addictions
P97 Rue Monot
20272101 Achrafieh
BEYROUTH

MALTE

Prof. Marilyn CLARK
Département de psychologie
Faculté du bien-être social
Université de Malte
Coordinateur du cours MSc Addiction Studies
Coordinateur du cours de Master en Psychologie légale
Président - Chambre des psychologues de Malte
MSIDA

MAROC

Prof. Jallal TOUFIQ
Directeur de l'hôpital psychiatrique de l'université d'Ar-razi et du centre national de prévention, de traitement et de recherche en matière d'addiction.
Directeur de l'Observatoire national des drogues et des addictions
Hôpital Universitaire AR-RAZI
Centre National de Prévention et de Recherche en addiction
Rue Ibnou Rochd
MA - 11005 VENTE

PALESTINE

Dr. Saed BALIBSI
Directeur du centre de traitement alternatif
Ministère palestinien de la santé
VILLE DE RAMALLAH

PORTUGAL

Mme Sofia SANTOS
Chef de la division des relations internationales
Chef du point focal portugais auprès de l'EMCDDA
Direction générale de l'intervention sur les comportements addictifs et les dépendances (SICAD).
Parque de Saúde Pulido Valente
Alamedadas Linhas de Torres - N° 117
Edifício SICAD
P - 1750-147 LISBOA

Portugal

TUNISIE

Prof. Nabil BEN SALAH

Directeur Général

Président du Comité technique national de lutte contre les addictions et les conduites addictives

TUN- 1089 MONFLUERY

ESPAGNE

Mme Elena ALVAREZ MARTIN

Directeur adjoint des relations institutionnelles

Délégation gouvernementale pour le plan national sur les drogues

Ministère de la santé, de la consommation et des affaires sociales

Plaza de Espana

E-28071 MADRID

SUISSE

Mme Diane STEBER BUCHLI

Département fédéral de l'intérieur DFI

Office fédéral de la santé publique OFSP

Division des affaires internationales Politique internationale en matière de drogues

Suisse

Schwarzenburgstrasse 157, 3003 Berne

OBSERVATEURS

EMCDDA

Mme Cécile MARTEL

Chef de secteur - Coopération internationale

Coordinateur des partenaires externes

Unité Reitox et partenaires externes

Praça Europa 1, Cais do Sodré

1249-289 LISBON, Portugal

DG I - Direction Générale Droits de l'Homme et État de droit / Conseil de l'Europe

F - 67075 Strasbourg Cedex / Groupe Pompidou

Denis HUBER

Secrétaire exécutif du Groupe Pompidou

Florence MABILEAU

Adjoint au Secrétaire exécutif du Groupe Pompidou et Chef de l'Unité Recherche Genre et

Méditerranée

Coopération

Ourania BOTSI

Chef de projet

Ana TRUDOV

Assistante de projet

www.coe.int/fr/web/pompidou/activities/mednet

PREMS 184822

FRA

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 46 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

